



**NATIONS UNIES**

## **CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.25/4  
18 avril 2001

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

### **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Vingtième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier/Neuvième réunion  
du Groupe intergouvernemental d'experts

Alger (Algérie)  
2-7 mai 2001

Trente-quatrième session de la Commission/  
Vingt-cinquième réunion de la Conférence  
des ministres/Neuvième session de la Conférence  
des ministres africains des finances

Alger (Algérie)  
8-10 mai 2001

### **RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (CEA) 1998-2000**

*Alger  
2001*

## TABLE DES MATIERES

	Page
<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>ii</b>
<b>ABREVIATIONS ET SIGLES .....</b>	<b>iv</b>
 <b>CHAPITRES</b>	
 <b>I.     APERCU DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE DURANT LA PERIODE ALLANT DE 1998 A 2000</b>	
A. Performances économiques de l'Afrique en 1998.....	1
B. Performances économiques en 1999.....	2
C. Performances économiques en l'an 2000 .....	4
D. Perspectives pour 2001 .....	5
 <b>II.    INNOVATIONS PRINCIPALES DES POLITIQUES ET PROGRAMMES</b>	
A. Principales initiatives politiques.....	6
1. Forum pour le développement de l'Afrique (ADF).....	6
2. La "Grande Table" OCDE/Pays africains .....	7
3. Consultation sur le programme de partenariat de la CEA .....	8
4. Reconstruction après les conflits et programmes de développement .....	8
B. Faits marquants du programme .....	9
1. Consultations régionales de haut niveau sur le financement du développement et les PMA.....	9
2. Audience régionale africaine pour l'Assemblée du Millénaire .....	11
 <b>III.   EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL</b>	
A. Faciliter l'analyse de la politique économique et sociale .....	13
B. Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable .....	16
C. Renforcer la gestion du développement .....	19
D. Exploiter l'information pour le développement .....	22
E. Promouvoir la coopération et l'intégration régionales .....	27
F. Promouvoir la condition de la femme .....	32
G. Appui aux activités de développement à l'échelle sous-régionale .....	35
1. Centre de développement sous-régionale pour l'Afrique centrale (CDSR-AC) .....	35
2. Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Est (CDSR-AE) .....	37
3. Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord (CDSR-AN) .....	39
4. Centre de développement sous-régional pour l'Afrique australe (CDSR-AA) .....	41
5. Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest (CDSR-AO) .....	43
H. Autres programmes .....	45
1. Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.....	45
2. L'initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique .....	47

#### **IV. ACTIVITES D'APPUI AUX PROGRAMMES**

A. La planification des politiques et l'élaboration des programmes .....	52
B. La gestion et la mobilisation des ressources financières .....	53
1. Crédits alloués par l'Assemblée générale au titre du budget ordinaire .....	53
2. Ressources extrabudgétaires : Fonds alloués par les organismes de financement et les fonds d'affectation spéciale des Nations Unies .....	53
C. Gestion des ressources humaines .....	57
1. Changements survenus au cours de la période considérée dans l'organisation de la Division de la gestion des ressources humaines .....	57
2. Postes ouverts au titre de l'exécution du budget-programme 2000-2001 .....	58
3. Situation en ce qui concerne les recrutements et les affectations .....	58
4. La parité entre les sexes dans la catégorie des administrateurs .....	60
D. Suivi et évaluation du programme .....	61
E. Division des Conférences et des services généraux .....	62
<b>V. PROGRAMME DE TRAVAIL 2002-2003 : PERSPECTIVE .....</b>	<b>64</b>

#### **ANNEXES**

- I. REUNIONS, CONFERENCES, SEMINAIRES ET ATELIERS ORGANISES  
PAR LA CEA PENDANT LA PERIODE 1998-2000 (par sous-programme)**
- II. SERVICES CONSULTATIFS REGIONAUX FOURNIS AUX ETATS  
MEMBRES, AUX ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES  
ET AUX ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

## RESUME

Le Rapport d'activité permet de présenter le travail que la Commission effectue, à travers ses principaux organes directeurs, ses organes subsidiaires et son secrétariat, pour aider les Etats membres à résoudre les problèmes de développement socio-économique auxquels ils font face. Le présent Rapport, qui couvre la période allant de 1998 à 2000, est soumis à la trente-quatrième session de la Commission, organisée en Conférence conjointe des ministres responsables du développement économique et social et de la planification et des ministres des finances.

Il donne un aperçu des principales activités menées par la Commission et son secrétariat, au titre du programme adopté en 1996 et révisé en 1998, qui comprennent sept sous-programmes complémentaires couvrant les thèmes clés du développement de l'Afrique. Les sous-programmes portent les titres suivants : Faciliter l'analyse de la politique économique et sociale ; Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable ; Renforcer la gestion du développement ; Exploiter l'information pour le développement ; Promouvoir la coopération et l'intégration régionales ; Promouvoir la condition de la femme ; Appuyer les activités sous-régionales de développement. La stratégie d'exécution du programme de travail, qui s'applique à tous les sous-programmes, comporte les éléments suivants : analyse des politiques et plaidoyer ; convocation des parties prenantes et recherche d'un consensus sur des questions de développement ; assistance et formation techniques à l'appui des efforts des Etats membres pour la mise en place et le renforcement des capacités ; travail en réseau avec des chercheurs africains afin d'intensifier le partage des informations et des expériences, notamment pour les pratiques donnant les meilleurs résultats ; et, promotion d'une collaboration plus étroite avec d'autres institutions des Nations Unies et des donateurs internationaux pour appuyer les efforts de développement de l'Afrique. Le Rapport comprend cinq chapitres et deux annexes.

Le chapitre premier examine la situation économique et sociale en Afrique au cours de la période 1998-2000, dans le contexte de l'évolution mondiale. Il montre que le continent a enregistré des résultats économiques stables, avec un taux de croissance supérieur à 3% par an. Il prévoit par ailleurs que le taux de croissance sera de 4,5 % en moyenne en 2001, à condition que les principaux déterminants de la croissance en Afrique - climat, cours mondiaux des produits de base, stabilité politique et sociale, flux d'APD, et cadre macro-économique stable - demeurent favorables. Mais il montre aussi que la situation sociale ne cesse de se détériorer malgré l'amélioration modeste des résultats économiques de la région. En effet, la croissance n'est ni assez forte ni assez largement diversifiée pour réduire la pauvreté. De plus, la situation est aggravée par les effets dévastateurs du VIH/SIDA mais également des guerres et conflits armés qui font rage sur le continent.

Le chapitre II est consacré aux nouvelles initiatives prises, au cours de la période, par la CEA, en matière d'orientation et de programme, à savoir : création du Forum pour le développement de l'Afrique (ADF) ; "tenue de la Grande Table" OCDE - pays africains ; Consultation sur le programme de partenariat de la CEA ; Programme de reconstruction et de développement au sortir des conflits ; Audience régionale africaine pour l'Assemblée du Millénaire, Consultation régionale de haut niveau sur le financement du développement et réunion préparatoire de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA).

Le chapitre III relate les principales activités menées au titre de chaque sous-programme.



S'agissant de "*Faciliter l'analyse de la politique économique et sociale*", le programme de travail a porté sur de grandes questions macro-économiques intéressant les Etats membres. L'accent a été mis sur l'étude et l'analyse dans le cadre des mécanismes nationaux pour l'évaluation des conditions socio-économiques ainsi que sur l'élaboration de méthodologies et de techniques d'amélioration de la planification du développement. Plusieurs activités ont également visé à aider les pays africains à s'adapter au nouvel environnement commercial issu des négociations du cycle d'Uruguay. Une attention particulière a été accordée aux problèmes spécifiques des pays les moins avancés (PMA) en Afrique, à la dette africaine et aux difficultés des pays pauvres très endettés (PPTE). Le sous-programme a aussi porté sur des questions de développement social, en particulier sur les stratégies et les réformes requises pour réduire la pauvreté.

Les interdépendances entre sécurité alimentaire, population et préservation de l'environnement ont été abordées dans le cadre du sous-programme intitulé "*Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable*". La Commission s'est surtout efforcée de mieux faire comprendre ces interdépendances, qui sont au cœur du syndrome de la pauvreté en Afrique et permettre ainsi de les gérer mieux ; de contribuer au renforcement des capacités nationales et locales ; de favoriser des échanges entre experts et les spécialistes de ce secteur tant à la CEA que dans les Etats membres, en vue d'une analyse intégrée des questions interdépendantes de la sécurité alimentaire, de la dynamique démographique et de la préservation de l'environnement.

Comme par le passé, le sous-programme intitulé "*Renforcer la gestion du développement*", a mis l'accent sur l'élaboration de politiques et de stratégies visant à encourager une bonne gestion du secteur public, à favoriser le développement du secteur privé et à accroître la participation populaire au processus de développement socio-économique des pays africains. A cet égard, le Centre africain de la société civile, créé en 1997 et dont le secrétariat est établi à la CEA, continue de centraliser des informations pertinentes et actualisées sur le rôle de la société civile dans les domaines du développement et de la gouvernance et d'encourager, entre les organisations africaines de la société civile et les milieux du développement international, des relations constructives, axées sur des programmes.

A travers les activités menées au titre du sous-programme intitulé "*Exploiter l'information pour le développement*", la CEA a continué à jouer un rôle de catalyseur pour ce qui des activités visant à connecter encore plus l'Afrique à l'Autoroute de l'information. Ces activités avaient pour objet de renforcer les capacités nationales, sous-régionales et régionales pour l'adoption et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, et d'améliorer les capacités pour la mise en place et l'utilisation de bases de données statistiques, bibliographiques, spatiales et de référence, en tant qu'instruments de prise de décisions, pour promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service du développement. La CEA a consacré le premier Forum pour le développement de l'Afrique, tenu en octobre 1999, au thème suivant : "*L'Afrique face au défi de la mondialisation et de l'ère de l'information*".

Plusieurs activités ont été menées pour renforcer l'intégration régionale, cette dynamique étant favorisée par le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. Il s'agissait notamment de renforcer les communautés économiques régionales (CER) à travers un

développement institutionnel et l'élaboration de programmes ; de promouvoir le commerce intra-africain ; et de renforcer les capacités institutionnelles nécessaires à l'intégration monétaire et financière. L'analyse des implications, pour le développement de la région, des arrangements commerciaux issus des négociations du Cycle d'Uruguay avait pour objet de situer l'Afrique dans le commerce mondial. D'autres activités ont été axées sur la rationalisation, l'harmonisation et la coordination de programmes, le but étant de créer un environnement propice à l'intégration, grâce au développement des infrastructures, à l'harmonisation des politiques et à la collaboration dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques.

Au cours de la période considérée, la CEA a commencé à élaborer un rapport annuel intitulé *“Rapport annuel sur l'intégration en Afrique”* dont l'objectif est de faire le point sur l'intégration régionale en Afrique. Le rapport fournira des données qualitatives et quantitatives sur l'état de l'intégration en Afrique, à l'intention des décideurs, des CER et des organisations intergouvernementales (OIG). Il paraîtra à compter de 2001 et sera l'une des publications annuelles vedettes de la Commission, dont il présentera les principales activités et le cadre de travail dans le domaine de la coopération et de l'intégration régionales, ses conclusions étant appelées à orienter les interventions sectorielles de la Commission.

Les activités de la CEA relatives au rôle de la femme dans le développement ont principalement consisté à suivre et évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne la situation de la femme dans les domaines critiques définis par le Programme d'action mondial et la Plate-forme d'action africaine. Dans la poursuite de ces objectifs, la CEA a mis au premier plan l'émancipation économique et sociale de la femme en Afrique.

Pour bien marquer sa détermination à promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme, la CEA a célébré son quarantième anniversaire, en avril 1998, en organisant une conférence internationale sur le thème *“Les femmes africaines et le développement économique : Investir dans notre avenir”*. La Conférence, qui a réuni 1500 hommes et femmes environ, dont des Chefs d'Etats et de gouvernements des pays africains et des représentants des parties concernées (gouvernements africains, société civile, organisations non gouvernementales et secteur privé ainsi qu'organismes internationaux) a examiné les progrès accomplis dans les domaines critiques intéressant les femmes, par rapport aux engagements pris à Beijing.

En novembre 1999, le secrétariat de la CEA a organisé à Addis-Abeba la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes, pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine. Des rapports d'activité couvrant les 12 domaines critiques ont été présentés à la Conférence par la plupart des gouvernements africains, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Banque africaine de développement (BAD) ainsi que plusieurs organisations internationales et non gouvernementales. Les 12 domaines critiques, qui ont été classés par ordre de priorité, sont les suivants : la lutte contre la pauvreté, l'éducation des femmes, les soins de santé, les droits humains, les femmes et la prise de décisions, la violence à l'égard des femmes, les institutions, les femmes et l'activité économique, les médias, l'environnement, la petite fille et les conflits. L'un des principaux résultats de la Conférence a été l'adoption d'un Plan d'action africain visant à accélérer la mise en œuvre du

Programme d'action de Beijing et de la Plate-forme d'action de Dakar pour la promotion de la femme, sur la période 2000-2004, aux niveaux national, sous-régional et régional. Le Plan propose des stratégies et des mécanismes permettant de résoudre les problèmes reconnus comme obstacles à cette mise en œuvre. Le Plan d'action africain a été adopté par le Conseil des ministres de l'OUA, lors de sa session de mars 2000.

Au titre du nouveau sous-programme intitulé *“Appuyer les activités sous-régionales de développement”*, les centres de développement sous-régional de la CEA, implantés dans les cinq sous-régions du continent, se sont énergiquement employés à apporter un appui technique aux communautés économiques régionales et à coopérer avec elles ; à faciliter le travail en réseau et l'échange d'informations entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé et à renforcer la présence de la CEA dans les sous-régions.

Le quatrième chapitre décrit les principales activités d'appui exécutées par le nouveau Bureau de la planification des politiques et de la gestion des ressources (BPGR) ainsi que par la Division des conférences et des services généraux (DCSG). L'appui aux programmes englobe les fonctions et les structures concernant l'administration ; la gestion et la mise en valeur des ressources humaines ; la planification des programmes, les finances et l'évaluation ; la gestion de la coopération technique et des services de conférence et des services généraux.

Le BPGR a défini les orientations générales des programmes et il en a assuré la coordination, la planification, la budgétisation, le suivi et l'évaluation. Il a également fourni des services dans les domaines de la gestion administrative et financière, de la gestion des ressources humaines liées aux activités de coopération technique ainsi que du contrôle interne.

La Division des conférences et des services généraux a fourni un appui au secrétariat dans le domaine des conférences et des services généraux, assurant, notamment, la gestion et l'entretien du Centre de conférence d'Addis-Abeba, ainsi que la gestion des services et des moyens d'information et de communication.

Le dernier chapitre du rapport, consacré au programme de travail pour la période biennale 2002-2003, en fait ressortir les grandes priorités, telles que définies dans le Plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

## ABREVIATIONS ET SIGLES

ACP	Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ADF	Forum pour le développement de l'Afrique
AFAO	Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest
AFRAA	Association des compagnies aériennes africaines
AFRINIG	Centre d'information sur les réseaux en Afrique
AISI	Initiative société africaine à l'ère de l'information
ALL	Initiative Internet pour l'Afrique
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
APC	Comité des nominations et des promotions
APD	Aide publique au développement
ARIA	Rapport annuel sur l'intégration en Afrique
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne
ATAC	Comité technique consultatif africain
AVLIN	Réseau de bibliothèques virtuelles en Afrique
BAD	Banque africaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BIT	Bureau international du Travail
BPGR	Bureau de la planification des politiques et de la gestion des ressources
CAC	Comité administratif du Travail
CAF	Centre africain pour la femme
CAFRAD	Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement
CAFRADES	Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social
CAMI	Conférence des ministres africains de l'industrie
CAMRDC	Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale
CASC	Centre africain de la société civile
CCA	Evaluation commune des pays

CCNU	Centre de conférences des Nations Unies
CDSR	Centre de développement sous-régional
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAF	Communauté économique africaine
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEEAC	Communauté économique des Etats d'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
CER	Communauté économique régionale
CERPOD	Centre de recherches sur la population et le développement
CIE	Comité intergouvernemental d'experts
CIIC	Commission mondiale pour l'infrastructure de l'information
CIIC	Commission mondiale pour l'infrastructure de l'information
CMAE	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement
CNS/ATM	Surveillance de la navigation par communication/gestion du trafic aérien
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains : HABITAT
CNUSTD	Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement
CODI	Comité de l'information pour le développement
COI	Commission de l'océan Indien
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
COMESA-AIC	Système d'information avancée sur les cargaisons
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
DAM	Département de l'administration et de la gestion
DCSG	Division des conférences et des services généraux
DESA	Département des affaires économiques et sociales (Siège ONU)
DND-CIPD-PA	Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

DPES	Division de la politique économique et sociale
DRP	Comité départemental d'examen des candidatures
DSADD	Division de la sécurité alimentaire et du développement durable (CEA)
DSRP	Document stratégique de réduction de la pauvreté
ENDA	Environnement et développement du Tiers monde
ENEA	Ecole nationale d'économie appliquée
ENSEA	Ecole nationale de sciences économiques appliquées
EPNLT	Etudes prospectives nationales à long terme
ESTNET	Réseau de la CEA pour la science et la technologie
EUROSTAT	Office de statistique des communautés européennes
FAFE	Fédération africaine des femmes entrepreneurs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FASNUDA	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GTZ	Coopération technique allemande
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures en zone tropical semi-aride
IDE	Investissement étranger direct
IDEP	Institut africain de développement économique et de planification
IFLA	Fédération internationale des associations bibliothécaires
IFORD	Institut de formation et de recherche démographiques
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IGWA	Groupe interorganisations sur l'eau en Afrique
IMIS	Système intégré de gestion
INCI	Infrastructure nationale de communication et d'information
INSTRAW	Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme
KBO	Organisation du Bassin de la rivière Kagere
MRU	Union du fleuve Mano
NANGO	Association nationale des organisations non gouvernementales

OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OACT	Organisation africaine de cartographie et de télédétection
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OIG	Organisation intergouvernementale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisations de la société civile
OSSREA	Organisation pour la recherche en sciences sociales en Afrique de l'Est
OUA	Organisation de l'unité africaine
PADIS	Système panafricain de documentation et d'information
PAPC	Association panafricaine de coopération portuaire
PEDA	Modèle sur la population, l'environnement, le développement et l'agriculture
PEDA	Population, environnement, développement et agriculture
PIB	Produit intérieur brut
PICTA	Partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PMT	Plan à moyen terme
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPTE	Pays pauvres très endettés
RCA	République centrafricaine
RCMRD	Centre régional pour la cartographie des ressources pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
RECTAS	Centre régional de formation aux techniques des levés aériens

<b>RIPS</b>	<b>Regional Institute for Population studies</b>
<b>ROADSIP</b>	<b>Programme d'investissement dans le secteur routier</b>
<b>SADC</b>	<b>Communauté de développement de l'Afrique australe</b>
<b>SATCC</b>	<b>Commission sud-africaine des transports et des communications</b>
<b>SCN</b>	<b>Système de comptabilité nationale</b>
<b>SEAMIC</b>	<b>Centre minéral pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe</b>
<b>SSATP</b>	<b>Programme de transport pour l'Afrique subsaharienne</b>
<b>TAFWE</b>	<b>Equipe spéciale sur la condition de la femme (CEA)</b>
<b>TIC</b>	<b>Technologies de l'information et de la communication</b>
<b>UDEAC</b>	<b>Union douanière et économique de l'Afrique centrale</b>
<b>UEMOA</b>	<b>Union économique et monétaire ouest-africaine</b>
<b>UIP</b>	<b>Union internationale des parlementaires</b>
<b>UIT</b>	<b>Union internationale des télécommunications</b>
<b>UMA</b>	<b>Union du Maghreb arabe</b>
<b>UNESCO</b>	<b>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture</b>
<b>UNESIS</b>	<b>Système d'information économique et sociale des Nations Unies</b>
<b>UNSELAC</b>	<b>Consortium d'information et d'acquisition électronique du système des Nations Unies</b>
<b>UPAP</b>	<b>Union panafricaine des postes</b>
<b>UPAT</b>	<b>Union panafricaine des télécommunications</b>
<b>VIC</b>	<b>Union internationale des chemins de fer</b>
<b>VSAT</b>	<b>Microstation terrienne</b>
<b>WAHO</b>	<b>Organisation ouest-africaine de la santé</b>
<b>WWW</b>	<b>World Wide Web</b>



## CHAPITRE I

### APERÇU DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE DURANT LA PÉRIODE ALLANT DE 1998 A 2000

Au cours de la période allant de 1998 à 2000, le taux de croissance de l'Afrique a été stable, dépassant les 3% chaque année. Le taux de croissance du PIB en termes réels a été de 3,1 % en 1998, de 3,2 % en 1999 et, d'après des estimations préliminaires, de 3,6 % en 2000. En Afrique, les principaux déterminants de l'économie sont les conditions météorologiques, (en particulier dans les pays tributaires de l'agriculture), les cours mondiaux des produits de base, la stabilité sociale et politique ainsi que la viabilité de la politique économique adoptée par chaque pays.

#### A. Performances économiques de l'Afrique en 1998.

En 1998, le taux de croissance de l'économie africaine a été de 3,1% contre 2,9 % en 1997, ce qui dénote une amélioration des résultats économiques d'ensemble au cours d'une année difficile. Avec un taux d'accroissement démographique de 2,8 % en moyenne, le revenu par habitant a augmenté de 0,3% cette année-là, ce qui est un résultat remarquable à plusieurs titres. Premièrement, le revenu par habitant augmentait pour la quatrième année consécutive en 1998. Deuxièmement, l'Afrique se trouvait ainsi au tout premier rang mondial en termes de croissance économique. Troisièmement, les pays africains enregistraient ce résultat à un moment où, après une période d'expansion, la croissance mondiale s'essouffait, les taux chutant de 4% en 1997 à 2 % en 1998.

La croissance mondiale s'est ralentie en raison de la crise financière des marchés émergents, qui s'est étendue au reste du monde. Certes, les pays africains n'ont en général pas connu les affres causées par l'instabilité des marchés financiers, mais la crise les a néanmoins touchés par ricochet. L'instabilité et son effet de ralentissement sur l'activité économique se sont en effet répercutés sur eux, principalement à travers les cours mondiaux des produits de base et les flux de ressources. L'indice des prix à l'exportation des produits de base africains, exprimé en dollars, a diminué de plus de 16 %. Tous les prix des produits d'exportation de la région ont baissé, mais c'est le pétrole qui a été le plus touché, ses cours enregistrant une chute de plus de 42 %.

Cette évolution eu des répercussions profondes sur l'économie des pays africains. Pour la première fois, depuis des années, la balance commerciale a été négative, le déficit d'opérations courantes étant de 16, 5 milliards de dollars, soit le montant le plus élevé de la décennie. La crise a également eu des incidences négatives sur les apports de ressources extérieures à la région, car les pays donateurs et les institutions se sont surtout intéressés aux pays les plus touchés, s'efforçant d'enrayer la contagion à l'échelle mondiale. Les ressources étrangères ont déserté la région, tout particulièrement l'Afrique du Sud et quelques pays d'Afrique du Nord, les fuites étant estimées à 5,3 milliards de dollars E.U. En revanche, le montant des flux d'aide publique a augmenté, passant à 5,3 milliards de dollars E.U.

Ces piètres performances du secteur extérieur ont été très largement compensées par celles du secteur intérieur. L'agriculture a connu un redressement vigoureux, sa production augmentant de 3,5 % contre 1,7% en 1997. La reprise a été particulièrement spectaculaire en Afrique du Nord, où la production agricole a augmenté de 7%. Dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est, la situation s'est sensiblement améliorée. La reprise dans le secteur agricole s'explique par l'amélioration des conditions météorologiques. En dépit de cette amélioration sensible, la région est encore très loin de l'autosuffisance alimentaire et elle a dû importer de grandes quantités de vivres, aux prix du marché et sous forme d'aide alimentaire. Le déficit vivrier est estimé à 18 %, dont 80 % couverts par des importations au prix du marché.

Le secteur industriel a connu un ralentissement, sa production n'augmentant que de 3,2 %, contre 3,5 % en 1997, en raison principalement de la faiblesse de la demande extérieure de pétrole et de minéraux ainsi que des résultats médiocres du secteur manufacturier. Dans ce dernier, le taux de croissance n'a été que de 2 % contre 2,5 % l'année précédente, ce qui s'explique par tout un ensemble de facteurs, notamment le faible niveau des investissements effectués pour accroître la capacité de production et l'incapacité des entreprises existantes de tirer parti des opportunités que présente le nouvel environnement économique mondial. Certes, les industries axées sur l'exportation de ressources naturelles ont su s'adapter à la concurrence mondiale, mais le secteur manufacturier qui produit pour le marché intérieur a continué de pâtir des mesures de libéralisation et de coûts généralement élevés. En revanche, le secteur des services a été dynamique, enregistrant un taux de croissance de 3 % en 1998 contre 2,5 % en 1997.

L'ensemble de la région a enregistré des résultats satisfaisants, mais les taux de croissance ont varié d'une sous-région à l'autre. En fait, la reprise se limite aux deux sous-régions que sont l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale. En Afrique du Nord, le taux de croissance est passé de 3,6 % en 1997 à 4,5 % en 1998 et en Afrique centrale, il a progressé de presque un point de pourcentage, atteignant les 4,9 %. Les autres sous-régions ont enregistré un net ralentissement. En Afrique australe, le taux de croissance a diminué de 30 %, passant de 2,5 % en 1997 à 1,7 %, sous l'effet principalement du ralentissement observé en Afrique du Sud et en Angola. En Afrique de l'Ouest, les résultats relativement médiocres de la Côte d'Ivoire, du Ghana, et du Nigéria ont fait baisser le taux de croissance de la région, qui est passé de 4,1 % à 3,6 %. En Afrique de l'Est, le taux de croissance est resté à peu près inchangé par rapport à l'année précédente, soit 2,5 %.

Les résultats obtenus diffèrent également d'un pays à l'autre. Le nombre de pays ayant enregistré une croissance négative a continué de diminuer, mais seuls deux pays ont atteint ou dépassé le taux de croissance requis de 7 %. Comme par le passé, un grand nombre de pays ont enregistré un taux de croissance compris entre 3 et 6 %.

## **B. Performances économiques en 1999**

En 1999, l'Afrique a connu une croissance économique de 3,2 %, soit une légère amélioration par rapport au résultat modeste de l'année précédente (3,1 %). Durant la dernière décennie du vingtième siècle, son taux de croissance économique annuel a été de 2,1 % en moyenne. Ce résultat ne permettait pas de contrebalancer un taux d'accroissement démographique annuel de 2,8 % et il était nettement inférieur au taux de croissance requis pour réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015, soit 7 % par an.

Le fait nouveau est qu'aucun pays africain n'a enregistré une croissance négative du PIB en 1999 et seul un pays contre quatre l'année précédente a enregistré un taux de croissance inférieur à 1 %. Les taux de croissance se situaient entre 1 et 2,9 % pour 19 pays, entre 3 et 4,9 % pour 17 pays et entre 5 et 6,9 % pour 12 pays. Cinq pays, contre deux seulement l'année précédente, ont enregistré un taux de croissance supérieur à 7 % en 1999. Le Mozambique et la Guinée équatoriale, qui tous sont estimés avoir enregistré un taux de croissance de 10 %, ont affiché les meilleurs résultats économiques.

Au niveau sous-régional, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, qui comptent 45 % de la population et contribuent pour 37 % au PIB du continent, ont en 1999 enregistré des taux de croissance plus élevés qu'en 1998. Dans les autres trois sous-régions, qui comptent 55 % de la population dont la part dans le PIB de l'Afrique est de 63 %, le taux de croissance a baissé. En Afrique de l'Est, le taux de croissance global a augmenté, passant de 2,6 % en 1998 à 4,1 % en

1999 et les résultats se sont également améliorés en Afrique australe, le taux de croissance passant de 1,7 % à 2,2 %. Le taux de croissance moyen a cependant diminué en Afrique du Nord, passant de 4,4, % à 3,6 %, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, où il est passé de 3,6 % à 3,3 % et de 5 % à 4,5%, respectivement.

Les cinq pays les plus développés d'Afrique, (le G-5 africain, à savoir l'Algérie, l'Egypte, le Maroc, le Nigéria et l'Afrique du Sud), qui contribuent pour 59 % du PIB et comptent 37 % de la population du continent, ont enregistré un taux de croissance de 2,8 % en 1999. Les 11 pays africains exportateurs de pétrole, qui contribuent pour 49 % du PIB et comptent 41 % de la population de la région, ont enregistré une très légère amélioration de leur taux de croissance (3,7 % en 1999), soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport à 1998. Les six pays insulaires, qui contribuent pour environ 2 % du PIB et comptent 2% de la population de la région, ont vu leur taux de croissance baisser de 4,6 % en 1998 à 4 % en 1999. En revanche, les pays africains les moins avancés, (PMA), qui contribuent pour 16, 5 % du PIB et comptent 47 % de la population de la région, ont connu ces dernières années une croissance vigoureuse, avec des taux supérieurs à la moyenne continentale. Dans ces pays, le taux de croissance a augmenté de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, atteignant 4,5 % en 1999. Dans les 15 pays sans littoral (10 % du PIB et 23 % de la population de la région), le taux de croissance a également augmenté, passant de 4,2 % en 1998 à 4,9 % en 1999.

Au niveau sectoriel, les taux de croissance ont diminué pour l'agriculture et pour l'industrie, passant de 3,5 % et 3,2% respectivement en 1998 à 2,1 % et 2,8% respectivement en 1999. En revanche, dans le secteur des services, le taux de croissance a augmenté d'un point de pourcentage, atteignant les 4 % en 1999.

En ce qui concerne l'agriculture, le bilan est contrasté d'une sous-région à l'autre. En Afrique du Nord, la croissance s'est ralentie tandis qu'elle s'est accélérée en Afrique de l'Ouest. En Afrique centrale, les résultats ont été compromis par la guerre civile, l'instabilité politique et l'infestation par les ravageurs des cultures; en Afrique de l'Est et en Afrique australe, la production a diminué en raison des aléas climatiques, de la guerre et de l'invasion par les ravageurs des cultures. Les mauvais résultats du secteur agricole, aggravés par des déplacements de populations dus à l'instabilité politique, ont entraîné pour une vingtaine de millions de personnes une pénurie alimentaire sérieuse requérant une aide d'urgence.

Le secteur des services a continué de faire preuve de dynamisme et a enregistré un taux de croissance de 4 % en 1999, contre seulement 3 % en 1998. Tous les sous-secteurs du tertiaire ont enregistré des taux de croissance positifs mais ce sont les finances et les télécommunications qui ont obtenu les meilleurs résultats.

Les termes de l'échange ont chuté d'environ 6% en raison de la diminution de plus de 3% de la valeur unitaire des exportations et à l'accroissement de plus de 2% du prix unitaire des importations. L'accroissement en valeur des exportations africaines (exprimées en dollars), soit 2,4%, s'explique par l'accroissement du volume des exportations de marchandises (6%), qui a largement compensé la diminution du prix unitaire des exportations. Les importations ont également augmenté en valeur et en volume, de l'ordre de 4% et de 1,4% respectivement.

La balance commerciale a enregistré des recettes d'exportation de 101 milliards de dollars E.-U. en 1999, soit une augmentation de 2,4 % par rapport à 1998. Le déficit d'opérations courantes s'est encore creusé, atteignant les 21 milliards de dollars E.-U. en 1999, soit 13 % de plus qu'en 1998.

Les flux de ressources extérieures ont augmenté, passant de 16 milliards de dollars E.-U. en 1998 à 22 milliards en 1999. Le montant des investissements directs étrangers s'est élevé à 6 milliards de dollars environ, celui des transferts à 7 milliards de dollars et celui des prêts à 8,4 milliards de dollars E.-U., ce dernier chiffre représentant une augmentation d'environ 45 % par rapport à 1998. Le poids de la dette s'est également alourdi, passant de 351 milliards de dollars E.-U. en 1998 à 359 milliards en 1999. Quant au service de la dette, il a atteint les 39,4 milliards de dollars en 1999, contre 35, 7 milliards de dollars en 1998.

### **C. Performances économiques en l'an 2000**

D'après des estimations préliminaires, en l'an 2000, le PIB de l'Afrique aurait augmenté en termes réels de 3,7 %, et le PIB par habitant d'environ 1 %. Ces chiffres sont certes satisfaisants mais ils masquent de grandes différences entre les sous-régions et les groupements économiques.

Au niveau sous-régional, l'Afrique du Nord et l'Afrique australe ont vu leur PIB augmenter plus rapidement en l'an 2000 qu'en 1999, tandis que les autres sous-régions connaissent un net ralentissement de leur croissance. En Afrique du Nord, le PIB a augmenté de 4,7 % contre 2,6 % en 1999. La reprise au Maroc, les taux de croissance élevés des pays exportateurs de pétrole –Algérie, Egypte, Libye et Soudan – ainsi que le dynamisme de l'économie tunisienne ont contribué à améliorer les résultats aux niveaux national et sous-régional.

En Afrique australe, les résultats nettement supérieurs de l'Afrique du Sud, pays le plus développé de la sous-région, ont contribué à relever le taux de croissance global. En Afrique de l'Ouest, au contraire, les taux de croissance ont diminué, passant à 2,9 % contre 4,1 % en 1999, en dépit de la forte reprise constatée au Nigéria, le pays le plus développé de la sous-région. En Afrique de l'Est, le taux de croissance a diminué, passant de 4,1 % en 1999 à 3,4 % en l'an 2000.

Dans la sous-région de l'Afrique centrale, le taux de croissance a été vigoureux, passant de 4% en 1999 à 5, 2 % en l'an 2000. Les pays exportateurs de pétrole comme le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale ont continué d'enregistrer des taux de croissance élevés et la reprise est restée forte au Congo.

En l'an 2000, comme au cours des années précédentes, les performances économiques de l'Afrique ont été tributaires des conditions météorologiques, des cours mondiaux des produits de base, de la stabilité politique et des réformes économiques. Dans les pays dépendant de l'agriculture, les conditions climatiques ont été meilleures en 2000 qu'en 1999. La situation a été contrastée en ce qui concerne les cours mondiaux des produits de base, les cours du pétrole atteignant des niveaux historiques alors que les prix d'autres produits diminuaient. La tendance a été à la stabilité politique, les conflits ayant cessé ou diminué d'intensité. Toutefois, dans quelques pays, l'instabilité sociale a eu pour effet de déprimer l'activité économique.

Parmi les groupements économiques, le G-5 africain et les pays exportateurs de pétrole ont enregistré des taux de croissance en progression, soit 4,5 % en 2000 contre 3,8 % en 1999.

Dans les pays les moins avancés, les pays insulaires et les pays sans littoral, l'activité économique a diminué en l'an 2000 par rapport à 1999. Les pays sans littoral ont été les plus touchés, leur taux de croissance ayant diminué de 4,9 % en 1999 à 3,4 % en l'an 2000. Dans les pays les moins avancés, le taux de croissance du PIB a diminué d'un point de pourcentage en 2000 et a été, en moyenne, de 3,5 %.

Au niveau sectoriel, la tendance a été positive pour tous les grands secteurs de l'économie. Grâce à des conditions météorologiques favorables, la valeur ajoutée du secteur agricole a augmenté de 2,8 % en l'an 2000, contre 2,1 % en 1999. Le secteur industriel a enregistré l'un des taux de croissance les plus élevés de ces dernières années, soit 4 %. Le secteur des services a continué de faire preuve de dynamisme, son taux de croissance atteignant 5,8 % en l'an 2000.

La situation a évolué favorablement sur le front extérieur. Le déficit d'opérations courantes a sensiblement diminué, passant à 2,5 milliards de dollars E.-U. en raison de l'augmentation des recettes d'exportation des pays exportateurs de pétrole, mais il est sensiblement plus important pour les pays importateurs de pétrole. La balance commerciale des pays exportateurs de pétrole s'est élevée à 43 milliards de dollars E.-U. alors que les pays non exportateurs de pétrole enregistraient un déficit de 40 milliards de dollars.

La valeur des exportations a augmenté, passant de 101 milliards de dollars l'année précédente à 143 milliards de dollars E.-U. en l'an 2000, tandis que la valeur des importations augmentait-elle aussi, passant de 107 milliards en 1999 à 140 milliards en l'an 2000, le tout se soldant par un excédent de la balance commerciale de 3 milliards de dollars E.-U. Le compte des services a continué de se détériorer, le déficit passant de 11 milliards de dollars à 13,5 milliards de dollars. Le montant net des transferts s'est élevé à 8 milliards de dollars.

#### **D. Perspectives pour 2001**

A moyen terme, les facteurs qui ont été à la base des performances économiques de la région dans le passé continueront à exercer une grande influence. Les hypothèses suivantes ont été retenues pour projeter les performances économiques des pays africains en l'an 2001 :

a) La consolidation du processus démocratique et l'engagement correspondant de réduire l'instabilité et les conflits à l'intérieur des pays africains et entre ces derniers, permettront de consolider la stabilité et de créer un climat plus favorable,

b) Les prix du pétrole devraient retomber au niveau de 25 dollars le baril et les prix des produits de base se maintenir à leur niveau de l'an 2000,

Les transferts de ressources extérieures resteront à leur niveau actuel de 10 milliards de dollars E.-U.

Les conditions météorologiques ne seront pas défavorables dans les pays dépendant de l'agriculture.

Se fondant sur ces hypothèses, la CEA estime que le taux de croissance annuel des pays africains sera de 4,5 % en 2001.

## CHAPITRE II

### INNOVATIONS PRINCIPALES DES POLITIQUES ET PROGRAMMES

#### A. Principales initiatives politiques

##### 1. Forum pour le développement de l'Afrique (ADF)

Le Forum pour le développement de l'Afrique (ADF) est une initiative de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ayant pour objectif d'établir un agenda du développement d'inspiration africaine qui se traduise par des programmes spécifiques à mettre en œuvre dans les pays.

Le but de l'ADF est de présenter aux principales parties intéressées par le développement de l'Afrique (gouvernements, société civile, secteur privé, chercheurs et universitaires, organisations intergouvernementales et donateurs) les résultats des recherches actuelles et les opinions exprimées sur les grandes questions de développement, en vue de fixer ensemble des objectifs et priorités, d'élaborer des programmes d'action et de définir un cadre permettant aux pays africains de mettre en œuvre ces programmes. Le thème du Forum porte sur une question de développement qui varie d'une année à l'autre.

Le Forum de 1999 a été le premier de la série et s'est tenu à Addis-Abeba (Ethiopie), du 24 au 28 octobre 1999 sur le thème «Défis de la mondialisation et de l'ère de l'information en Afrique». Le sujet «Mondialisation et ère de l'information» a été choisi pour le premier Forum en raison de l'importance que revêtent les stratégies conçues pour l'Afrique et par les Africains en vue de l'insertion du continent dans l'économie mondiale de l'information. Ainsi, l'un des objectifs de ADF 99 était-il de mettre au point et d'appuyer des initiatives africaines essentielles pour définir les contours de l'ère de l'information en Afrique.

ADF 99 avait réuni 950 participants représentant les Etats, le secteur privé, la société civile et les organisations bilatérales et multilatérales, en vue d'évaluer les opportunités, de faire face aux défis et d'élaborer un plan d'action pour l'insertion de l'Afrique dans l'agenda de l'information. Cet événement a été le point culminant de plus de trois années d'activités qui devaient déboucher sur la mise en place d'une Société africaine de l'information et une occasion de définir les orientations de l'Initiative «Société africaine à l'ère de l'information» (AIS). A cet égard, des actions spécifiques, faisables, progressives et mesurables en vue d'accélérer la mise de l'AISI ont été identifiées lors d'ADF 99.

Conformément à la mission du Forum qui consiste à examiner les questions de développement les plus urgentes du continent, le thème choisi pour l'an 2000 était : «SIDA : le plus grand défi pour les dirigeants». ADF 2000 s'est tenu du 3 au 7 décembre 2000 à Addis-Abeba, sous les auspices de la CEA, en co-parrainage avec l'ONUSIDA, l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et avec l'appui technique et financier de divers organismes des Nations Unies et d'institutions bilatérales et multilatérales. ADF 2000 a été conçu de façon à susciter un engagement renouvelé pour une lutte mieux concertée contre le VIH/SIDA en Afrique, mettant en lumière les expériences locales, nationales et régionales positives et suscitant un leadership scientifique, technologique, traditionnel et intellectuel au niveau le plus élevé, dans toutes les couches de la société et de la communauté du développement, afin d'examiner et d'atténuer l'incidence de la pandémie en Afrique.

ADF 2000 a réuni 1500 participants, dont six chefs d'Etat et de gouvernement, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des décideurs, des représentants d'organisations de la société civile (y compris des personnes vivant avec le VIH/SIDA), des universitaires, des représentants du secteur privé, des organisations de jeunes et de femmes, ainsi que des partenaires du développement de l'Afrique, en vue d'examiner le rôle concret et les responsabilités des leaders à tous les niveaux et de donner l'impulsion à une réaction d'inspiration africaine à la pandémie. Le Forum a mis en lumière les éléments déterminants qui font défaut dans la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique, à savoir : la volonté politique et le leadership nécessaires pour faire du VIH/SIDA la question prioritaire du programme de développement; des plans multisectoriels d'envergure qui élargissent et approfondissent les programmes nationaux de lutte contre la pandémie et créer un environnement favorable aux programmes destinés à prévenir la pandémie, dispenser des soins aux personnes qui en souffrent et atténuer son incidence, afin de sauvegarder les perspectives de développement de l'Afrique.

Le Forum s'est terminé par l'adoption du Consensus et plan d'action pour l'Afrique, qui lance un appel aux leaders à tous les niveaux (famille, communauté, lieu de travail, école, société civile, Etat et communauté internationale), pour écarter la menace que fait planer le VIH/SIDA sur tout le continent. En outre, à l'issue du Forum, a débouché sur l'engagement les leaders africains se sont engagés à inscrire le VIH/SIDA au nombre des priorités de leur programme de développement et de consacrer les ressources nécessaires à la lutte contre la maladie. Le Forum a permis aux gouvernements africains et aux partenaires du développement d'adopter des actions concrètes en vue de multiplier les interventions et d'élaborer des programmes et plans multisectoriels susceptibles d'avoir un effet au niveau des pays.

## 2. La «Grande Table» OCDE/Pays africains

La CEA a abrité une consultation ministérielle entre pays africains et ceux de l'OCDE («la Grande Table») en novembre 2000, à l'occasion de la huitième session de la Conférence des ministres des finances. La consultation a regroupé onze ministres africains et leurs partenaires du développement dans les pays de l'OCDE, auxquels se sont joints cinq représentants de haut niveau d'organisations et d'institutions internationales, pour un dialogue franc et honnête sur les objectifs du développement international et les stratégies de lutte contre la pauvreté qui s'y rapportent. La CEA a été félicitée pour l'organisation de la consultation et encouragée à l'institutionnaliser.

La consultation avait deux objectifs, à savoir susciter : un engagement mutuel plus ferme en ce qui concerne les objectifs du développement international et le nouveau cadre du développement, un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et son instrument favorisant les remises de dettes, l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE); et arriver à un consensus sur les sujets, préoccupations et les défis qu'il y a lieu d'examiner en vue de garantir l'efficacité du nouveau cadre du développement.

Lors de la consultation, un certain nombre de questions ont été examinées sous le thème «politiques de croissance en faveur des pauvres et objectifs du développement international», et il a été noté que les politiques qui mettent l'accent sur une croissance soutenue d'au moins 7% sont d'une importance capitale et sont compatibles avec les initiatives de lutte contre la pauvreté; les objectifs du développement international et les études sur les stratégies de lutte contre la pauvreté sont des initiatives à long terme qui exigent un engagement à long terme, une souplesse dans l'utilisation des ressources et une diversité de solutions qui reconnaissent la spécificité de chaque pays; le but à long terme des objectifs du développement international et du CSLP est de permettre à l'Afrique de rattraper son retard en matière de compétitivité et de réussir son insertion dans l'économie mondiale.

Lors de la consultation, il a également été noté qu'il était nécessaire de mobiliser les capacités de la société dans son ensemble pour la conception, la mise en œuvre et le suivi du CSLP, de mettre en place des capacités au sein des structures étatiques et d'introduire des mesures d'incitation pour améliorer la capacité de rétention des ressources humaines et attirer des talents et compétences de la diaspora africaine.

L'impression générale qui se dégage des consultations est que l'approche du CSLP est unique et révolutionnaire en ce qu'elle met l'accent sur l'idée de «maîtrise». Pour que la participation ait un sens, les personnes impliquées doivent avoir le sentiment de «maîtriser» le processus dans une large mesure. Cela requiert également une réaction forte des partenaires (la volonté de fournir un appui soutenu, la détermination d'accorder de l'espace aux partenaires africains dans leur poursuite d'objectifs réalistes de croissance et dans la lutte contre la pauvreté).

### 3. Consultation sur le programme de partenariat de la CEA

Dans le cadre du suivi de sa première réunion avec les partenaires en avril 1996, la CEA a organisé une série de consultations, les 30 novembre et 1er décembre 2000. Alors que la réunion de 1996 était un débat sur les nouvelles orientations stratégiques et le projet de réforme de la Commission, celle de novembre 2000 avait pour objectif de permettre aux partenaires de la CEA de mieux comprendre le rôle que celle-ci joue dans le développement de l'Afrique. Lors de cette réunion, des propositions concrètes ont fait l'objet de débats qui ont débouché sur des propositions concrètes autour desquelles des partenariats et accords de collaboration pourraient être établis. Cette réunion avait également pour objectif de susciter des engagements fermes pour la mise en œuvre des activités en partenariat prévues pour l'année 2001, la première année couverte par le programme de travail triennal, en partenariat.

A cette occasion, il a été noté que les réformes de la CEA ont effectivement positionné la Commission comme un acteur de premier plan du développement en Afrique et un pivot du partenariat international en faveur d'un agenda du développement défini par et pour l'Afrique. Les partenaires ont salué la vaste gamme de propositions concrètes de partenariat qui ont été élaborées au cours des deux dernières années pour faire pendant au programme de travail de base de la CEA dans les domaines prioritaires du développement de l'Afrique. Aussi, ont-ils promis d'approfondir leur collaboration avec la CEA grâce à un appui du type accordé aux programmes afin de garantir le caractère prévisible de l'appui extérieur au programme à moyen terme de la CEA, au lieu d'un appui du type accordé aux projets, c'est-à-dire un appui ponctuel, à l'image des partenariats établis dans le passé. C'est ainsi que les partenaires ont accueilli favorablement l'idée de la création d'un groupe des «Amis de la CEA» qui constituera un cadre de dialogue sur le programme et le cadre de travail de la CEA, en vue de susciter un appui et un engagement plus fermes de leur part.

En ce qui concerne les activités de suivi, une autre réunion est prévue pour février 2001 en vue d'examiner les résultats de la réunion de novembre 2000 et faire le bilan des activités entreprises depuis lors. A cette occasion, les propositions de partenariat dans le cadre du programme de travail de base de la CEA feront l'objet de discussions et les possibilités de collaboration et de travail en réseau avec des institutions et organisations intéressées, seront examinées.



#### 4. Reconstruction après les conflits et programmes de développement

En juillet 1999, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait demandé au Secrétaire exécutif de la CEA de diriger les activités entreprises par le système des Nations Unies et d'autres partenaires en vue de mettre au point un programme sous-régional de reconstruction et de développement après conflit en faveur des pays riverains du bassin du fleuve Mano (Guinée, Libéria et Sierra Leone). Par la suite, la CEA a lancé une initiative destinée à faire face à la dimension sous-régionale de la reconstruction et du développement après conflit dans les trois pays qui, ont été ravagés par la guerre, ou ont été touchés par les conflits qui faisaient rage dans les pays voisins.

L'«Initiative du Bassin du fleuve Mano», a pour objectif d'aider à consolider la paix après les conflits dans les trois pays, en accordant la priorité à des activités de développement sous-régionales par nature. Les partenaires collaborant avec la CEA dans la mise en œuvre de l'Initiative englobent des organismes des Nations Unies et des organisations régionales et sous-régionales africaines : Banque africaine de développement, Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Organisation de l'unité africaine, Programme des Nations Unies pour le développement, Département des affaires politiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Banque mondiale.

La première réunion consultative des partenaires de l'Initiative du Bassin du fleuve Mano s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en octobre 1999, et la deuxième réunion consultative a eu lieu les 23 et 24 mars 2000 à Conakry (Guinée). Dans le cadre de cette Initiative, des projets à caractère sous-régional susceptibles de jouer un rôle dans la consolidation de la paix après conflit dans les trois pays, ont été identifiés.

Il s'agit, entre autres, de revitaliser cette organisation sous-régionale d'intégration, de mettre en place des capacités de décision et de gestion dans le domaine économique, et de redéfinir le cadre pour une bonne gouvernance dans les trois pays. La réussite de la mise en œuvre de ces projets dépendra, dans une large mesure, de la mobilisation de ressources suffisantes, de la volonté des trois pays de participer au programme, de l'existence d'un environnement favorable dans les trois pays et d'un cadre sécuritaire et politique qui crée et renforce un climat de confiance entre les trois pays.

Etant donné son avantage comparatif en matière de mise en place de capacités institutionnelles, la CEA a été désignée comme chef de file pour la mobilisation d'une assistance destinée à renforcer et à revitaliser le secrétariat de l'Union du Fleuve Mano. Plusieurs missions ont été effectuées au secrétariat pour appuyer ces efforts, et la version définitive d'un descriptif de projet est actuellement élaboré par le secrétariat de la CEA, le but étant d'obtenir l'appui des donateurs. La mise en œuvre de ces projets devait démarrer au début de l'année 2001.

#### **B. Faits marquants du programme**

##### 1. Consultations régionales de haut niveau sur le financement du développement et les PMA

La Consultation régionale de haut niveau sur le financement du développement et la réunion préparatoire à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, ont eu lieu à Addis-Abeba (Ethiopie) du 15 au 17 novembre 2000, dans le but de préparer les pays africains à deux événements majeurs dont l'organisation, en 2001, a été demandée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ces deux événements revêtent une importance capitale, dans la mesure où ils

mettent l'accent sur certains des principaux défis du développement qui se posent à l'Afrique et sur la nécessité d'accélérer la croissance et le développement en Afrique, grâce à une meilleure insertion du continent, en particulier les pays les moins avancés, dans l'économie mondiale.

Les principales questions abordées lors de la réunion se rapportent aux questions suivantes : dette, APD et leur relation avec la lutte contre la pauvreté; commerce et investissements; propositions pour une réforme des systèmes internationaux monétaire, financier et commercial. A cette occasion, les participants ont fait une analyse approfondie des différentes sources de financement du développement (y compris les sources intérieures) des flux financiers internationaux privés, des flux concessionnels, de la dette extérieure et des échanges. En examinant les défis du développement des PMA en Afrique, l'accent a été mis, lors de la réunion, sur divers thèmes qui feront l'objet des débats de la prochaine Conférence sur les PMA : financement de la croissance et du développement; commerce international; produits de base et services; amélioration des capacités de production des PMA ; sécurité alimentaire et gestion durable des ressources naturelles; gestion des ressources humaines et emploi; services sociaux; gouvernance, paix et stabilité.

Les décideurs africains et leurs partenaires du développement ont examiné cette question lors de conférences antérieures de la CEA, et leurs conclusions et décisions ont eu un effet sur la politique et l'opinion internationales. Cela vaut en particulier pour la dette, les échanges et l'APD. Lors de la huitième session de la Conférence des ministres africains des finances, tenue à Addis-Abeba les 21 et 22 novembre 2000, les ministres ont examiné les recommandations de la Consultation régionale de haut niveau et l'évolution récente par rapport à leurs positions et recommandations précédentes d'une part, et évoqué les prochaines conférences mondiales d'autre part. Deux déclarations ministérielles sont issues de la Conférence (une sur le financement du développement et une autre sur les pays les moins avancés), précisant la position de l'Afrique au sujet des questions à l'ordre du jour des deux prochaines conférences mondiales.

Reconnaissant l'importance de la mobilisation de ressources intérieures en vue de garantir un développement durable, les ministres ont réitéré leur engagement à mobiliser l'épargne privée, notamment en améliorant la fiabilité des institutions d'épargne et en élargissant la gamme d'instruments financiers offerts. Les ministres ont convenu de renforcer la stabilité macro-économique, d'approfondir les réformes des marchés et établissements financiers, et de gérer de façon rationnelle des politiques de taux d'intérêt et de change, afin de promouvoir l'épargne privée et publique. Les ministres ont souligné le rôle crucial des marchés de capitaux pour accroître l'épargne intérieure, attirer l'investissement privé étranger, endiguer et inverser la fuite des capitaux. A cet égard, une approche régionale ou sous-régionale du développement des marchés de capitaux a été élaborée.

Sur le plan extérieur, les ministres ont salué les initiatives prises par la Communauté mondiale pour alléger le fardeau de la dette. Toutefois, la nécessité de renforcer l'initiative HIPC et de favoriser l'allègement de la dette a été soulignée. A ce propos, les ministres ont reconnu qu'il était nécessaire d'établir un dialogue sur deux propositions de la CNUCED concernant le problème de la dette, à savoir : la création d'un groupe indépendant d'experts chargé d'examiner cette question ainsi que le gel, sans intérêt, du service de la dette des pays pauvres très endettés, jusqu'à ce qu'une solution acceptable soit trouvée.

En ce qui concerne la baisse du niveau des flux de l'APD, les ministres ont noté qu'une augmentation du volume de l'aide est nécessaire pour permettre cette transition, même s'il faut réduire, à long terme, la dépendance vis-à-vis de l'aide. Les ministres ont également noté que les politiques adoptées pour une efficacité accrue de l'aide, s'améliorent à travers le continent. Pour

rendre l'aide plus efficace et veiller à ce que les flux soient soutenus, les ministres ont mis l'accent sur la nécessité, pour les pays africains, d'impliquer les donateurs et autres partenaires du développement dans un nouveau partenariat centré sur un agenda du développement conçu par les Africains, de fixer des objectifs réalistes, de canaliser l'APD vers le financement de programmes de lutte contre la pauvreté, de renforcer les mécanismes institutionnels, d'assurer la coordination et la spécialisation des donateurs et des sources de financement multilatérales, ainsi que la participation des groupes cibles, afin que ceux-ci aient davantage le sentiment de «maîtriser» les programmes d'aide au développement.

S'agissant de la réforme du système financier international, les ministres ont noté que la nécessité de renforcer les mécanismes de supervision et de régulation des institutions financières en vue de garantir une meilleure transparence dans les transactions financières et d'améliorer la gestion des sociétés est l'une des leçons qu'il y a lieu de tirer en Afrique de la crise financière asiatique, conformément aux principes de la libéralisation financière. Ainsi, les ministres ont-ils approuvé les propositions de réforme du système financier et monétaire international et lancé un appel aux organismes du système des Nations Unies, afin qu'ils élaborent un ensemble de mesures appropriées à cette fin.

Pour ce qui est des PMA d'Afrique, les ministres ont admis que les initiatives prises dans le passé pour résoudre les problèmes de développement que connaissent ces pays n'ont pas eu l'effet escompté, entraînant ainsi une marginalisation plus grande dans un contexte de mondialisation rapide. La décision d'élaborer un «Nouveau Pacte mondial avec l'Afrique», à travers lequel les pays développés investiraient, par le biais de l'aide, les ressources nécessaires à l'allègement de la dette et à l'accès aux marchés dans le souci de permettre aux pays africains de prendre le bon départ, a été l'un des principaux résultats de la Conférence des ministres. A son tour, l'Afrique devrait redoubler d'efforts dans le domaine des réformes politiques et économiques.

Le Pacte entraînera nécessairement une nouvelle architecture de l'aide, afin que celle-ci repose sur un processus de développement maîtrisé par l'Afrique, des objectifs fixés en concertation et s'inscrivant dans le cadre des finalités du développement international, l'obligation mutuelle de rendre des comptes en ce qui concerne les objectifs définis (en lieu et place d'une conditionnalité unilatérale), des engagements à long terme qui rompent avec les relations «sporadiques» des restrictions financières en matière de projets : la canalisation des ressources à travers le processus budgétaire, de sorte que l'aide soit partie intégrante des dépenses publiques, une plus grande souplesse dans l'utilisation des ressources par les bénéficiaires, ce qui exige que ces derniers apportent la preuve qu'ils sont capables de superviser et de gérer de manière efficace les flux de ressources.

Dans cette perspective, un appel a été lancé à la CEA, pour qu'elle élabore une stratégie de mise en œuvre du Nouveau Pacte mondial avec l'Afrique. Comme suite à cet appel, la CEA a entamé de vastes consultations sur le projet de pacte, aussi bien en Afrique qu'avec les partenaires du développement de l'Afrique. Les résultats de ces consultations feront l'objet de discussions lors de la prochaine session de la Conférence conjointe des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification et des ministres africains des finances, qui doit se tenir à Alger (Algérie) en mai 2001.

## 2. Audience régionale africaine pour l'Assemblée du Millénaire

L'Audience régionale africaine pour l'Assemblée du Millénaire s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) les 24 et 25 juin 1999 dans le cadre d'une série d'audiences régionales informelles organisées par les Nations Unies pour consulter des représentants de la société, ce qui constituait un premier pas vers la préparation de l'Assemblée du Millénaire qui a eu lieu à New York en septembre 2000. Les audiences se sont tenues dans le contexte d'une évolution profonde de l'environnement politique et économique mondial.

Le principal objectif de l'Audience était de lancer des consultations au niveau régional en vue de faire connaître les propositions et questions thématiques permettant de définir l'orientation et le rôle des Nations Unies au cours du nouveau millénaire.

Les audiences ont porté sur le thème général «les Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle». C'est ainsi que le rôle des Nations Unies en Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle a été examiné, l'accent étant mis sur les cinq domaines essentiels de l'action de l'Organisation : paix et sécurité ; affaires économiques et sociales ; coopération pour le développement ; affaires humanitaires et droits humains.

L'Audience a été également une occasion d'examiner et de diagnostiquer les faiblesses institutionnelles des Nations Unies, dans le but de déterminer les défis qui, d'un point de vue africain, devraient se refléter dans la philosophie des Nations Unies au cours du prochain millénaire. Au nombre des importants défis qui ont été mis en relief, ont été cités : les moyens de rendre l'Organisation des Nations Unies véritablement représentative de tous les peuples; la voie à suivre pour que l'Organisation soit le défenseur du principe de souveraineté des Etats et un bastion de la démocratie, tel qu'énoncé par sa Charte, de manière à bénéficier de la confiance des Africains et refléter la position de l'Afrique sur les questions concernant le continent; le type d'organisation que les Etats membres et autres parties intéressées souhaitent voir pour le nouveau millénaire; la manière dont l'Organisation des Nations Unies collabore avec ses mandants ; le rôle des Etats membres dans la réalisation de ces objectifs.

Lors de l'Audience, la nécessité de renforcer l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle soit capable de faire face aux problèmes de développement que connaissent bon nombre de personnes à travers le monde, de promouvoir la paix et la sécurité et d'être le défenseur des droits des peuples partout, a été soulignée.

Les vues exprimées lors des débats ont été reprises dans le rapport du Secrétaire général intitulé «Nous les Peuples : le rôle des Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle», dans lequel les grandes lignes de la mission de l'Organisation des Nations Unies au cours du nouveau siècle et sa pertinence dans le contexte d'un monde qui a évolué depuis la création de l'Organisation en 1945. Le rapport a été présenté lors de l'Assemblée du Millénaire, en septembre 2001, dans le cadre de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

### CHAPITRE III EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL

Au cours de la période 1998-2000, la Commission a axé ses travaux sur les sept sous-programmes complémentaires suivants : faciliter l'analyse de la politique économique et sociale; assurer la sécurité alimentaire et le développement durable; renforcer la gestion du développement; exploiter l'information pour le développement; promouvoir la coopération et l'intégration régionales; améliorer la condition de la femme et appuyer les activités de développement au niveau sous-régional. Ci-après sont récapitulées les activités entreprises au titre de chacun de ces sous-programmes et d'autres initiatives importantes telles que le Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF) et l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique (UN-SIA).

#### A. Faciliter l'analyse de la politique économique et sociale

Les activités entreprises au titre de ce sous-programme avaient pour objectif de mieux faire comprendre les principaux problèmes qui se posent à l'Afrique en matière de développement et d'aider les Etats membres à élaborer leurs propres politiques économiques et sociales en vue de réaliser une croissance durable; de garantir la stabilité macro-économique, de promouvoir le commerce et l'investissement, d'assurer la viabilité de la dette, de renforcer le développement social et réduire la pauvreté.

Dans le domaine de l'analyse de la politique économique, le secrétariat a effectué plusieurs études au cours de la période considérée. Ce sont : *La mobilisation de l'épargne en Afrique : mécanismes, institutions et facteurs culturels*; *Les stratégies de croissance pour l'Afrique : enseignements tirés des expériences de l'Asie et de l'Amérique latine*; *L'intermédiation financière en Afrique : élargissement de la participation locale au marché des titres d'Etat et à la privatisation des actifs publics*; *Etude du cadre fiscal institutionnel*; *Les instruments et les mécanismes de mise en œuvre de la politique fiscale dans les pays africains*; *Les exigences du financement du développement, l'accent étant mis sur les enjeux liés à la mobilisation des ressources financières en vue d'atteindre l'objectif convenu à l'échelle internationale de réduction de la pauvreté de moitié en l'an 2015*; *Le programme de développement élargi pour l'Afrique, notamment les questions de la croissance du revenu, de l'équité et de la réduction de la pauvreté, du développement social et de la préservation de l'environnement dans une optique à long terme*; *L'efficacité des politiques et programmes de lutte contre la pauvreté sur l'évaluation de l'impact des politiques et programmes divers exécutés dans le cadre de la lutte contre la pauvreté*.

D'une façon générale, les études soulignent qu'en dépit des réformes radicales mises en œuvre par plusieurs pays africains au cours des dix dernières années, la plupart des pays continuent d'enregistrer des résultats qui demeurent en-deçà de leurs capacités. Elles montrent, en outre, que ces résultats décevants reflètent dans une large mesure les insuffisances dans un certain nombre de domaines d'action, au double niveau macroéconomique et structurel, et soulignent l'importance qu'il y a à approfondir les réformes et à renforcer les capacités institutionnelles pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Au cours de la période considérée, le secrétariat a élaboré et publié le Rapport économique sur l'Afrique 1998; le Rapport économique sur l'Afrique 1999 et le Rapport économique sur l'Afrique 2000. Ces rapports avaient pour objet d'évaluer les tendances actuelles et les perspectives à court et moyen termes des économies africaines et de faire ressortir les facteurs qui expliquent les résultats, compte tenu de l'évolution de l'environnement économique mondial.

Le *Rapport économique sur l'Afrique 1999* a été placé sous le thème de "La réduction de la pauvreté et la viabilité à long terme de la croissance et de la performance économiques". Dans ce rapport, un nouvel élément a été introduit dans l'étude de la performance des économies africaines, le classement des pays ayant été établi compte tenu de la performance annuelle, de la viabilité économique et de la politique économique. L'Indice de la performance économique annuelle (APTI) permet de mesurer l'amélioration ou la détérioration, d'une année à l'autre, de la balance des comptes courants, de l'inflation et du revenu par habitant. L'Indice de viabilité économique (ESI) permet de mesurer la capacité d'un pays à réaliser une croissance économique à long terme. Enfin, l'Indice de politique économique (EPSI) mesure la validité des politiques monétaires et fiscales du gouvernement.

Le Rapport de 1999 a analysé les conséquences sur les politiques de l'utilisation de ces indices, compte tenu des actions à entreprendre pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté de moitié d'ici l'an 2015, sa conclusion est que la majorité des pays africains n'ont pas encore créé les conditions favorisant la croissance durable et souligne qu'il n'est pas certain que les pays qui sont actuellement en voie de rétablissement puissent continuer à assurer leur croissance et leur développement à long terme. Il est également souligné dans le rapport que pour réduire la pauvreté de moitié en l'an 2015, il est nécessaire de réaliser des taux de croissance beaucoup plus élevés que les taux actuels et les maintenir durablement.

Le *Rapport économique sur l'Afrique 2000* s'est intéressé en particulier aux fondamentaux de la croissance, à savoir le revenu, la pauvreté et les inégalités, la structure économique, l'investissement, la gouvernance et le capital humain, la paix et la stabilité et les réformes économiques et politiques, en tant que conditions nécessaires à la réalisation d'une croissance et d'un développement concourant à la réduction de la pauvreté au XXI<sup>e</sup> siècle.

Le secrétariat a élaboré un certain nombre de documents de référence concernant le commerce, la dette et la politique d'investissement. Ces documents ont été publiés dans la Série des documents de travail en vue d'aider les pays africains à préparer les négociations commerciales multilatérales en cours dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres instances. Il s'agit des publications suivantes: *Stratégies et politiques pour la promotion du commerce et des investissements; Stratégies et politiques pour la gestion de la dette; L'impact dynamique de l'accumulation de la dette extérieure sur l'investissement privé et la croissance en Afrique; Le partenariat entre les secteurs public et privé pour la promotion du commerce et de l'investissement en Afrique; Les changements institutionnels nécessaires pour s'adapter à la mondialisation; La compétitivité des principaux produits d'exportation de l'Afrique; L'industrie du textile et de l'habillement en Afrique; L'état de la dette africaine : analyse de l'impact de l'annulation de la dette sur le développement; La promotion des organismes d'investissement en Afrique*. Ces documents ont porté sur les moyens de promouvoir le commerce et l'investissement en Afrique grâce à des politiques entraînant l'augmentation de l'investissement étranger privé, de l'épargne publique et de l'investissement local ; les contraintes d'ordre structurel et institutionnel qui empêchent les économies africaines d'être compétitives ont été examinées. L'étude sur la dette de l'Afrique s'est intéressée aux conséquences de l'annulation de la dette sur la performance économique des pays africains, notamment les PMA. Sa conclusion est qu'un allègement plus important et rapide de la dette est requis pour que ces pays sortent du piège de la dette et réalisent une croissance et un développement durables.

Les activités du secrétariat dans le domaine de l'analyse de la politique sociale et de la pauvreté avaient pour objectifs : promouvoir la mise en place de politiques macroéconomiques et sectorielles favorisant la croissance durable et la lutte contre la pauvreté; analyser les données d'observation et les conséquences sur l'action gouvernementale des liens entre la pauvreté, le genre et l'ethnicité; encourager des stratégies permettant de canaliser les dépenses publiques au profit des pauvres; mettre

- en place et renforcer les capacités d'analyse et de suivi de la pauvreté; et promouvoir les politiques de valorisation du capital humain et de renforcement des capacités. Les études réalisées à cet égard ont été les suivantes: *Les programmes de subventions publiques en Afrique : document sur les pratiques optimales; Etude multinationale sur l'évolution de l'affectation des dépenses publiques dans certains pays africains; Le nouveau visage de la pauvreté en Afrique : études de cas sur certains centres urbains en Afrique; L'intégration de données quantitatives et qualitatives pour l'analyse de la pauvreté : études pilotes utilisant les données d'enquêtes sur les ménages provenant de certains pays africains ; Le recouvrement des coûts de l'enseignement supérieur : possibilités et contraintes.* D'une façon générale, ces études ont défini la lutte contre la pauvreté comme l'objectif central à se fixer lors de l'élaboration et de l'exécution des politiques et des programmes publics en Afrique.

Deux documents intitulés "*Le financement du développement en Afrique*" et "*Le commerce et le développement en Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle*" ont été présentés comme documents de synthèse à la huitième session de la Conférence des ministres africains des finances. L'étude sur le financement du développement en Afrique a permis non seulement d'estimer le volume des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de développement en Afrique mais aussi d'étudier les nouvelles orientations concernant les flux de ressources en direction de l'Afrique. Sa conclusion est qu'il est nécessaire pour les pays africains d'adopter des politiques ayant pour objet d'intensifier la mobilisation des ressources internes et les financements externes - APD, IED, allègement de la dette, commerce. L'étude sur le commerce et le développement en Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle a examiné la place de l'Afrique dans l'économie mondiale dans le contexte de la mondialisation et a recommandé d'adopter d'urgence en Afrique des politiques permettant de tirer parti des opportunités qu'offre le processus de mondialisation et d'améliorer sa position dans le système commercial multilatéral grâce à des actions lui permettant de réaliser rapidement son programme d'intégration à ce système, ce qui lui évitera d'être davantage marginalisée dans le système commercial mondial.

Au cours de la période considérée, le secrétariat a organisé -ou participé à- plusieurs conférences, réunions, séminaires et ateliers, qui ont été consacrés à des questions particulièrement importantes pour le développement de l'Afrique. Il s'agit de la Conférence conjointe des ministres africains des finances et des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification, qui s'est tenue en mai 1999; de la huitième session de la Conférence des ministres africains des finances, qui a eu lieu en novembre 2000 à Addis-Abeba; du colloque de haut niveau sur le commerce et le développement, organisé par l'OMC en mars 1999; de la réunion du Groupe technique du Comité de la planification du développement (CPD,) qui a eu lieu à Londres en mars 1999; du Forum sur la compétitivité future des économies africaines, qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) en mars 1999; des Consultations africaines consacrées au Rapport sur le développement dans le monde pour l'année 2001, qui ont eu lieu à Johannesburg (Afrique du Sud) en janvier 1999; des conférences sous-régionales de suivi du Sommet mondial pour le développement social, qui se sont tenues à Ouagadougou, en janvier 1999 pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale; à Nairobi (Kenya) en mars 1999, pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et à Marrakech (Maroc) en mars 1999, pour l'Afrique du Nord; du Sommet social qui a eu lieu en l'an 2000 à Genève à l'effet d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action de Copenhague de 1995; de la Conférence des ministres africains de l'éducation, organisée par l'OUA à Harare (Zimbabwe) en mars 1999; et d'une conférence sur les causes de la pauvreté en Afrique et les solutions qu'elle appelle, qui s'est tenue au Centre d'étude des économies africaines de l'Université d'Oxford (Royaume-Uni) en avril 1999. Toutes ces réunions ont été l'occasion d'examiner des problèmes de développement et d'échanger des données d'expérience aux niveaux international et régional ainsi que d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des stratégies pour appuyer le développement des Etats membres.

Les réunions de groupes spéciaux d'experts suivantes ont, en outre, été organisées au cours de la période considérée : Réunion sur les mécanismes adéquats de suivi de la première Conférence

ministérielle de l'OMC et les modalités permettant d'assurer une participation effective de l'Afrique à la deuxième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Genève en mai 1998; une réunion à Addis-Abeba, en octobre 1999, sur les instruments analytiques et conceptuels de mesure de la pauvreté; une réunion, à Addis-Abeba, en mars 2000, sur les stratégies de développement de l'Afrique; une réunion en septembre 2000, sur le rôle des organismes de promotion de l'investissement en Afrique; le Forum africain de la jeunesse tenu en avril 2000, une réunion, à Addis-Abeba, en octobre 1999, sur l'amélioration de la compétitivité des économies africaines; une réunion, à Addis-Abeba, en décembre 1999, sur les stratégies de croissance pour le développement de l'Afrique; et, enfin, une réunion, à Addis-Abeba, en avril 2000, consacrée aux effets des conflits civils sur le développement. Le secrétariat a, en outre, organisé à Addis-Abeba, en février 2000, une conférence régionale sur l'exode des compétences et le renforcement des capacités en Afrique. Cette conférence a passé en revue les diverses méthodes appliquées et les expériences vécues dans le domaine du renforcement des capacités et a fait des recommandations pratiques pour que les ressources humaines soient mieux utilisées et mises au service du développement de l'Afrique. La liste des réunions organisées au cours de la période considérée figure à l'Annexe I.

Au cours de la période 1998-2000, les Etats membres et leurs organisations intergouvernementales ont bénéficié de services consultatifs visant à renforcer leurs capacités dans des domaines tels que la gestion de la dette; la réforme et la modernisation des services douaniers; les programmes de facilitation des échanges aux niveaux national, sous-régional et régional; le développement des marchés des capitaux; l'intégration financière et monétaire; la promotion de la coopération Nord-Sud; le commerce international et les négociations financières; la coopération et l'intégration économiques. C'est dans ce cadre que le secrétariat a pris part, sous les auspices de la Banque mondiale, à une mission pluridisciplinaire chargée d'évaluer les besoins de la République démocratique du Congo pour permettre à la communauté internationale de soutenir les efforts visant à instaurer une paix et un développement durables en RDC et dans la région des Grands Lacs. D'autres missions consultatives ont été envoyées à Kampala (Ouganda) en septembre 1998, pour évaluer les besoins du Ministère des affaires étrangères dans le domaine de la formation ainsi qu'à Accra (Ghana), en mai 2000, et à Abuja (Nigéria), en mars 2000 pour apporter un appui à ces deux pays en vue de la création d'une deuxième zone monétaire au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La liste des services consultatifs fournis par la CEA figure à l'Annexe II.

Au cours de la période considérée, le secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales et des universités et établissements de recherche sur un large éventail de questions. Cette collaboration a notamment consisté à fournir une assistance aux Etats membres pour le renforcement des capacités d'analyse de la pauvreté (avec la Banque mondiale); à élaborer les Etudes prospectives nationales à long terme (NLTPS) avec le PNUD; à préparer le rapport sur "*La situation des enfants en Afrique*" avec l'UNICEF; à exécuter le projet relatif au développement des marchés des capitaux en Afrique; et à mettre en place les capacités pour appuyer le processus d'informatisation des procédures douanières (avec la CNUCED). Cette collaboration s'est également traduite par la participation à des réunions, ateliers et séminaires, par des programmes d'échange de personnels et de stages, et par la prestation de services consultatifs et l'organisation de cycles de formation.

## **B. Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable**

Les activités entreprises par la CEA au titre de ce sous-programme ont visé à faire mieux comprendre les relations d'interdépendance qui existent entre la productivité agricole, l'accroissement de la population et la protection de l'environnement dans une optique à long terme ainsi qu'à favoriser la mise en place de stratégies pour une prise en compte systématique de ces relations dans la



planification du développement et dans l'élaboration des politiques. Pour cela, le secrétariat a élaboré plusieurs notes d'orientation et rapports sur des questions telles que les pratiques optimales à appliquer dans la gestion de ces trois éléments ; il a créé des sites Web et des réseaux, organisé plusieurs réunions, ateliers et séminaires; fourni un appui technique aux Etats membres et travaillé plus étroitement avec les autres organismes s'occupant des problèmes de développement durable.

Des rapports d'orientation et des études sur les divers volets de ce sous-programme ont été élaborés, dont notamment : *Les pratiques optimales; Le commerce intrarégional en agriculture : les possibilités d'établir des programmes conjoints de sécurité alimentaire en Afrique; La production vivrière durable et la sécurité alimentaire dans les pays sahéliens : problèmes et enjeux; Le développement agricole dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest; La mise en œuvre du Plan d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (PA-CIPD) et de la Déclaration de Dakar/Ngor (DDN); L'érosion des sols et la destruction des ressources foncières : problèmes et perspectives en Afrique; Document de synthèse sur la sécurité alimentaire, la population, l'agriculture et l'environnement; L'état de la transition démographique en Afrique; Recueil des applications scientifiques et technologiques dans le secteur agro-industriel dans quelques pays africains; Afrique : indicateurs sur la population, l'environnement et l'agriculture; Les conditions socio-économiques en Afrique et la gestion des risques; Accélérer le développement durable en Afrique par la coopération régionale; Manuel sur le modèle Population, Environnement, Développement et Agriculture (PEDA); Bulletin d'information sur les activités entreprises et les résultats obtenus par la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable de la CEA; Affiche murale sur le thème "Le millénaire de l'environnement-Agir maintenant" préparée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement (juin 2000).*

Le secrétariat a publié au cours de la période considérée deux numéros du *Bulletin sur la population et le développement en Afrique*. Ce bulletin a été conçu pour encourager l'échange et la diffusion, dans les pays africains, de données d'expérience sur la mise en œuvre de la DDN et du PA-CIPD. Il ouvre pour cela un espace de discussion sur les résultats de la recherche et sur les initiatives et activités entreprises au niveau de la base et les résultats obtenus. Les deux numéros ont été largement diffusés aux planificateurs, décideurs, universités et chercheurs, ONG, organisations internationales et au grand public. En plus de ces publications, plusieurs documents élaborés par des experts invités et traitant de problèmes nouveaux dans le domaine de la science et de la technologie, ont été diffusés à une grande échelle. Il s'agit de documents sur : *La gestion de la technologie dans les nouveaux pays industriels : enseignements pour l'Afrique; Les transitions technologiques; L'amélioration des technologies alimentaires locales en Afrique; Le renforcement des capacités techniques dans le Sud : bilan et perspectives pour l'Afrique subsaharienne; L'investissement dans la science et la technologie en Afrique : possibilités d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle; La science et la technologie au service du développement de l'Afrique; Les ressources naturelles et la technologie : compétitivité et développement durable en Afrique.*

Les rapports d'orientation se sont intéressés aux activités suivantes : élaborer un cadre théorique permettant d'analyser les liens qui existent entre agriculture, population et environnement dans le but d'utiliser cet instrument dans les actions pour la promotion de politiques et programmes visant à assurer la sécurité alimentaire dans les Etats membres de la CEA; faire mieux connaître les questions interdépendantes se rapportant aux ressources en eau dans le cadre des trois éléments de la connexion; et promouvoir l'adoption d'une nouvelle stratégie pour le développement et l'application de la science et de la technologie, en général, et de la biotechnologie, en particulier, à des fins de sécurité alimentaire et de développement durable.

Les autres activités menées au cours de la période considérée ont consisté à organiser des réunions, des ateliers d'orientation, des cycles de formation et des séminaires visant à renforcer les

capacités des Etats membres et à leur permettre de réaliser la sécurité alimentaire et le développement durable. La liste détaillée des réunions qui se sont tenues au cours de cette période figure à l'Annexe 1.

Dans le cadre de ses actions de plaidoyer, le secrétariat a créé deux sites Web qui faciliteront la diffusion, dans la région, de l'information sur les questions se rapportant à la population, à la science et à la technologie. En collaboration avec le FNUAP et le programme sur le Réseau d'information en matière de population, dirigé par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, la CEA a créé ses propres page Web et site Web POPIN qui donnent des informations sur le suivi de la mise en œuvre de la DDN et du PA-CIPD. Au cours de la même période, le secrétariat a lancé le Réseau de la CEA pour la science et la technologie qui a été conçu comme un centre de documentation et d'information sur les politiques mises en œuvre dans les domaines de la science et de la technologie en Afrique et sur les problèmes qui leur sont liés. Le secrétariat s'est également employé à développer le site ESTNET et à mettre en place des bases de données et des systèmes interactifs de communication. ESTNET devrait donc contribuer à renforcer les capacités des Etats membres dans les domaines de l'utilisation de la science et de la technologie à des fins de sécurité alimentaire et de développement durable.

Le secrétariat a, par ailleurs, participé, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations régionales et sous-régionales, à de nombreuses activités comme l'échange de données et d'informations, ainsi qu'à des réunions, conférences et ateliers. C'est ainsi qu'il a pris part à - ou participé à l'organisation- des réunions et des ateliers suivants : le premier séminaire des maires francophones et lusophones sur le problème des aliments colportés sur la voie publique dans les pays africains, qui s'est tenu à Praia (Cap-Vert) du 7 au 9 juin 1999; la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, qui a eu lieu à Yaoundé (Cameroun) en février 2000; une réunion sous-régionale consacrée à l'examen d'un document intitulé "Etude des perspectives forestières en Afrique de l'Est", qui s'est tenue du 17 au 19 avril 2000. Le secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec le FNUAP lors de l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la DDN et du PA-CIPD et de la préparation de la participation de l'Afrique à CIPD+5. Il a aussi collaboré avec le CNUEH (Habitat) au suivi du Programme pour l'habitat en Afrique. D'autres activités ont été menées en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population du Siège pour préparer, à l'intention des Etats membres de la CEA, les prévisions et les projections démographiques et élaborer et diffuser, par voie électronique, des informations démographiques, et créer et maintenir des sites Web; avec l'OUA et la BAD (au sein du secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD); avec le FNUAP, des institutions sous-régionales s'occupant de questions de population et de développement telles que l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), l'Institut régional d'études démographiques (IREDD), l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et le Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement (CERPOD) pour le suivi de la mise en œuvre de la DDN et du PA-CIPD ainsi qu'avec l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués pour l'élaboration et la mise en place du modèle PEDA.

Au cours de la période considérée, le secrétariat a fourni aux Etats membres, qui en avaient fait la demande des services consultatifs pour la création d'une base de données d'informations sur la sécurité alimentaire, la mise au point de systèmes nationaux intégrés d'information, l'élaboration de politiques et programmes ainsi que de méthodes plus efficaces à adopter dans les applications scientifiques et techniques destinées à résoudre des problèmes de développement. Des services consultatifs et une assistance technique ont également été fournis à plusieurs pays, en coopération avec le Programme consultatif technique du FNUAP, dans les domaines de la cartographie, des techniques de recensement, du traitement et de l'analyse des données démographiques. Ainsi, l'Ethiopie a bénéficié d'une assistance pour la réalisation d'une étude importante sur les flux

- migratoires internes et l'urbanisation ainsi que pour l'organisation de cours de formation à l'utilisation du modèle PEDTA.

### C. Renforcer la gestion du développement

Les activités menées par la CEA au titre de l'exécution de ce sous-programme reposent sur le principe selon lequel la bonne gouvernance constitue un facteur contribuant à éviter les conflits et à réaliser la croissance économique et le progrès social, et qu'il est nécessaire d'encourager la participation la plus large au processus de développement des pays africains. Pour cela, l'accent a été mis sur la recherche, la diffusion de données d'expérience à l'occasion d'ateliers et de réunions et la collecte de données pour appuyer les actions visant à promouvoir le partenariat entre les secteurs public et privé; la promotion de réformes du secteur public en vue d'améliorer l'efficacité et l'impact; la promotion de politiques et de pratiques destinées à faciliter la mise en place d'un environnement propice au développement du secteur privé et le renforcement du rôle des organisations de la société civile dans le processus de développement.

Dans le domaine de la gestion du secteur public, les activités de la CEA ont visé à développer la capacité des institutions publiques centrales et locales et à améliorer la qualité de leurs prestations. A cet effet, le secrétariat a élaboré un document analysant les politiques publiques de financement du développement local et la situation des structures administratives. L'étude a, entre autres, recommandé d'adopter des mesures permettant d'accélérer la décentralisation de la gestion financière et de renforcer les structures administratives locales.

Concernant les réformes de la fonction publique, le secrétariat a élaboré plusieurs publications techniques exposant et analysant diverses stratégies et pratiques optimales en ce qui concerne les réformes du secteur public. Il s'agit des suivantes : *Etude comparative des politiques et stratégies en matière de réformes de la fonction publique et de leur efficacité dans d'autres pays et enseignements pour l'Afrique; Les possibilités offertes par la participation populaire à la décentralisation, la gouvernance et le développement dans les communautés : vers un nouveau modèle de relations entre le centre et la périphérie; Les systèmes concourant concrètement au respect des principes de la morale professionnelle et de l'obligation redditionnelle dans les services publics africains.* Ces études et publications devraient servir de base à l'élaboration de principes directeurs et de normes de service permettant d'améliorer la productivité et les performances dans les Etats membres de la CEA.

Dans le souci de mieux faire comprendre les liens qui existent entre la bonne gouvernance et le développement, le secrétariat a organisé deux réunions spéciales d'experts. La première, qui s'est tenue à Addis-Abeba, en septembre 1999, a porté sur la mesure et le suivi des progrès accomplis sur la voie de la bonne gouvernance en Afrique. Quant à la seconde, qui a eu lieu également à Addis-Abeba en mars 2000, elle a examiné les codes et les indicateurs expérimentaux de suivi de l'efficacité de la gestion administrative en Afrique. Ces réunions ont permis de définir les règles guidant l'élaboration du Rapport sur l'état de la gouvernance en Afrique et de faire ressortir les indicateurs de base devant servir à mesurer la bonne gouvernance en Afrique. Le secrétariat a également organisé, à Kampala (Ouganda) du 1er au 3 septembre 2000, en collaboration avec le PNUD, le quatrième Forum sur la gouvernance en Afrique. La CEA y a présenté une communication intitulée "Les parlements et la bonne gouvernance en Afrique".

S'agissant du développement du secteur privé englobant les petites comme les grandes entreprises, la CEA s'est employée à promouvoir la création d'entreprises, la privatisation, le microfinancement et le développement des marchés des capitaux en Afrique. Le secrétariat s'est également beaucoup employé à promouvoir les programmes élaborés pour faire bénéficier les opérateurs des secteurs structuré et non structuré de systèmes de financement leur facilitant l'accès aux

ressources nécessaires à leur activité. C'est ainsi que l'octroi de crédits pour des microprojets a fait l'objet d'une analyse dans le cadre d'une étude visant à faciliter l'accès des propriétaires de petites entreprises au crédit par le biais de systèmes de microfinancement en faveur des opérateurs des secteurs structuré et non structuré. L'étude a passé en revue les pratiques actuelles et les programmes de microfinancement en cours dans certains pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et a fait des recommandations à ce sujet aux gouvernements, aux institutions financières, aux ONG et aux opérateurs du secteur non structuré. Une autre étude sur la privatisation a examiné les mesures visant à promouvoir la privatisation dans des secteurs stratégiques tels que les télécommunications, les transports et le tourisme.

En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'OUA et le gouvernement sénégalais, le secrétariat a organisé à Dakar, la quatorzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie (CAMI), placée sous le thème "Industrialisation et éradication de la pauvreté". Les participants ont discuté des stratégies pour la redynamisation du secteur privé en Afrique et des effets de la mondialisation sur le développement industriel de l'Afrique. Ils ont été informés des activités entreprises en ce qui concerne l'Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique et de la tenue de la Conférence sur le partenariat et l'investissement dans l'industrie en Afrique, organisée en marge de la réunion ministérielle. A cette occasion, le secrétariat a élaboré et présenté plusieurs documents de travail, parmi lesquels : *Examen des tendances, approches et stratégies actuelles concernant le développement du secteur privé : études de cas sous-régionales; Rapports de synthèse et études de cas comparatives sur des programmes de développement du secteur privé en Asie et en Amérique latine.*

Dans le cadre des activités visant à promouvoir le développement du secteur privé, les études et les documents de référence suivants ont été élaborés et présentés à des ateliers et à des réunions de groupes d'experts : *La promotion et le développement des marchés des capitaux en Afrique; Le rôle du microfinancement dans le développement durable des petites entreprises en Afrique; Propositions pour l'établissement de liens entre des acteurs du secteur privé et les réseaux d'information existants; Cadre stratégique pour l'élaboration et la fourniture de services d'appui visant à améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises aux niveaux régional et mondial; Etude sur l'examen critique des services d'appui destinés à améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises aux niveaux régional et mondial; Etude sur les pratiques optimales dans le domaine du partenariat entre les secteurs public et privé en vue d'améliorer le cadre de l'activité économique et de développer les services d'appui.* Par ailleurs, trois missions d'étude ont été effectuées en Afrique du Sud, à Maurice et en Namibie. Les rapports de ces missions sont achevés et serviront à élaborer un cadre d'action stratégique destiné à améliorer la compétitivité des PME sur les marchés régional et mondial.

Un grand nombre d'organisations de la société civile africaine demandant une assistance pour mettre en place ou renforcer leurs capacités, le secrétariat a entrepris un certain nombre d'activités opérationnelles pour répondre à ce besoin. Il a aussi organisé des séminaires et des ateliers, dont certains, centrés sur les pays, avaient pour objet d'examiner les capacités des organisations de la société civile dans les domaines de l'analyse des politiques et de la mobilisation, le but étant de permettre à celles-ci de participer effectivement à l'élaboration et à l'exécution des politiques et des programmes. Elle a entrepris à l'échelle sous-régionale et régionale, des activités qui ont permis d'élaborer, de publier et de diffuser plusieurs guides et manuels techniques sur des questions cruciales de développement dans le but de renforcer la capacité opérationnelle des organisations de la société civile. A ce égard, le secrétariat a organisé, à Addis-Abeba en juin 1999, la première réunion du Comité sur le développement humain et la société civile sous le thème "La participation en vue d'un développement social et humain durable en Afrique". Les participants ont examiné des questions découlant des conférences sous-régionales de suivi du Sommet de Copenhague; le rapport sur les activités de la CEA dans le domaine du développement humain et social, y compris les questions

- concernant la société civile, pour la période 1998-1999 ainsi que les stratégies conçues pour renforcer la capacité des organisations de la société civile en Afrique. En marge de la réunion, une conférence a été donnée sur le thème de «La promotion du partenariat entre les secteurs public et privé aux fins d'un développement économique, social et humain durable en Afrique».

La CEA a entrepris des activités ayant pour but de renforcer les capacités d'analyse des politiques et de mobilisation des organisations de la société civile. C'est ainsi qu'elle a organisé conjointement avec l'Association nationale des organisations non gouvernementales du Zimbabwe, un atelier national à Harare en octobre 1998; elle a tenu, à Lusaka en juin 2000, un atelier sous-régional de formation sur la prévention et la résolution des conflits; elle a aussi organisé la réunion, à Addis-Abeba en avril 2000, d'un groupe spécial d'experts sur les conséquences des conflits civils sur le développement ainsi qu'une réunion consultative entre la CEA et des organisations de la société civile africaine pour examiner les modalités de la participation de ces organisations aux programmes et activités du Centre africain de la société civile..

En application de la directive de l'Assemblée générale des Nations Unies, le secrétariat a organisé, à Addis-Abeba, l'Audience régionale africaine pour l'Assemblée du Millénaire. Des représentants de gouvernements, d'organisations de la société civile, d'institutions universitaires ainsi que des dirigeants de collectivités ont, à cette occasion, examiné et évalué les faiblesses institutionnelles des Nations Unies à l'effet d'identifier les défis que l'Afrique devra relever dans le cadre d'une vision globale des Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle. Les discussions ont fait ressortir les idées novatrices et les objectifs spécifiques que les Nations Unies sont appelées à réaliser au cours des décennies à venir, notamment dans les cinq domaines fondamentaux d'activité que sont la coopération pour le développement; les affaires économiques et sociales; les affaires humanitaires; la paix et la sécurité et les droits humains.

Le secrétariat a, par ailleurs, organisé de nombreuses activités qui seront couronnées par la tenue, à l'occasion du dixième anniversaire de la Déclaration d'Arusha sur le développement participatif, d'une importante réunion sur la participation et le développement. Ainsi, cinq études sous-régionales sur le rôle et les avantages comparatifs des OSC dans le développement et la gouvernance en Afrique, ont été réalisées. Ces cinq études serviront à élaborer un document de synthèse régional, qui servira de document de référence pour la réunion.

Le secrétariat a aussi renforcé les relations de partenariat établies avec d'autres organismes et organisations des Nations Unies en prenant part avec ceux-ci à des activités visant à promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie en tant que conditions nécessaires à un développement durable. Dans ce cadre, des documents ont été élaborés et présentés lors de réunions et d'ateliers auxquels la CEA a été invitée dont notamment, un document sur *La gouvernance et les réformes de la gestion du secteur public*, qui a été présenté à un atelier organisé par le Centre des Nations Unies pour le développement régional (CNUDR); un document sur *La portée et les limites du marché dans le secteur public*; un document sur *Les mesures à prendre pour améliorer la qualité de service dans le secteur public*, qui a été présenté à la deuxième conférence biennale de la Commonwealth Association for Public Administration and Management, qui a eu lieu à Kuala Lumpur (Malaisie) en septembre 1998; un document sur *Les méthodes et les techniques d'analyse des politiques en matière de développement*, qui a été présenté au quatrième atelier africain sur la planification du développement local et régional, organisé par le Centre des Nations Unies pour le développement régional à Karen (Kenya), en novembre 1998. En outre, le secrétariat a élaboré un document de référence pour une conférence organisée, à Cotonou (République du Bénin) en novembre 1998, par le Forum des dirigeants africains. Il a aussi présenté aux participants à un Programme pour cadres supérieurs qui a été organisé à l'Institut de gestion et d'administration publique du Swaziland, en février 1999, ainsi qu'à un atelier de formation organisé par le Centre des Nations Unies pour le développement régional à Karen (Kenya)

en octobre 2000, des documents qui portaient sur un éventail de questions ayant trait à la réforme de la gestion du secteur public. Le secrétariat a aussi pris part, à La Haye en décembre 1998, à une réunion consultative, parrainée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur les implications de la décentralisation dans le secteur de la santé, sur les grandes orientations, les institutions et la gestion. Il a également participé, au Cap (Afrique du Sud), à la Conférence biennale de l'Association de gestion et d'administration publiques du Commonwealth, et a organisé, à Banjul (Gambie), en février 1999, un atelier sous-régional sur la décentralisation, avec la collaboration du gouvernement gambien, du PNUD et du Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement.

Le secrétariat a, en outre fourni des services consultatifs à plusieurs Etats membres, ainsi qu'à leurs organisations intergouvernementales. Il a, dans ce cadre, élaboré des études et organisé des programmes de formation visant à renforcer les capacités d'exécution du secteur public au secteur privé pour qu'il soit un moteur de la croissance et contribuer à améliorer l'efficacité des PME aux niveaux national et sous-régional. Le Swaziland a ainsi bénéficié de l'assistance du secrétariat pour redéfinir les objectifs stratégiques du programme de réforme de la fonction publique. Le Lesotho a également bénéficié d'une assistance pour l'étude de l'appui institutionnel dont aurait besoin la Faculté des sciences médicales de l'Université nationale ainsi que pour l'établissement d'un module de formation pour la mise en place du renforcement des capacités de gestion. Le gouvernement marocain et le Centre africain de formation et de recherche administratives (CAFRAD) ont, eux aussi, bénéficié de l'assistance du secrétariat pour l'organisation et le service de la deuxième Conférence panafricaine des ministres responsables de la fonction publique, qui s'est tenue à Rabat en novembre 1998. Plusieurs missions d'évaluation des besoins dans le domaine du renforcement des capacités ont, en outre, été effectuées par le secrétariat dans l'Etat de Bayelsa (Nigéria) pour mettre en place une stratégie de création d'emplois; à la Transit and Transport Coordination Authority, pour restructurer son secrétariat et à l'Organisation ouest-africaine de la santé pour évaluer les besoins en capacités institutionnelles de son nouveau secrétariat.

La CEDEAO et le COMESA ont bénéficié de services consultatifs régionaux pour la restructuration de leur secrétariat et l'évaluation de leurs besoins en formation des personnels; la Zambie, pour l'élaboration d'une étude sur les politiques, les incitations et les mécanismes d'appui aux PME; l'IDEP, pour la réalisation d'une étude sur la relance de l'Institut et la finalisation d'un rapport et d'un descriptif de projet sur la mise en place et le perfectionnement des capacités compétences des chefs d'entreprise locaux en Afrique pour leur permettre d'opérer sur les marchés régional et international; l'Ethiopie, pour l'élaboration d'un descriptif de projet sur l'enseignement de la morale professionnelle dans la fonction publique; le Nigéria, pour la réalisation d'une étude portant sur la création d'un fonds de coopération technique et l'organisation d'ateliers de formation à l'intention des directeurs de la fonction publique au niveau fédéral; l'Organisation de développement du Tigray, pour la réalisation d'une étude et d'un plan d'action pour le lancement du Mekalle Institute of Technology (MIT). Des cours de formation et des ateliers ont, en outre, été organisés par le Nigéria, la Namibie, l'Ethiopie et MIDROC-Ethiopie (la plus importante entreprise privée du pays), sur le renforcement des capacités dans les domaines de la morale professionnelle et de l'obligation redditionnelle, l'amélioration de la prestation de services et le partenariat entre les secteurs public et privé dans la lutte contre la corruption.

#### **D. Exploiter l'information pour le développement**

Dans le domaine de l'exploitation de l'information pour le développement, les activités menées par la CEA au cours de la période considérée, visaient à promouvoir des politiques, des méthodes de travail et des stratégies concourant à une bonne utilisation des technologies modernes de l'information et de la communication et de diffusion de l'information, y compris l'information géographique et statistique, à des fins de développement durable. Les activités ont porté sur le

développement de la statistique, la création et la gestion de bases de données, la promotion des technologies d'information et de communication pour le développement, l'information géographique et les services bibliothécaires.

En ce qui concerne le développement statistique, deux études de grande portée ont été réalisées. La première s'est intéressée aux méthodes de compilation et de tenue des registres nationaux et la seconde, aux méthodes de compilation et de tenue des indicateurs du commerce international. D'autres publications et documents techniques ont été élaborés et diffusés par le secrétariat, dont notamment *L'Annuaire statistique africain 1998*; *L'Annuaire statistique africain 1999*; *L'Annexe statistique à l'étude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1999*; *L'Afrique en chiffres 1998*; *Listages des indicateurs intégrés économiques, sociaux et environnementaux nationaux et sous-régionaux pour les années 1998, 1999 et 2000*. *L'évaluation du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique*, Africa CD 2000; *Les pratiques optimales pour l'élaboration de plans de développement statistique*. Les documents techniques publiés sont les suivants : *L'Annuaire statistique africain sur CD-ROM*; *Les données de comptabilité nationale pour l'élaboration du Rapport économique sur l'Afrique, 1999 et 2000*; et *Le Bulletin d'information sur le développement des mois d'octobre et de novembre 1999, publié sous formes électronique et imprimée*.

Des activités ont également été entreprises pour le renforcement des capacités en vue du développement de la statistique, dont notamment, la réunion d'un groupe spécial d'experts sur les mesures permettant d'améliorer les statistiques du commerce intra-africain, qui s'est tenue à Addis-Abeba du 4 au 8 octobre 1999; un atelier de formation du personnel chargé du recensement national, qui a eu lieu à Addis-Abeba du 1er au 5 novembre 1999; un atelier sur les indicateurs statistiques et la comptabilité de l'environnement dans les pays africains, qui s'est tenu à Addis-Abeba du 5 au 11 novembre 1999; un atelier sur les classifications économiques et sociales, qui a eu lieu à Addis-Abeba en décembre 2000 et un atelier de formation, organisé à l'intention des pays francophones africains, sur la mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale de 1993, qui s'est tenu à Addis-Abeba du 20 au 24 mars 2000. D'autres ateliers ont été organisés au cours de la période considérée dans le but de renforcer et d'affiner les actions pour une application plus poussée du Système de comptabilité nationale de 1993, pour la conduite des recensements de population et des ménages et pour l'élaboration d'indicateurs statistiques sur l'environnement et l'établissement d'une comptabilité de l'environnement dans les pays africains. Le secrétariat a, en outre, organisé et assuré le service des huitième (mai 1998) et neuvième (juin 1999) réunions du Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique, qui ont eu lieu à Addis-Abeba. Ces réunions ont permis de passer en revue les activités du secrétariat dans le domaine du développement de la statistique au cours de l'année précédant la tenue de chacune de ces deux réunions et d'examiner les rapports de l'Equipe spéciale pour le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique.

Au cours de la période considérée, le secrétariat a aussi participé et contribué à d'autres réunions, conférences et séminaires sur le développement de la statistique. Il s'agit des réunions suivantes : réunion du Groupe d'experts d'AFRISTAT sur l'harmonisation des activités et la classification des produits, qui s'est tenue à Bamako (Mali) en mars 2000; huitième colloque de l'Association nationale des comptables sur la comptabilité nationale, qui a eu lieu à Paris en janvier 2000; Groupe de travail intersecrétariat sur la comptabilité nationale, qui s'est réuni à New York en avril 2000; réunion conjointe CEE/EUROSTAT/OCDE sur la comptabilité nationale, qui a eu lieu à Genève en avril 2000; Conférence du Millénaire des statisticiens du Commonwealth, qui s'est tenue à Gaborone (Botswana) en mai 2000 et réunion organisée, à Paris en novembre 2000, pour le lancement du Partenariat dans le domaine statistique au service du développement au XXI<sup>e</sup> siècle (PARIS 21).

Au cours de cette période, plusieurs Etats membres, ainsi que leurs organisations intergouvernementales, ont bénéficié d'un appui technique et de cours de formation dans le domaine de l'organisation et de la gestion des services nationaux de statistique. Quatre ateliers de formation, auxquels ont assisté plus de 120 experts de plusieurs pays et OIG, ont été consacrés à divers thèmes concernant la statistique, dont un atelier sur la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993. Le secrétariat a aussi finalisé les évaluations des systèmes nationaux de statistique du Lesotho, de la Mauritanie, de la République démocratique du Congo (RDC), du Rwanda et du Tchad et réalisé une étude sur les systèmes statistiques des ports de Maurice, de la Réunion et de Mombassa.

La création et la gestion de bases de données statistiques constituent des volets importants dans les activités de développement de la statistique. Dans ce domaine, le secrétariat a mis l'accent sur la tenue à jour, la mise en réseau et la diffusion de la base de données régionales multisectorielles de la CEA et de ses produits dérivés sur la coopération internationale, la coordination des politiques, la liaison et l'harmonisation des normes, des concepts et des méthodes et sur la coopération technique. Dans les activités menées à cet égard, l'accent a été mis sur ce qui suit : la mise en œuvre du Système d'information économique et sociale des Nations Unies; la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993; la mise en place des classifications économiques; l'élaboration de manuels; l'élaboration d'indicateurs; l'établissement de normes statistiques minimales et la création de bases de données nationales et d'une base de données régionale sur le modèle LDB (Live databases). Certaines des activités précitées ont été entreprises en collaboration avec d'autres organismes et organisations des Nations Unies, notamment la Division de la statistique de l'ONU, l'Organisation de coopération et de développement économiques, le FMI et la Banque mondiale.

Plusieurs bases de données ont été créées et tenues à jour par le secrétariat, notamment la base de données statistiques régionales multisectorielles de la CEA, les bases de données bibliographiques créées dans le cadre du projet PADIS, le Répertoire des établissements dispensant un enseignement et une formation dans le domaine de l'information géoréférencée, l'état de la cartographie et de l'information géoréférencée de base en Afrique et le recueil des cartes et atlas géographiques en Afrique.

Les activités menées dans le domaine de la promotion des technologies d'information et de communication pour le développement ont essentiellement consisté à sensibiliser à l'importance de l'ère de l'information en Afrique; à mener des actions en faveur de la création d'hôtes internet dans la région; à promouvoir la création de sites Web proposant un contenu local; à élaborer des plans, politiques, programmes et stratégies concernant les infrastructures nationales d'information et de communication, les applications sectorielles et la connectivité. A cet effet, quatre études (concernant l'Ethiopie, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Sénégal) ont été réalisées pour mesurer l'impact des connexions électroniques et d'Internet sur le développement. Ces études ont montré que ces moyens de communication connaissent un développement rapide dans les pays précités et souligné qu'il était nécessaire de les rendre plus accessibles aux populations de la région. De même, la CEA a lancé, en 1999, une importante étude intitulée "Examen de l'état des technologies de l'information et de la communication en Afrique". En outre, six études de pays sur la relation entre les femmes et les technologies de l'information ont été achevées et présentées à la conférence marquant le quarantième anniversaire de la CEA, qui s'est tenue sous le thème "Les femmes africaines et le développement économique".

Le secrétariat a également organisé et accueilli, à Addis-Abeba, la première réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI), qui a été placée sous le thème général "Exploiter l'information pour le développement" et qui a examiné les sous-thèmes suivants : Le développement de la statistique en Afrique : examen et perspectives à l'aube du nouveau millénaire; les avantages économiques et sociaux des systèmes d'information géographique; la création et la diffusion de



contenus en Afrique : les principaux problèmes (il s'agit du sous-thème dans le domaine des technologies de l'information et de la communication). Les participants ont, à cette occasion, fait plusieurs recommandations visant à donner une plus grande place à ces trois domaines d'activité dans le développement socio-économique de l'Afrique.

Au cours de la période considérée, le secrétariat a organisé plusieurs ateliers, colloques et conférences sur la promotion de l'information pour le développement ou y a pris part (voir Annexe 1).

La CEA a continué de jouer un rôle d'animateur dans la mise en oeuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" (AISI), en particulier par le biais de partenariats tels que le Partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique (PICTA), l'Alliance mondiale pour le savoir, une association non officielle des Nations Unies, et en collaborant avec des donateurs bilatéraux et multilatéraux, des agents d'exécution et la Commission de l'infrastructure mondiale d'information (GIIC) représentant le secteur privé. Le PICTA a organisé des échanges en ligne grâce à une liste de discussion électronique fermée fournie par un site web. L'association a, au cours de la même période, tenu une réunion annuelle en Tunisie et participé, à l'échelle mondiale, à plusieurs réunions sur le développement des technologies de l'information et de la communication.

Le secrétariat a établi, par le biais de PICTA, des partenariats solides avec d'autres institutions pour assurer la mise en œuvre de l'Initiative AISI dans les meilleures conditions possibles. C'est ainsi qu'il a organisé, en étroite collaboration avec l'UNESCO, des séminaires et des ateliers et mené d'autres activités pour promouvoir les logiciels CDS-ISS et IDAMS; Il a également collaboré avec le PNUD pour la mise en œuvre de l'Initiative Internet pour l'Afrique (AII); pour l'organisation, à Cotonou (Bénin) en décembre 1998, de la réunion sur l'administration d'Internet et pour l'élaboration du Système régional africain d'information pour la prise de décisions stratégiques. En tant que membre du Comité directeur pour l'Afrique du GIIC, la CEA a aussi collaboré avec le secteur privé des télécommunications, à l'occasion de l'organisation de la Conférence sur la connectivité globale pour l'Afrique et de la présentation, à Marrakech (Maroc) en mai 1999, de l'AISI au Forum sur les affaires et le développement en Afrique. Dans le cadre des activités entreprises avec les ONG, la CEA a fourni à Environnement et développement du tiers monde (ENDA) des services consultatifs sur l'établissement de connexions au profit des ONG en Afrique et a organisé, à Nairobi en février 1999, une conférence régionale sur la télésanté.

Les autres activités opérationnelles entreprises dans le domaine de l'exploitation des technologies de l'information et de la communication pour le développement, ont été le lancement de l'intranet de la CEA, la création du Centre de technologie pour l'Afrique et l'achèvement de l'évaluation et de la sélection d'un système intégré ultramoderne de gestion de la bibliothèque, qui a été conçu pour faire de la bibliothèque de la CEA un centre névralgique pour la mise en place du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN). Plusieurs Etats membres, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda et le Swaziland, ont, par ailleurs, bénéficié de services consultatifs pour l'élaboration et l'adoption de plans et de politiques relatives aux infrastructures nationales d'information et de communication.

Dans le cadre des activités visant à donner à l'Afrique une plus grande place dans l'économie mondiale de l'information, la CEA a organisé, à Addis-Abeba en octobre 1999, le premier Forum pour le développement de l'Afrique (ADF) sous le thème "*L'Afrique face aux défis de la mondialisation et de l'ère de l'information*". Le Forum, qui est organisé chaque année, rassemble des responsables et des décideurs de haut rang ainsi que des professionnels pour débattre de questions d'actualité concernant le développement de l'Afrique. ADF'99 a vu la participation de plus de 950 personnes représentant la société civile et le secteur privé, des universitaires et des fonctionnaires de haut rang représentant le secteur public, qui ont mis en pratique le «savoir au service du développement». Au nombre des

personnalités qui ont participé au Forum, figuraient deux chefs d'Etat et de gouvernement (Ethiopie et Mali), un Vice-Président (Malawi) et la Vice-Secrétaire générale de l'ONU. En plus des séances plénières au cours desquelles des discours d'orientation ont été prononcés, il y a eu des séances de groupes sur les thèmes retenus ainsi qu'une exposition organisée parallèlement aux travaux. Les sous-thèmes étaient : l'Afrique et la société de l'information; le renforcement de l'infrastructure de l'information en Afrique; les technologies de l'information et de la communication au service de la bonne gouvernance et la démocratisation de l'accès à la société de l'information.

Le Forum a permis de lancer plusieurs initiatives, notamment un plan pour la mise en place, au niveau régional, de School Net Africa; la mise en place d'un Programme africain de télé-enseignement; la mise en place de listes de discussion et d'autres activités portant sur la question de la parité entre l'homme et la femme et l'ère de l'information dans le contexte de Beijing + 5; la mise en place de NgoNET Africa (un groupe d'action prônant l'engagement de la société civile dans la promotion des technologies de l'information et de la communication pour le développement de l'Afrique); l'établissement d'un réseau de télécentres; le lancement d'activités visant à impliquer la diaspora africaine dans les processus d'acquisition de connaissances et de développement en Afrique; la mise en place d'un réseau d'entreprises; la création de Alliance for African Business (l'Alliance pour les affaires en Afrique) et la mise en place de groupes d'action nationaux dans le but de préparer l'insertion dans l'Infrastructure mondiale sur le savoir et l'information.

ADF'99 sera suivi d'un Sommet post-Forum qui se tiendra au Maroc en 2001. Ce sera l'occasion pour les dirigeants politiques africains d'évaluer les résultats d'ADF et de parvenir à un consensus sur les initiatives les plus prometteuses qui doivent faire l'objet d'un suivi aux niveaux national, sous-régional et régional. Le premier Sommet post-Forum s'est penché sur les stratégies pour l'édification de la société de l'information. Les participants au Forum ont fait observer que ces stratégies figuraient parmi les plus prometteuses que l'Afrique ait trouvées dans ses efforts pour définir elle-même sa propre société de l'information. Outre des dirigeants du secteur privé et d'organismes s'occupant de développement, une quinzaine ou une vingtaine de chefs d'Etat seront invités au Sommet.

La CEA s'emploie actuellement à élaborer des documents et à préparer des propositions sur quatre séries de questions découlant d'Adf'99, à savoir, les orientations et les réglementations dans le contexte général de la politique en matière d'information et de communication; les applications pour appuyer les activités d'enseignement et répondre aux besoins des jeunes Africains; le commerce électronique -bilan et perspectives pour l'Afrique et les applications des technologies de l'information et de la communication dans le domaine de la santé. Les résultats préliminaires ont été évalués lors de la réunion préparatoire du Sommet post-Forum, qui s'est tenue à Addis-Abeba en mars 2000.

Dans le domaine de l'information géographique, le secrétariat s'est employé à sensibiliser les Etats membres aux avantages réels et potentiels de l'information géographique pour le développement. C'est dans cette optique qu'a été organisée, à Addis-Abeba en novembre 1998, la réunion d'un groupe spécial d'experts chargés d'examiner un document de travail sur les systèmes intégrés d'information géographique, en particulier les systèmes de cadastre et d'information sur les sols, à l'intention des décideurs africains; deux rapports sur les avantages économiques et sociaux de l'information géographique et sur ses aspects commerciaux; une étude sur les systèmes d'information sur les sols conçus à l'intention des décideurs; et la tenue à jour de bases de données sur l'état de la couverture et des programmes cartographiques en Afrique ainsi que sur les établissements dispensant un enseignement et une formation dans le domaine de l'information géographique en Afrique. Le secrétariat a, en outre, publié un numéro du *Bulletin de cartographie et de télédétection*.

Au cours de la période considérée, la CEA a renforcé les liens de collaboration avec les institutions régionales travaillant dans le domaine de l'information géographique telles que le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, le Centre régional de cartographie des ressources pour le développement, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection.

La bibliothèque de la CEA a continué à fournir au secrétariat et aux Etats membres des services bibliothécaires et d'information. Elle a participé, à l'échelle du système des Nations Unies, à de nombreuses initiatives ayant trait à ces services. C'est ainsi que le secrétariat a créé un centre multimédia et mis en place des bases de données bibliographiques indépendantes pour la gestion des systèmes d'information utilisés pour les acquisitions, le catalogage, la diffusion et le contrôle des publications en série. Il a aussi imprimé et diffusé, au personnel et aux Etats membres, plusieurs publications dont *ECA in Print*, *le Répertoire des publications officielles africaines*, *Africa Index*; *Les nouvelles acquisitions*; *la Table des matières* et *Lib Alert*. En sa qualité de membre du Consortium pour l'acquisition d'informations électroniques du système des Nations Unies, la bibliothèque de la CEA a accordé un accès à toute une gamme d'informations techniques sur les média électroniques, y compris des CD-ROM tels que ECONLIT et BOOKS IN PRINT.

#### **E. Promouvoir la coopération et l'intégration régionales**

Durant la période considérée, pour promouvoir la coopération et l'intégration régionales, la CEA s'est employée à faciliter et à renforcer le processus d'intégration régionale grâce à la mise en œuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine ; à coordonner la mise en place et l'utilisation judicieuse des réseaux nationaux de transport et de communication ; à promouvoir l'adoption de politiques et de mécanismes de financement de projets miniers et énergétiques ; à promouvoir la coopération pour la gestion, l'exploitation et l'utilisation des ressources en eau transfrontières, y compris les bassins fluviaux et lacustres.

Au nombre des activités entreprises pour faciliter la mise en œuvre du Traité d'Abuja, figurent l'organisation de la première réunion du Comité de coopération et d'intégration régionales en avril 1999 à Addis-Abeba, qui a permis de faire le point sur l'état de la coopération et de l'intégration régionales sur le continent, l'accent étant mis en particulier sur des questions cruciales telles que les barrières tarifaires et non tarifaires et leurs incidences sur le processus d'intégration régionale. La CEA a notamment organisé une réunion du groupe spécial d'experts sur la libéralisation des échanges et la mobilité des facteurs de production en Afrique en novembre 1998 ; un stage de formation sur les coûts et avantages de l'intégration économique régionale en octobre 1998 ; une réunion du groupe spécial d'experts sur l'utilisation des ressources du secteur privé, les forces du marché et le capital international pour accélérer l'intégration africaine en juillet 1999 et un séminaire régional tenu en novembre 1999 sur l'harmonisation des engagements pris par les pays africains dans le cadre du Traité instituant la Communauté économique africaine et des accords commerciaux multilatéraux internationaux. En tant que membre du secrétariat conjoint, comprenant l'OUA, la CEA et la BAD, la Commission a participé aux réunions et activités organisées par le secrétariat, notamment à la neuvième Réunion consultative des chefs du secrétariat conjoint qui s'était tenue à Ouagadougou en février 1999.

La CEA a fourni une assistance à plusieurs Etats membres et à leurs organisations intergouvernementales sur les questions institutionnelles et techniques de coopération et d'intégration économiques, en particulier en ce qui concerne la mise en place de la Communauté économique africaine. Cette assistance a pris la forme de notes d'orientation sur les politiques et d'études qui ont permis de recenser et d'analyser les facteurs qui entravent ou facilitent le processus d'intégration aux niveaux national, sous-régional et régional. Au nombre des activités entreprises à

cet égard figurent deux études de faisabilité sur la création de mécanismes d'autofinancement pour le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les études ont permis de déterminer les sources et les mécanismes permettant d'assurer le processus d'intégration dans les deux sous-régions à un moindre coût. La CEA a également fourni une assistance au secrétariat de la SADC pour la gestion de la dette; à la CEDEAO, pour l'élaboration d'un programme de développement régional; à la Communauté de l'Afrique de l'Est, pour la réalisation d'une étude sur le développement des transports sur le lac Victoria, pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes; à la CEMAC, pour la réalisation d'une étude sur la proposition relative à la création d'un mécanisme de financement pour la Commission internationale de mise en valeur du bassin du fleuve Congo. En outre, elle a aidé plusieurs Etats membres à aborder les négociations commerciales mondiales et négociations sur d'autres questions. C'est ainsi qu'en collaboration avec l'OUA et la BAD, la CEA a fourni une assistance technique aux négociateurs africains qui participaient aux négociations sur l'accord faisant suite à la Convention de Lomé, signé à Cotonou en juin 2000.

En outre, plusieurs études et notes d'orientation portant sur les questions nouvelles liées aux accords commerciaux internationaux ont été élaborées pour aider les experts africains à négocier sur les questions se posant dans le cadre de l'OMC. Ces études avaient également pour objet d'aider les pays africains à respecter les dispositions de l'OMC, tout en s'employant à réaliser leurs objectifs d'intégration régionale et à procéder aux ajustements nécessaires pour que le processus d'intégration soit conforme aux dispositions de l'OMC. Un nouveau numéro de la note d'orientation a été publié en 1998 et deux autres en sont à la phase de mise au point. Chaque numéro est consacré à un thème spécifique et contient des informations générales sur des thèmes relatifs au commerce international.

Pendant la période considérée, le secrétariat a entrepris d'élaborer un rapport annuel sur l'état de l'intégration régionale en Afrique. Ce rapport qui deviendra l'une des principales publications annuelles de la CEA à partir de 2001, sera intitulé « *Rapport annuel sur l'intégration en Afrique* ». Il permettra d'évaluer et de suivre l'état de l'intégration régionale en Afrique d'un point de vue quantitatif et qualitatif, en analysant les questions d'ordre pratique qui entravent le processus d'intégration. Il portera sur des questions telles que l'absence de mécanisme de suivi et d'évaluation de l'intégration économique en Afrique, la persistance de barrières non tarifaires, notamment les obstacles physiques au mouvement des biens et services, la divergence des politiques macro-économiques, la participation à plusieurs communautés économiques régionales faisant double emploi et les obligations qui en découlent pour les Etats membres, l'incapacité des communautés économiques régionales à lancer et gérer des programmes. Le rapport sera un outil utile pour les décideurs, les communautés économiques régionales et autres organisations intergouvernementales, le secteur privé, les institutions qui mènent des activités d'appui et de mobilisation telles que la CEA et les autres institutions de recherche pour l'examen des questions concernant la coopération et l'intégration régionales.

Pour promouvoir l'intégration du secteur des transports et des communications, la CEA a mis principalement l'accent sur la mise en place des capacités de gestion en vue de créer les infrastructures et de mener les opérations; l'amélioration des liaisons régionales de transport et les mesures pour faciliter le trafic; la mise en place de bases de données sur les transports et la création de liens de partenariat au plan intellectuel et d'alliances stratégiques.

S'agissant de la mise en place de capacités de gestion pour créer les infrastructures et mener les opérations, la CEA a entrepris trois activités principales, à savoir l'élaboration de rapports sur la politique générale; l'organisation de réunions sur les politiques pour sensibiliser l'opinion et dégager un consensus sur diverses questions, le but étant de promouvoir le développement des

transports et des communications en Afrique; et la prestation de services consultatifs aux Etats membres. Au nombre des activités figurent l'élaboration d'études sur l'impact que l'amélioration des transports en milieu rural a sur les femmes en Afrique; l'évaluation des besoins en vue de la modernisation du matériel roulant, de l'équipement de télécommunication et de signalisation en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale; l'élaboration d'un document-cadre pour l'élaboration et la mise en œuvre des accords de transit en Afrique; la privatisation des ports et des chemins de fer dans quelques pays africains; une étude faisant le point des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Yamoussokro sur une nouvelle politique de transport aérien.

Durant la période considérée, en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (AGPAEA), la CEA a organisé deux ateliers- l'un à Maputo (Mozambique) du 22 au 24 avril 1998 et l'autre à Mombassa (Kenya) du 28 au 30 avril 1998- sur les questions de privatisation des ports. Ces ateliers ont permis de réunir toutes les parties intéressées de la sous-région pour examiner le meilleur moyen de privatiser progressivement les divers ports, et, notamment, d'élaborer les cadres institutionnels et réglementaires appropriés pour la gestion des ports.

En ce qui concerne l'amélioration des liaisons régionales de transport et du trafic, la CEA s'est principalement employée au cours de la période considérée à coordonner et à mettre en œuvre la Déclaration de Yamoussokro sur la nouvelle politique de transport aérien, qui a pour objet de créer un environnement favorable à la coopération et à la coordination des activités des transporteurs aériens africains et à la libéralisation progressive du secteur en Afrique. En tant qu'organisme chef de file, chargée de la coordination et de la mise en œuvre de la Déclaration, la CEA a régulièrement informé les responsables de la situation en ce qui concerne la mise en œuvre de la Déclaration. Le secrétariat a organisé à cet égard une réunion des ministres africains de l'aviation civile à Yamoussokro (Côte d'Ivoire) en novembre 1999 pour examiner et évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne la Déclaration. Au cours de la période considérée, le secrétariat a organisé les réunions suivantes ou y a participé : une réunion du groupe spécial d'experts sur la participation du secteur privé à la mise en place de l'infrastructure en Afrique à Lusaka (Zambie) en mai 2000; un séminaire sur la facilitation du transport pour l'Afrique de l'Est à Mombassa (Kenya) en novembre 2000; le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à Lomé en juillet 2000, qui ont souscrit à la Déclaration de Yamoussokro sur la libéralisation du marché du transport aérien en Afrique; la réunion annuelle du Programme sur les politiques de transport en Afrique subsaharienne à Washington en juin 2000; et le Colloque international sur les transports, organisé par le Département des transports des Etats-Unis à Washington en octobre 2000.

La CEA a aidé plusieurs Etats membres à mettre en œuvre des réformes dans le domaine des transports et des communications. Elle a fourni des services consultatifs aux Comores, à l'Ethiopie, à la Sierra Leone et au Mali pour la mise en place de banques de données sur les transports au niveau national et la mise en œuvre des réformes nécessaires dans le secteur des transports et des communications dans le cadre du Programme relatif à la base de données sur les transports de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique; à la CEDEAO, à la CEMAC, au COMESA et à la SATCC, pour la libéralisation du marché du transport aérien dans les Etats membres ainsi qu'au Mozambique et à la Zambie, pour l'élaboration d'une politique commune des transports et d'un programme commun d'infrastructures dans le cadre de l'initiative dite Growth Triangle Initiative financée par le PNUD. En outre, le secrétariat a en collaboration avec l'Union européenne, envoyé en décembre 1999, une mission à Djibouti pour aider à restructurer et à moderniser la Compagnie djibouto-éthiopienne de chemin de fer. Il a également aidé les Etats membres à adopter une position commune africaine lors de la réunion

américano-africaine sur la mise en place des infrastructures ainsi que les trois associations sous-régionales de gestion portuaire en Afrique pour renforcer la coopération en vue du développement des ports maritimes de la région, ce qui a débouché, en novembre 1999, sur la création de l'Association panafricaine de coopération portuaire, organisme régional chargé de mettre en œuvre des programmes et activités de développement des ports en Afrique.

En ce qui concerne les secteurs et les sous-régions, la CEA a entrepris conjointement avec les acteurs clés un certain nombre d'activités dans les domaines des transports et des communications. C'est ainsi qu'elle a participé aux réunions techniques des principaux partenaires et aidé également à élaborer des documents sur des questions qui intéressent l'Afrique. Les partenaires étaient notamment la Banque mondiale, pour la mise en œuvre du Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne et le lancement du Partenariat mondial pour la sécurité routière; l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), la Commission de l'aviation civile africaine (CAFAC), l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), la Commission des transports et des communications d'Afrique australe (SATCC), le COMESA, la CEDEAO et l'OACI, dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Yamoussokro et du système de communication, de navigation et de surveillance/gestion du trafic aérien (CNS/ATS); l'AGPAEA et la CEPALC, pour la gestion portuaire; l'Union africaine des chemins de fer (UAC) et l'UIC, dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution de la réunion ministérielle du Caire relative au développement des chemins de fer; la PAPU, l'UPAT et l'Union internationale des télécommunications (UIT), dans le domaine des services postaux et des télécommunications; l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), dans le domaine du transport routier; l'Organisation maritime internationale (OMI), pour ce qui est de l'introduction et de la mise en place en Afrique de systèmes de contrôle de l'Etat du port maritime et de l'Etat du pavillon.

Pendant la période considérée, la CEA a réalisé quatre études pour appuyer les politiques visant à promouvoir le développement des secteurs miniers et énergétiques. Il s'agit des suivantes : *meilleures pratiques en ce qui concerne le cadre politique, juridique et réglementaire pour mettre en valeur de façon durable les ressources minérales; des études de cas sur les autres méthodes de financement de l'exploitation de l'énergie et de l'électricité; la contribution des sociétés transnationales aux secteurs miniers et énergétiques de quelques pays africains; et modalités d'accès aux nouvelles sources de capitaux pour la mise en valeur des ressources minérales en Afrique.* Dans les études, elle a noté que bien que l'environnement soit devenu plus favorable dans la plupart des pays africains et que la réglementation encourage les investissements privés dans ces secteurs, le flux des investissements restait largement insuffisant. En outre, elle a mis l'accent sur la nécessité d'intensifier les efforts pour tirer parti le plus possible, des avantages qu'offrent la libéralisation et la privatisation en augmentant les investissements dans ces secteurs.

La CEA a entrepris plusieurs activités conjointement avec d'autres organismes pour renforcer la coopération sous-régionale et régionale dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales. Au nombre des organismes qui lui ont apporté leur collaboration figurent des OIG africaines, des organisations régionales telles que l'OUA et la BAD ainsi que des organismes des Nations Unies. C'est ainsi que le secrétariat a organisé conjointement avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) une conférence sur le secteur minier africain à Marrakech (Maroc) en novembre 1998 et a participé à la réunion tripartite du BIT sur les questions sociales et de travail dans les petites entreprises minières, tenue à Genève, en mai 1999. Au nombre des autres réunions et conférences organisées pour appuyer le développement du secteur minier en Afrique figurent une réunion du groupe spécial d'experts sur la mobilisation des ressources en vue du développement du secteur minier et énergétique en Afrique à Addis-Abeba en juin 1999; la première réunion du Comité des ressources naturelles et de la science et de la

technologie à Addis-Abeba en novembre 1999; la réunion du Bureau de la deuxième Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales énergétiques en Afrique au Cap (Afrique du Sud) en février 2000; une réunion pour examiner le projet d'étude sur l'évaluation de l'énergie mondiale, conjointement organisée par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU et le PNUE à Nairobi en janvier 2000; la réunion sur le secteur minier de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la réunion des ministres de l'énergie de la CEDEAO.

La CEA a entrepris plusieurs études dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques, à savoir, *une évaluation de la pertinence des réglementations relatives à l'environnement régissant l'extraction et le traitement des ressources minérales et énergétiques : une étude comparative de certains pays d'Afrique et d'autres régions en développement et un examen des modèles d'analyse de la demande et de l'offre d'énergie en Afrique.*

L'étude sur les réglementations relatives à l'environnement a porté sur les questions liées à la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques, notamment les réglementations que les pays ont adoptées pour protéger l'environnement. La conclusion de l'étude est que le manque de ressources a empêché, d'adopter des lois pour la protection de l'environnement. Des directives ont été proposées pour mieux gérer l'environnement et perfectionner les ressources humaines et des normes pour déterminer la responsabilité ont été établies pour les opérations des sociétés minières.

La CEA a fourni une assistance technique à plusieurs organisations intergouvernementales et Etats membres dans le domaine de la mise en valeur des ressources énergétiques et minérales. Il s'agit notamment de la CEDEAO, pour l'élaboration d'un plan d'action pour l'interconnexion des réseaux électriques de la sous-région; de l'UMEOA, pour la formulation d'un programme sous-régional commun en vue de la mise en valeur des ressources énergétiques et minérales; du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (SEAMIC), pour la définition de son programme de travail et l'appui à ses activités; du Bénin, du Burkina Faso et de la République-Unie de Tanzanie, dans les domaines de l'utilisation de l'énergie solaire, de la promotion des investissements dans le secteur minier et de l'amélioration de la situation des petites industries extractives; du Rwanda, pour la création d'une banque de données et d'un cadre réglementaire pour faciliter la privatisation du secteur minier; et du Burkina Faso, pour le service technique de la Conférence des ministres responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minières et énergétiques, tenue à Ouagadougou en décembre 2000. La CEA a également réalisé une étude intitulée « *Mineral Resources and the Alleviation of Poverty in Africa* » (*Ressources minérales et allègement de la pauvreté en Afrique*) qui a servi de document de référence à la Conférence.

Dans le domaine de la gestion des ressources en eau, la CEA a élaboré plusieurs rapports et documents de travail qui seront présentés au cours de diverses réunions internationales. Il s'agit notamment d'un rapport faisant le point sur les activités de l'Organisation de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres transfrontières en Afrique; d'un rapport fondé sur une étude relative à la coopération multinationale en vue d'une mise en valeur intégrée des ressources en eau du bassin du fleuve Zambèze; de Africa Water Vision 2025 : utilisation équitable et durable de l'eau en vue du développement socio-économique; d'une étude sur la lutte contre la jacinthe des eaux dans le bassin du lac Victoria; d'une étude sur les options et les perspectives en matière de transfert des eaux des bassins vers le bassin du lac Tchad; et d'une étude sur les perspectives, problèmes et acquis en matière de mise en valeur des eaux transfrontières en Afrique; d'un rapport sur les activités de la CEA dans le secteur de l'eau en Afrique; et d'un rapport sur le rôle de la CEA dans la promotion de la coopération pour la mise en valeur des eaux du Nil. Le secrétariat a participé ou apporté une contribution aux réunions suivantes : Cinquième Conférence internationale conjointe

UNESCO/OMM sur l'hydrologie et les ressources en eau, tenue à Genève en février 1999; Septième réunion de la série de conférences Nil 2002 tenue au Caire (Egypte) en mars 1999; Réunion des hauts responsables des services hydrauliques des pays de l'Organisation pour la mise en valeur du bassin du fleuve Zambèze ; Réunion de responsables d'organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres transfrontières en Afrique ; Atelier sous-régional sur le problème de la jacinthe des eaux dans la région des Grands Lacs ; Séminaire national et conférence des donateurs sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement; Huitième réunion annuelle du Groupe interinstitutions sur l'eau en Afrique à Accra (Ghana) en janvier 2000; deuxième Forum mondial de l'eau organisé par le Conseil mondial de l'eau à La Haye en mars 2000; réunions préparatoires à la mise au point d'une Vision africaine de l'eau en 2025, organisées conjointement par l'OUA et la BAFD à Abidjan en janvier 2000; Réunion régionale africaine qui a examiné la question portant spécialement sur les ressources en eau du lac Tchad; deuxième Forum mondial de l'eau à l'occasion duquel ont été élaborés une vision africaine de l'eau au XXIe siècle et un cadre d'action pour la période 2000-2005; et Septième réunion annuelle du Conseil des ministres du bassin du Nil. En outre, la CEA a assuré le secrétariat du Groupe interinstitutions sur l'eau en Afrique et a également collaboré avec les organismes membres du Groupe de travail sur l'eau de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique à l'examen de diverses questions.

#### **F. Promouvoir la condition de la femme**

Les activités du secrétariat au titre de ce sous-programme avaient pour objectif d'améliorer les connaissances sur les questions concernant les femmes en Afrique. Elles ont consisté à organiser des cours de formation, à entreprendre des travaux de recherche, à sensibiliser les décideurs, à diffuser l'information et des publications et à fournir des services consultatifs.

Les objectifs spécifiques des activités entreprises par le secrétariat dans le cadre de ce sous-programme au cours de la période considérée étaient les suivants : intégration des questions féminines dans les politiques et programmes des Etats membres de la CEA ; promotion de la responsabilisation économique et sociale des femmes ; promotion du rôle des femmes dans le rétablissement de la paix et diffusion d'informations sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans d'action mondiaux et régionaux adoptés. Ayant reçu mandat de superviser la mise en œuvre du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action régionale et de fournir un appui technique aux Etats membres, le secrétariat a organisé des réunions pour les trois sous-régions : réunion sous-régionale de suivi pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, tenue aux Seychelles en février 1999 ; réunion de suivi pour l'Afrique centrale en juin 1998 ; et réunion de suivi pour l'Afrique du Nord en octobre 1998. Ces réunions ont été organisées pour offrir aux participants, parmi lesquels se trouvaient des ministres responsables des affaires féminines, des femmes parlementaires, des représentants des ONG et des OIG, une occasion d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et de la Plate-forme d'action de Dakar. Les réunions ont également été une occasion de faire le point en ce qui concerne l'élaboration des plans d'action nationaux et de définir des lignes directrices pour le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action et de la Plate-forme au niveau national.

Les différentes réunions sous-régionales ont été couronnées par la tenue de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes, à Addis-Abeba, en novembre 1999. L'objectif de la Conférence était de procéder à un examen à mi-parcours des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan mondial d'action et de la Plate-forme d'action. Elle a examiné et évalué les progrès accomplis par les pays africains en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes tenant compte des préoccupations des femmes dans les douze domaines critiques du Plan d'action de Beijing. Des rapports d'activité ont été soumis à la Conférence par les



gouvernements de la plupart des pays africains. Des rapports d'évaluation couvrant les douze domaines critiques ont également été soumis à la Conférence par l'OUA, la BAD, plusieurs ONG et organismes des Nations Unies, notamment la CEA. Les douze domaines critiques, qui ont été classés par ordre de priorité, sont : la lutte contre la pauvreté, l'éducation des femmes, la santé, les droits humains, les femmes aux postes de décision, la violence à l'égard des femmes, les institutions, les femmes dans l'activité économique, les médias, l'environnement, la petite fille et la résolution.

L'un des principaux résultats de la Conférence a été l'adoption d'un Plan d'action africain en vue d'accélérer la mise en œuvre aux niveaux national, sous-régional et régional, de la Plate-forme de Dakar et du Programme d'action de Beijing durant la période 2000 – 2004. Le plan propose des stratégies et mécanismes pour surmonter des problèmes qui ont été identifiés comme des obstacles à la mise en œuvre de la Plate-forme et du Programme d'action. La Plate-forme africaine d'action a été adoptée par le Conseil des Ministres de l'OUA lors de sa réunion tenue à Addis-Abeba en mars 2000.

Dans le cadre de l'évaluation de la mise en œuvre de la Plate-forme de Dakar et du Programme d'action de Beijing, la CEA a participé à une réunion d'un groupe spécial d'experts organisée par la Division pour la promotion des femmes du siège sur Beijing+5 : 5 ans après qui a eu lieu à Beyrouth (Liban) en novembre 1999 ainsi qu'à la session spéciale sur Beijing+5 qui a eu lieu à New York en juin 2000.

Durant la période considérée, le secrétariat de la CEA a organisé une conférence internationale sur les femmes africaines et le développement économique à Addis-Abeba en mai 1998, dans le cadre des activités marquant le 40ème anniversaire de la Commission. Lors de la Conférence, qui avait vu la participation de 1000 femmes et hommes représentant les gouvernements africains, la société civile, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les organisations internationales, ainsi que des chefs d'Etat africains, les domaines dans lesquels les Etats doivent entreprendre des actions d'urgence pour honorer les engagements qu'ils ont pris de promouvoir la mise en œuvre du Programme d'action et de la Plate-forme, ont été mis en relief. Pour donner suite à la décision prise lors de la Conférence de mettre en place un mécanisme permettant d'associer les femmes à la prise de décision dans le processus de paix, un Comité «paix et développement», composé de 16 femmes africaines et bénéficiant d'un statut consultatif auprès des organes les plus élevés de l'OUA et de la CEA, a été officiellement mis en place en novembre 1998. Le Comité, qui a son secrétariat à la CEA, a tenu sa première réunion en décembre 1998, au cours de laquelle il a élu son bureau, élaboré et adopté un programme de travail biennal. Le Comité a pour mandat, entre autres, de veiller à ce que les préoccupations des femmes soient prises en compte dans toutes les initiatives de résolution de conflits sur le continent.

Dans le cadre des activités pour la responsabilisation économique et sociale des femmes, le secrétariat a organisé, en juin 1998, un voyage d'étude de trois semaines en Inde et au Sri Lanka à l'intention de femmes entrepreneurs qui s'intéressent aux technologies de transformation des produits alimentaires. Vingt-huit participantes d'Afrique du Sud, du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de l'Ethiopie, du Ghana, de la Guinée, du Kenya, du Mali, du Mozambique, du Nigeria et de la Tanzanie ont pris part à ce voyage, dont l'objectif était de permettre à des femmes africaines de partager leur savoir-faire avec leurs homologues d'Asie et d'établir des partenariats d'apprentissage avec elles. Le voyage d'étude leur a permis de connaître de nouveaux principes d'exploitation commerciale et méthodes générales de fabrication. Elles ont également bénéficié d'une formation pratique en matière de transformation de fruits, de confection et de transformation et de conditionnement de produits laitiers. Les participantes ont également été initiées au concept de «village de production pour l'exportation», lequel a permis au Sri Lanka

d'exporter directement, à partir des zones rurales, des produits vers les marchés internationaux. Les institutions indiennes de technologie et les autorités locales ont pris l'engagement ferme de parrainer des démonstrations technologiques, d'accorder des bourses pour des cours de formation de courte durée et des conditions préférentielles aux femmes entrepreneurs africaines qui leur commandent des équipements.

Toujours dans le contexte de la promotion économique et sociale des femmes, le secrétariat a réalisé six enquêtes sur l'accès des femmes à la terre et aux technologies agricoles en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest. Les enquêtes ont fait ressortir les obstacles que doivent surmonter les femmes pour bénéficier de ces ressources et des mesures et des actions adéquates pour faire face à ces problèmes y sont proposées. Des activités de suivi de ces enquêtes ont été lancées en novembre 1998, à l'occasion de la réunion d'un groupe spécial d'experts, tenue à Addis-Abeba, en vue d'un échange d'informations sur les résultats des enquêtes et de l'adoption de stratégies favorisant l'accès des femmes aux moyens de production. De même, les résultats des enquêtes ont fait l'objet de discussions lors de la réunion sous-régionale de suivi du Sommet de Beijing pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, tenue en février 1999.

D'autres activités ont été entreprises par le secrétariat dans le cadre de la promotion économique et sociale des femmes, dont la création de deux centres sous-régionaux de promotion des affaires (un en Afrique de l'Ouest et un autre en Afrique de l'Est et en Afrique australe) pour : dispenser une formation, fournir des informations et améliorer la collaboration en réseau entre femmes entrepreneurs ; l'organisation d'une réunion de suivi du voyage d'étude en Inde et au Sri Lanka, tenue à Bujumbura (Burundi), en juin 1999, l'organisation d'un atelier de formation sur le perfectionnement des compétences en matière de leadership à l'intention des femmes entrepreneurs et gestionnaires à Entebbe (Ouganda) en décembre 1998 ; un forum sur les grandes options pour la responsabilisation économique des femmes à Dar es-Salaam (Tanzanie) en juillet 1999. La tenue d'un atelier de formation sur la mise au point et l'application d'indicateurs spécifiques sur les femmes pour le suivi de la responsabilisation économique des femmes à Johannesburg (Afrique du Sud) en octobre 1999. En outre, le secrétariat a pris part aux réunions suivantes : Forum de la FAO sur les femmes rurales et l'information, tenu à Rome en octobre 1999, deuxième Foire commerciale mondiale et Forum des investissements tenu à Addis-Abeba en octobre 1998 ; réunion de suivi de la Conférence sur les femmes et le droit, organisée par la Banque mondiale à Washington D.C. en septembre 1999.

Durant la période considérée, le secrétariat a fourni une assistance technique à plusieurs Etats membres et organisations non gouvernementales dans le domaine de la promotion économique et sociale des femmes. C'est ainsi qu'une assistance a été fournie à l'Ile Maurice pour la conception d'un programme de micro-crédits en faveur des femmes entrepreneurs, à la Fédération africaine des femmes entrepreneurs (AFWE) pour l'organisation de la deuxième Foire commerciale mondiale et deuxième Forum des investissements en octobre 1998, au Botswana, au Lesotho et au Rwanda, dans divers domaines ayant trait à la responsabilisation économique des femmes.

Pour répondre aux demandes de certains Etats membres et d'institutions intéressées, le secrétariat a fourni des services consultatifs techniques pour la prise en compte de la question de la parité dans les politiques et programmes nationaux, ainsi que pour l'élaboration de plans d'action nationaux en faveur des femmes. Ces services consultatifs ont été fournis à l'Ile Maurice, au Malawi, à l'Ouganda, à la BAD, à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et à l'Institut international de recherches agricoles en zone tropicale et semi-aride (ICRISAT). La promotion de la femme étant l'un des thèmes intersectoriels revêtant une grande importance pour le renouveau de la CEA, le Centre africain pour la femme (CAF) a reçu

mandat de doter les divisions organiques de la CEA et les CDSR de capacités permettant d'intégrer la problématique hommes - femmes et fournissent des services plus efficaces permettant d'assurer la parité dans leurs programmes. Dans ce cadre, plusieurs ateliers ont été organisés par la CEA à l'intention des fonctionnaires de haut niveau, l'objectif étant de les familiariser avec les principes de base en matière d'analyse différentielle en fonction du sexe et de les aider à mettre au point des indicateurs et des outils qui leur permettent de s'assurer que la question de la parité entre l'homme et la femme est bien prise en considération dans leur programme de travail.

Le secrétariat a produit un CD-ROM sur la condition de la femme en Afrique afin de fournir des informations pertinentes et fiables sur le rôle des femmes dans le processus de développement en Afrique. Ce CD-ROM complète les brochures sur les pays lancées en avril 1998, à l'occasion des activités marquant le quarantième anniversaire de la CEA, dont le thème était : « Les Femmes africaines et le développement économique : investir dans notre avenir ».

### **G. Appui aux activités de développement à l'échelle sous-régionale**

Les activités au titre de ce sous-programme ont été exécutées par les CDSR de la CEA. Etablis en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique du Nord, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest, les cinq CDSR de la CEA constituent des relais importants, au niveau sous-régional, entre la Commission et les différentes communautés économiques régionales, ce qui est un moyen de donner une plus grande audience à la CEA.

Les CDSR ont pour première fonction de promouvoir la coopération et l'intégration régionales en fournissant un appui technique efficace pour l'adoption de solutions collectives aux problèmes de développement communs, au niveau sous-régional, en collaboration avec les organisations intergouvernementales et les communautés économiques régionales mises en place pour mener l'intégration économique dans les diverses sous-régions du continent. Les CDSR facilitent également la collaboration en réseau et l'échange d'informations, la diffusion des recommandations politiques de la CEA et des publications techniques sur les questions de coopération et d'intégration régionales, et ils mènent également des activités en matière de plaidoyer et de renforcement des capacités, à travers l'organisation de forums sur les politiques, de séminaires, d'ateliers de formation et la fourniture de services consultatifs techniques aux commissions économiques régionales, aux OIG et aux ONG. La section qui suit récapitule les principales activités entreprises par les cinq CDSR au cours de la période considérée.

#### **1. Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale (CDSR-AC)**

Au cours de la période considérée, le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale s'est employé à fournir aux communautés économiques régionales un appui technique efficace, afin de créer des synergies dans la sous-région et permettre la réalisation des objectifs de l'intégration régionale. A cet égard, il a apporté son assistance à la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), pour organiser les réunions des Ministres et le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, tenus en juin 1999 à Malabo (Guinée équatoriale), dans le cadre du programme de relance de cet organe régional. Le secrétariat a fourni cette assistance, suite à la demande faite, en février 1998, par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC.

En ce qui concerne le renforcement de la coopération régionale dans le domaine de la valeur et de l'exploitation des ressources minérales, le Centre et le Ministère des mines, de l'énergie et du pétrole du Gabon ont signé, en octobre 1998, un accord de coopération en vertu duquel le Centre

- fournirait une assistance permettant de relancer le Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale (CAMRDC).

- Le CDSR a organisé trois réunions du Comité intergouvernemental d'experts. La seizième et la dix-septième réunions se sont tenues les 10 et 11 juin 1999 à Malabo et la dix-huitième, du 10 au 12 avril 2000, à N'Djamena (Tchad). Elles ont porté sur les activités du Centre en 1998 et 1999 et sur le programme de travail pour la période biennale 2000-2001. Elles ont également permis d'examiner les rapports et les études ci-après, préparés par le Centre: *Rapport d'activité du Centre de développement sous-régional d'Afrique centrale*; *Rôle des ONG dans le renforcement du processus d'intégration régionale en Afrique centrale*; *Les conflits en Afrique centrale et l'intégration régionale*; *Publication technique conjointe du CDSR-AC, de l'UDEAC et de la CEMAC sur l'industrie minière en Afrique centrale*; *Rôle des technologies nouvelles de l'information et de la communication dans le renforcement du processus de l'intégration régionale en Afrique centrale*; *Rôle et place des réseaux de femmes dans le développement national et l'intégration régionale*; *Rapport sur l'industrie du pétrole en Afrique centrale*; *Le développement de l'Afrique face à Internet*; *Relance de la CEMAC: cadre stratégique pour l'intégration régionale et la coopération sous-régionale en Afrique centrale*; *Evaluation de la viabilité des cadres de réglementation relatifs à l'environnement en matière d'extraction et de traitement des ressources minérales et énergétiques*.

Le Centre a présenté les documents suivants à la dix-huitième réunion du Comité intergouvernemental d'experts, tenue en avril 2000: *Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique centrale, 1998*; *Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique centrale, 1999*; *IPAnet et Plink (modèles des réseaux de l'AMGI)*; *Projet de règlement intérieur du réseau des femmes d'Afrique centrale*; *Relance de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, un élément capital pour faire de l'intégration un puissant moteur de développement en Afrique centrale*; *Rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le renforcement du processus de l'intégration régionale en Afrique centrale*; *Croissance, convergence et intégration dans les pays de la CEMAC*; *Croissance, convergence et intégration en Afrique centrale*; *Les femmes et le micro-crédit au Cameroun*; *Un modèle d'équilibre général relatif à la République centrafricaine*.

Le Centre a organisé diverses activités à l'appui du renforcement des capacités ou y a pris part. Il s'agit notamment de réunions, conférences, séminaires, ateliers destinés à renforcer les capacités des Etats membres dans plusieurs domaines comme: le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le développement; les questions interdépendantes de sécurité alimentaire, population et environnement; le renforcement des capacités de gestion du secteur public et des ONG; les questions de parité et le développement. (Pour une liste complète des activités du Centre pendant la période examinée, voir la section correspondante de l'annexe ci-jointe).

Le CDSR a également participé aux activités du système des coordonnateurs résidents. Il joue le rôle de chef de file pour ce qui est de promouvoir la coopération et l'intégration régionales et de connecter à Internet les organismes des Nations Unies basés à Yaoundé (Cameroun). Sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies s'est traduite, notamment, par l'organisation de réunions et de conférences et par l'élaboration, par exemple, du *Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique*, qui met l'accent sur des questions d'actualité comme la libéralisation, la privatisation, la mondialisation, le Cycle d'Uruguay, le franc CFA ou la monnaie unique européenne, ainsi que sur des points touchant à la coopération et l'intégration dans la sous-région.

Le Centre coopère aussi avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), afin de promouvoir les investissements, par la création de mécanismes destinés à faciliter l'investissement dans la sous-région. C'est ainsi qu'il a apporté une assistance technique à certains Etats membres pour la mise en place de leur agence de promotion des investissements.

## 2. Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Est (CDSR-AE)

Au cours de la période examinée, le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Est, dont le siège est à Kigali (Rwanda), s'est attaché à: appuyer les efforts que ses Etats membres déploient pour promouvoir la coopération et l'intégration régionales, à travers l'harmonisation de leurs politiques monétaires, budgétaires et d'investissement; encourager le développement du secteur privé; promouvoir la mise en place d'infrastructures matérielles et sociales; apporter une assistance en matière de parité dans les programmes et les politiques des Etats membres; enfin, appuyer le renforcement des capacités des communautés économiques régionales (CER) et des organisations intergouvernementales (OIG), pour assurer leur bon fonctionnement. Dans la poursuite de ces objectifs, il a mené un certain nombre d'activités, souvent en collaboration avec d'importantes CER ou OIG comme le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Commission de l'océan Indien (COI), l'Organisation pour l'aménagement et le développement du bassin de la rivière Kagera (OBK), la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) ou l'Autorité de coordination du transport en transit du couloir septentrional.

Le Centre a mené des études importantes en faveur de l'harmonisation des politiques et des programmes, dans le secteur des transports et des communications. Il s'agit, entre autres, d'une étude de marché relative au transport sur les lacs Tanganyika et Kivu, destinée au COMESA, à la CEPGL et à l'Autorité de coordination du transport en transit du couloir septentrional; d'une étude sur la coopération sous-régionale en matière d'entretien et de balisage des eaux navigables; d'une évaluation des ports du lac Victoria, à l'intention de la CAE et de l'Autorité de coordination du transport en transit du couloir central.

Le CDSR a également élaboré plusieurs rapports et études pour encourager la constitution de réseaux et l'échange d'informations pour le développement: *une évaluation du développement urbain dans la région des Grands Lacs; une évaluation des ports du lac Victoria; modalités de l'accès et du droit des femmes aux biens fonciers en Afrique australe; une étude de faisabilité sur les mécanismes financiers décentralisés, à l'appui de la décentralisation au Rwanda; Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Est; politiques, stratégies et méthodologies relatives au contrôle et à la gestion de la jacinthe d'eau dans le bassin du lac Victoria; évaluation des effets socio-économiques de la jacinthe d'eau dans le bassin du lac Victoria; caractéristiques de la parité dans les pays d'Afrique de l'Est; rapport sur la sécurité alimentaire, la population et l'environnement dans un groupe de pays d'Afrique de l'Est.*

Le Centre a publié une étude des conditions économiques et sociales dans la sous-région, qui a fourni des données et des informations très utiles aux rapports sur le bilan de pays, élaborés par les organismes des Nations Unies et d'autres organismes de développement. Il a également organisé: un séminaire de haut niveau sur les technologies de l'information; une conférence sur la parité et le droit; un séminaire sur l'aptitude à diriger, à l'intention des femmes; un colloque sur le renforcement des capacités requises dans le domaine de la parité et celui de la coopération sous-régionale. En outre, il a mené des études sur les droits fondamentaux de la femme et sur ses droits au regard de la loi et sur l'accès des femmes aux biens de production, au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda.

Par ailleurs, le Centre a contribué à l'organisation des réunions de suivi du Sommet de Copenhague et de la Conférence de Beijing, pour les sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe; il a élaboré des rapports d'activité qui ont été présentés à ces réunions.

Sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies a porté, notamment, sur le bilan commun de pays de la sous-région, ainsi que sur l'harmonisation des cycles de programmation et l'élaboration d'un cadre commun en matière d'assistance.

Le CDSR a mené d'importantes activités dans les domaines ci-après: femmes et développement; transport et communication; développement durable et financement; enquêtes et analyses économiques.

Concernant les "femmes et le développement", les principales activités ont été les suivantes:

a) Elaboration d'approches méthodologiques et collecte de données pour la préparation de recueils de statistiques et de séries de données qualitatives - les caractéristiques de la parité en Erythrée, au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda ont été examinées par la suite, lors d'une réunion de groupe d'experts.

b) Préparation d'exposés sur l'intégration de la parité dans le processus budgétaire, à deux réunions: l'une au Parlement rwandais et l'autre, à Nairobi (Kenya), sous les auspices de l'Union internationale des parlements.

c) Appui à la dynamique de Beijing, par l'organisation d'un colloque sous-régional préparatoire à la Conférence régionale sur l'évaluation globale du Programme d'action de Beijing. Des rapports sur la situation des pays ont été examinés et plusieurs thèmes relatifs à la femme en Afrique de l'Est ont été abordés (droits fonciers, santé en matière de reproduction, leadership et participation, etc.).

d) Préparation d'un cadre relatif à l'intégration de la parité dans les stratégies, les politiques et les programmes de développement au Rwanda, pour la mise au point de la politique nationale en matière de parité.

Dans le domaine du transport et des technologies de l'information et de la communication, les principales activités ont été les suivantes:

a) Prestation de services consultatifs au secrétariat de l'Accord sur le transport en transit dans le couloir septentrional et aux Etats membres, sur les voies et moyens de nationaliser et de rationaliser davantage les procédures de facilitation du transport dans le couloir.

b) Mise au point d'une étude entamée sur les ports du lac Victoria: diagnostic et plan de restructuration pour donner au lac un rôle clé dans le transport multimodal dans la sous-région. L'étude a été examinée par les Etats membres de la CEA, puis par ces derniers et la Caisse française de développement.

c) Elaboration, en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Autorité de coordination du transport en transit du couloir septentrional, le COMESA, la CEPGL et le Gouvernement rwandais, de plusieurs rapports thématiques sur le commerce et la facilitation du transport; organisation d'un séminaire à l'intention des Etats

membres qui utilisent les couloirs septentrional et central. Le séminaire a porté sur des questions relatives à la facilitation du transport dans les couloirs septentrional, central et méridional et révélé plusieurs projets intéressant directement le Rwanda: création d'un réseau général d'information du pays, dans le cadre du projet de Système d'information avancée sur les marchandises (SIAM) du COMESA; création de pôles commerciaux permettant de fournir l'information nécessaire et de rationaliser les services d'appui au commerce et au transport; étude sur la navigabilité de la rivière Kagera jusqu'au lac Victoria, comme moyen de diversifier les voies navigables des Etats membres de l'Organisation pour l'aménagement et le développement du bassin de la rivière Kagera (OBK), y compris le Rwanda et le Burundi; amélioration de la sécurité de la navigation sur le lac Tanganyika.

En matière d'environnement et de développement durable, les principales activités ont été les suivantes:

a) Réalisation d'études sur la lutte contre la jacinthe d'eau et sur sa gestion et création d'un groupe de travail d'experts sur la question.

b) Elaboration d'un rapport et mise en place d'un groupe de travail d'experts sur la planification et la gestion du développement urbain en Afrique de l'Est; appui à un groupe de travail d'experts traitant de l'impact de l'urbanisation sur l'environnement autour du lac Victoria.

c) Elaboration de rapports de pays (Ethiopie, Kenya, Madagascar, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) sur la sécurité alimentaire, la population et l'environnement et préparation d'un séminaire sous-régional.

En matière d'études et d'analyses économiques, le Centre a rédigé le *Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Est, 1999-2000*. Il a organisé un séminaire national sur les conclusions d'une étude de faisabilité qu'il a menée sur des mécanismes financiers décentralisés. Il a fourni une assistance à la République démocratique du Congo (RDC) et aux Etats membres de la CEMAC pour la création d'une autorité internationale du bassin du fleuve Congo et pour l'harmonisation des réglementations relatives aux voies navigables intérieures; il a également apporté un appui à l'élaboration de la politique du Rwanda en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) et jeté les bases du premier plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication (INIC) pour la période 2000-2005.

### 3. Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord (CDSR-AN)

Le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord, basé à Tanger (Maroc), a considérablement élargi le cadre de ses activités et de ses services pour promouvoir la coopération et l'intégration sous-régionales, ainsi que le développement socio-économique de ses Etats membres. Il a mené toute une série d'activités au sein et en dehors de la sous-région. Il a assuré, notamment, l'organisation et le secrétariat des réunions de suivi de la Conférence mondiale sur les femmes et du Sommet mondial sur le développement social, qui se sont tenues, respectivement, en octobre 1998 et en mars 1999. La réunion de suivi du Sommet social a adopté la Déclaration de Marrakech, dans laquelle les Etats membres renouvellent leur engagement à mettre en oeuvre le Plan d'action de Copenhague pour réaliser les objectifs sociaux de création d'emplois, de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de l'enseignement et de la santé.

Pendant la période considérée, le Centre a organisé les réunions et conférences ci-après ou y a pris part: deux ateliers organisés par l'Espagne, l'un consacré à la désertification en Afrique du Nord et l'autre à l'impact de l'euro sur les économies de la sous-région; la Conférence des ministres africains de la fonction publique (décembre 1998); la Conférence nationale sur l'emploi (décembre

1998); un atelier sur la lutte contre la pauvreté (juin 1999); la Foire commerciale afro-arabe (avril 1999); la troisième réunion du Comité de suivi de l'application de la Déclaration de Dakar/Ngor (DDN) et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (octobre 1998, Addis -Abeba); la réunion de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur le développement et la coordination des activités régionales relatives aux produits forestiers, à l'exclusion du bois, au Moyen-Orient; la Conférence sur la science et la technologie en Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle, organisée par l'Académie africaine des sciences (avril 1999, Tunisie); un séminaire sur l'irrigation et la gestion des eaux en Afrique du Nord (octobre 1999, Le Caire); une conférence sous-régionale sur le VIH/SIDA, organisée en collaboration avec le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (CAFRADES) et l'Université du Maghreb (novembre 2000, Tripoli (Libye)); un séminaire sur le commerce, l'investissement et la gestion de la dette en Afrique du Nord (novembre 1999, Tanger).

Le Centre a également organisé la quinzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE), qui a examiné le programme de travail de la période biennale précédente et fixé des priorités pour la prochaine période biennale. Les travaux du Comité ont porté, en outre, sur les rapports et les études ci-après: *Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord; Irrigation et gestion des eaux en Afrique du Nord; Etudes prospectives à long terme; Rapport de la réunion du groupe spécial d'experts sur l'équité entre les sexes et l'émancipation économique et sociale des femmes; Dette, investissement et commerce dans les pays d'Afrique du Nord; Bulletin sur le développement de l'Afrique du Nord* (Numéros 5 et 6).

Zone aride, l'Afrique du Nord est particulièrement vulnérable à la dégradation des terres et au déboisement, qui sont accentués par l'accroissement rapide de la population. Le défi à relever est donc d'assurer la sécurité alimentaire tout en préservant une couverture végétale fragile. Aussi le Centre s'efforce-t-il résolument de sensibiliser les dirigeants à ces questions et de faire des recommandations fondées sur les meilleures pratiques. C'est pourquoi, la quatorzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts a mis l'accent sur les interdépendances entre sécurité alimentaire, population et protection de l'environnement, sans pour autant négliger la question des dettes extérieures. Les experts ont adopté un cadre d'orientation sous-régional relatif à ces questions. Ils ont également examiné une étude intitulée "Rapport sur la coordination et l'harmonisation des politiques, des stratégies et des productions alimentaires et agricoles en Afrique du Nord".

D'autres publications et documents d'information préparés par le Centre ont été présentés à diverses instances: *Annuaire sur la gestion des interdépendances entre sécurité alimentaire, population et protection de l'environnement*, qui fournit des orientations politiques et stratégiques permettant aux gouvernements et aux ONG de renforcer les activités qu'ils mènent pour le développement durable; *rapports annuels sous-régionaux et nationaux sur les tendances économiques et sociales* (sept pays); *bulletin semestriel sur les questions de développement; communication sur le commerce des services entre l'Afrique et le monde arabe*, présentée en avril 1998 à la Foire commerciale afro-arabe; document sur *les produits forestiers, à l'exclusion du bois; étude sur les perspectives à long terme et l'emploi en Afrique du Nord; étude sur le processus d'intégration de l'Union européenne et de l'Union du Maghreb arabe*.

Ces publications sont désormais de véritables outils de diffusion et d'échange d'informations sur le développement et sur les tendances économiques et sociales actuelles, auprès d'un public étendu: pouvoirs publics, société civile, secteur privé, etc. Les réactions favorables des lecteurs montrent clairement que ces publications contribuent à renforcer la présence de la CEA dans la sous-région.



Le Centre a renforcé la collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et avec d'autres organisations dans la sous-région, en participant aux diverses réunions interinstitutions organisées régulièrement par le Coordonnateur résident des Nations Unies au Maroc et en apportant, dans plusieurs secteurs, sa contribution au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Il a également participé aux réunions du Conseil d'administration du Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD) et organisé, en collaboration avec l'Union du Maghreb arabe (UMA), un atelier sur l'harmonisation des politiques budgétaires dans la région de l'UMA.

Il a tenu avec le Gouvernement marocain plusieurs réunions qui ont abouti à la signature, en mars 1999, de l'Accord de siège. En outre, le Centre a préparé une réunion tripartite de haut niveau, en juin 2000, entre le Secrétaire général de l'UMA, la Secrétaire exécutive adjointe de la CEA et le Représentant résident du PNUD au Maroc, à l'issue de laquelle a été publié un communiqué conjoint, qui présente les grandes lignes d'un programme d'activités visant à concrétiser les dispositions relatives à la coopération et à l'intégration, à travers l'exécution de projets dans des domaines comme le transport, la désertification et l'environnement, la gestion des ressources en eau, la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication ou les questions de parité.

#### 4. Centre de développement sous régional pour l'Afrique australe (CDSR-AA)

Au cours de la période considérée, le Centre de développement sous régional pour l'Afrique australe (CDSR-AA) a organisé la cinquième et la sixième réunions du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) et en a assuré le secrétariat. La cinquième réunion du Comité, qui s'est tenue en octobre 1998 à Lusaka (Zambie), a permis de rappeler l'importance du travail en réseau et d'une collaboration réelle entre la CEA et les CER dans la sous-région, dans le souci d'accentuer les synergies et d'éviter le double emploi. A la sixième réunion du Comité, tenue en avril 2000 à Windhoek (Namibie), les experts ont examiné des questions telles que les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Est, en mettant l'accent sur l'impact de la criminalité sur le développement économique et social de la sous-région. D'autres points ont été examinés lors de cette réunion: questions démographiques, sociales et de parité découlant des décisions prises par diverses conférences régionales et mondiales; application du modèle Population, environnement, développement et agriculture (PEDA) dans l'élaboration des options touchant à la sécurité alimentaire; planification nationale relative aux technologies de l'information et de la communication en Afrique australe. Des organisations sous-régionales et régionales, comme l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le COMESA, la COI ou la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ont participé à la réunion.

Plusieurs réunions de groupes spéciaux d'experts et ateliers ont été organisés pour encourager le travail en réseau et l'échange d'informations. Il s'agit, notamment, d'un séminaire de haut niveau, tenu en avril 1998, sur la parité et l'émancipation économique et sociale de la femme; d'une réunion de groupe spécial d'experts sur des options relatives à l'adoption de politiques nationales intégrées de lutte contre le VIH/SIDA dans la sous-région; d'une réunion de groupe spécial d'experts sur la gestion des interdépendances entre sécurité alimentaire, population et environnement, organisée en collaboration avec la FAO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), pour élaborer un projet de cadre directeur régional permettant d'intégrer ces interdépendances dans les plans de développement des Etats membres; un atelier sous-régional sur l'édification de l'infrastructure nationale d'information et de communication (INIC) en Afrique australe; un Forum, tenu en juin 1999, sur les options en matière de promotion de l'émancipation économique et sociale des femmes,

grâce aux technologies de l'information et de la communication; un atelier sur la promotion du commerce et de l'investissement en Afrique australe, tenu en novembre 1999 à Lusaka (Zambie) et un atelier sous-régional sur le développement économique et social intégré en Afrique australe, qui a permis de partager des données d'expériences sur l'adoption et la mise en oeuvre effective des études nationales de prospective à long terme.

Au cours de la période considérée, le Centre a préparé plusieurs publications de nature à faciliter l'échange d'informations dans la sous-région, à savoir, entre autres: *Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique australe, 1998-1999*; *Bulletin sur le développement de l'Afrique australe* (trois numéros), *moyen d'informer les Etats membres de la sous-région sur le développement*; *cadre d'action sur l'interdépendance entre population, sécurité alimentaire et environnement en Afrique australe*; *Actes de la réunion du groupe ad hoc d'experts sur les questions interdépendantes*; *Cadre institutionnel de coopération dans le domaine de la mise en valeur des minéraux en Afrique australe*.

Le CDSR a également organisé les réunions sous-régionales de suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et du Sommet mondial pour le développement social. Il a participé aux réunions au sommet des organes délibérants du COMESA et de la SADC, ainsi qu'à celles de leurs Conseils des ministres respectifs et à quelques réunions sectorielles. Il a pu ainsi contribuer à la formulation des orientations de ces institutions et déterminer les domaines où il pourrait leur apporter une assistance.

Il a accordé une assistance technique à plusieurs Etats membres et à leurs OIG. Il a aidé, par exemple, le COMESA, à restructurer son secrétariat et à évaluer les besoins de formation de son personnel; la SADC, à élaborer son rapport économique pour 1998 et 2000, son étude économique annuelle pour 1999, sa Conférence annuelle des ministres responsables de la population et du développement et les modalités d'application du cadre stratégique de lutte contre le VIH/SIDA, pour une plus grande collaboration entre les hommes et les femmes; la Commission des transports et des communications de l'Afrique australe (SATCC) de la SADC et le COMESA, à concevoir un programme conjoint pour la mise en place d'un système de transport efficient en Afrique australe et en Afrique de l'Est; le COMESA et la SADC, à définir les grandes lignes d'un programme de sécurité routière en Afrique australe, dans le cadre de l'Initiative en matière de sécurité routière en Afrique. Le Centre a également fourni une assistance technique à certains Etats membres, dans les domaines suivants: gestion de la sécurité de la circulation routière; formulation d'une politique nationale de l'information et des communications; élaboration d'une politique en matière de parité; politique en matière de population et développement; élaboration de documents sur la stratégie de lutte contre la pauvreté; mise en place de microfinancements en faveur des petites et moyennes entreprises. Le Mozambique, le Swaziland et la Zambie ont bénéficié de cette assistance. En outre, deux ateliers nationaux ont été organisés, l'un en mars 1998 en Zambie sur la promotion du secteur informel en Afrique et l'autre, dans la deuxième quinzaine d'août 1999, à l'intention des hauts fonctionnaires du Ministère des finances du Lesotho.

La collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies en Zambie a donné lieu à des activités conjointes destinées à appuyer la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique et à d'autres activités comme les réunions mensuelles de coordination des chefs des organismes des Nations Unies et des divers groupes de travail interinstitutions sur la population, le programme d'investissement dans le secteur agricole, le VIH/SIDA, le programme de développement du secteur privé, l'emploi et les modes de subsistance viables, la parité et la bonne gouvernance. Le Centre a participé activement à l'élaboration, sous la direction du PNUD, du projet de triangle de croissance "Zambie-Malawi-Mozambique", visant à promouvoir la croissance

et le développement durables, à travers l'augmentation des échanges et des investissements entre les trois pays.

Dans le cadre du renforcement de la présence de la CEA dans la sous-région, le Centre a apporté son appui au projet de promotion du développement du secteur informel en Zambie, exécuté par la Division de la gestion du développement (DGD) à la CEA. Il a organisé un certain nombre d'ateliers et de points de presse sur la question.

Les activités menées pendant la période considérée ont contribué à renforcer les capacités institutionnelles des CER de mieux exécuter leurs programmes; à faire mieux comprendre la problématique du développement dans la sous-région et à y renforcer la présence de la CEA.

#### 5. Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest (CDSR-AO)

Au cours de la période considérée, le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest (CDSR-AO), dont le siège est à Niamey (Niger), a organisé deux réunions de son organe délibérant, le Comité intergouvernemental d'experts (CIE). La première réunion du CIE, tenue en mars 1999 à Conakry (Guinée), a permis aux experts d'examiner les rapports suivants: *Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest, 1998*; promotion de la parité et d'un réseau viable de bases de données; étude technico-économique du projet pilote de production et d'utilisation de la gomme de xanthane; prévalence, causes et conséquences du VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest. La seconde réunion du CIE s'est tenue du 5 au 11 juin 2000 à Abuja (Nigéria). Elle a porté sur le programme de travail du Centre pendant la période biennale écoulée et sur les priorités de la période biennale suivante.

Le Centre a organisé plusieurs réunions de groupes spéciaux d'experts sur diverses questions touchant au développement. Il a élaboré un certain nombre de rapports et d'études qui ont servi de documents de travail lors de ces réunions, à savoir: une étude sur l'accroissement du commerce intra-régional et extérieur et des transferts nets d'investissement en Afrique de l'Ouest; une étude de faisabilité et un plan d'action pour la création de services sous-régionaux de cabotage en Afrique de l'Ouest et du centre; un rapport sur la mise en oeuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor (DDN) et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD); des directives pour promouvoir l'échange d'informations et le travail en réseau sur l'Intranet de l'Afrique de l'Ouest; une étude sur la modernisation du secteur informel en Afrique de l'Ouest, qui a été passée en revue lors d'une réunion de groupe spécial d'experts, tenue en juin 2000 à Abuja.

Un séminaire sur l'intégration physique en Afrique de l'Ouest (Abuja, juin 2000) a permis de souligner l'importance d'un réseau intégré de transport et de communications, pour le développement socio-économique de la sous-région. Le Centre a pris part à d'autres réunions, conférences et séminaires et y a fait de précieuses contributions: réunion de groupe spécial d'experts sur les stratégies de développement de l'Afrique, tenue en mars 2000 à Addis-Abeba; réunion du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), tenue en mars 2000 à Conakry, pour commémorer le 21<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur les réfugiés; deuxième réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres de la CEA, tenue en mai 2000 à Abuja, qui a examiné les préparatifs de l'évaluation à mi-parcours des engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement et a adopté le Plan à moyen terme pour la période 2002-2005; dix-neuvième session de la Conférence des ministres de l'Autorité du bassin du Niger, tenue en septembre 2000 à Cotonou (République du Bénin); cinquième session du Comité régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique de l'Ouest, tenue en septembre 2000 à Ouagadougou (Burkina Faso); Forum pour la validation du Programme d'action national de lutte

contre la désertification et de gestion des ressources naturelles, tenu en septembre 2000 à Niamey et atelier sur l'accès des femmes aux services juridiques et judiciaires en Afrique subsaharienne, tenu en novembre 2000 à Lomé (Togo).

Etant chargé de coordonner le Programme de la CEA relatif à la consolidation de la paix et à la reconstruction dans les pays sortant d'un conflit, qui est appliqué actuellement dans les pays de l'Union du fleuve Mano (Guinée, Libéria et Sierra Leone), le Centre a organisé, en mars 2000 à Conakry, la deuxième réunion consultative des organismes des Nations Unies et des autres entités régionales et sous-régionales qui interviennent dans cette initiative. La réunion a permis, entre autres, de faire le point sur les activités et les programmes des divers organismes dans les trois pays concernés; d'examiner des propositions relatives à des projets à caractère sous-régional et un projet de pacte sous-régional de stabilité et de solidarité. Le Centre a également participé aux réunions des organes délibérants de l'Union du fleuve Mano, qui ont examiné et adopté des résolutions axées sur la reprise de la coopération entre les trois pays et la relance de l'Union, en vue du rétablissement de la confiance et de la reconstruction après les conflits.

Le Centre a fait paraître des publications tant périodiques que non périodiques. Les publications périodiques sont: le *Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest*, qui décrit les résultats macro-économiques des pays de la sous-région, en mettant l'accent sur des indicateurs et des évolutions politiques clés; deux numéros du *Bulletin sur le développement de l'Afrique de l'Ouest*, 1998; le *Répertoire des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest* et le *Compendium of the Results of West African Research Centres in the Field of Improved Seeds and Modalities*, 1998 (recueil des travaux des centres de recherche ouest-africains dans le domaine des semences et des techniques agricoles améliorées, 1998). Les publications non périodiques sont les suivantes: *rapport sur la sécurité alimentaire et le développement durable (population, agriculture et environnement): intégration des dimensions démographique et environnementale dans les plans, projets et programmes de développement agricole durable; rapport sur le séminaire consacré à l'intégration physique en Afrique de l'Ouest: programme de mise en place des infrastructures; rapport sur les progrès enregistrés dans l'établissement d'un site Web de l'Afrique de l'Ouest sur le développement durable; sécurité alimentaire et développement durable eu égard en particulier aux femmes et aux groupes vulnérables dans les pays en conflit ou sortant d'un conflit en Afrique de l'Ouest: Guinée-Bissau, Libéria et Sierra Leone; gestion des interactions entre population, agriculture et environnement en Afrique de l'Ouest: vers un cadre d'action.*

Le Centre a commencé à mettre en oeuvre, dans le domaine de la sécurité alimentaire, deux projets opérationnels aux dimensions régionale et sous-régionale, financés par les Gouvernements néerlandais et japonais. Ces projets ont trait à la production et l'utilisation de farines composites et de la gomme de xanthane, aux fins du développement technologique. Les objectifs visés sont de: a) présenter aux Etats membres, aux planificateurs et à la société civile, une étude de faisabilité relative à la bonne formulation et à la mise en oeuvre de projets de transformation de produits alimentaires de base en produits modernes; b) porter à l'attention des instituts de recherche les résultats les plus récents de la recherche-développement technologique à l'échelle mondiale, dans le domaine de la production et de l'utilisation de farines composites pour le renforcement des programmes de sécurité alimentaire dans la sous-région; c) fournir aux organismes nationaux chargés des questions de normalisation et aux industries alimentaires, des directives sur les normes en matière de farines composites, pour leur permettre de se conformer aux normes nationales et internationales de la transformation des céréales locales en produits de qualité. Ces directives devraient aboutir à l'élaboration de normes nationales tenant compte de conditions locales telles que leur acceptabilité par le consommateur, fournir aux écoles professionnelles et aux industries de la farine un manuel de formateur sur la technologie et la gestion des farines composites et permettre de

contrôler la mise en oeuvre du projet de gomme de xanthane, dont l'objectif est l'utilisation de farines sans gluten. Dans son rapport final sur la mise en oeuvre du projet, le Centre a recommandé que les conclusions tirées au stade préindustriel du projet soient élargies, afin d'améliorer, de maîtriser et de contrôler la technologie à ce stade et d'identifier les conditions et les paramètres devant présider à son introduction dans le secteur industriel.

Dans le cadre du renforcement de la coopération et de l'intégration régionales, le Centre a préparé, en collaboration avec le secrétariat de l'Union du fleuve Mano, une étude sur la relance de l'Union, comme moteur de promotion de la coopération régionale entre les trois Etats membres (Guinée, Libéria et Sierra Leone). L'étude est partie intégrante de l'initiative lancée par la CEA pour la consolidation de la paix et la reconstruction après les conflits, qui est mise en oeuvre actuellement dans ces trois pays.

D'autre part, le Centre a activement favorisé la coordination des activités opérationnelles du système des Nations Unies et des institutions spécialisées ainsi que des OIG. Sa coopération avec d'autres organismes des Nations Unies a été renforcée, à travers une meilleure harmonisation des programmes, en particulier lors de la préparation des missions et des activités de suivi. C'est ainsi que le Centre a coopéré avec le Coordonnateur résident du PNUD, pour l'élaboration de la note de stratégie de pays relative au Niger, pour l'organisation d'un atelier sur les coûts et avantages de la coopération et de l'intégration régionales et pour la tenue d'une réunion d'experts sur la préparation de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et la réunion de haut niveau sur le financement du développement. Cet effort a montré l'intérêt de la programmation commune entre organismes des Nations Unies, à l'appui des activités sous-régionales de développement. Le Centre a aussi fourni une assistance technique, dans plusieurs domaines, à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), ainsi qu'à l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma et a participé aux réunions de leurs organes délibérants. Il envisage également une programmation conjointe, dans plusieurs domaines, avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), leurs Etats membres étant les mêmes.

Le Centre a élaboré un programme de collaboration avec le secrétariat de la CEDEAO, axé principalement sur l'assistance technique à fournir au secrétariat dans des domaines prioritaires comme l'intégration monétaire, les critères de convergence macro-économique ou le renforcement des capacités d'intégrer la problématique hommes-femmes dans les programmes. Il collabore déjà avec d'autres Divisions de la CEA pour fournir une assistance technique à deux institutions spécialisées de la CEDEAO: l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO) et l'Organisation ouest-africaine de la santé.

## **H. Autres programmes**

### **1. Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90**

Au nombre des activités entreprises durant la période considérée dans le cadre du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF), la CEA a organisé conjointement (avec le PNUD) trois réunions sous-régionales de suivi du Sommet mondial pour le développement social. Les trois conférences ont respectivement eu lieu à Nairobi (Kenya) en mars 1999, à Marrakech (Maroc) en mars 1999 et à Ouagadougou (Burkina Faso) en septembre 1999.

Les conférences sous-régionales de suivi ont passé en revue les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois et la réalisation des objectifs du secteur social en matière d'éducation, de santé et de bonne gouvernance. Les Etats africains ont réitéré leur engagement à réaliser ces objectifs. Les activités de suivi de la CEA lors de ces conférences ont aidé les délégations africaines à préparer la réunion du Comité préparatoire et la session spéciale de l'Assemblée générale sur le Sommet mondial pour le développement social, connu sous l'appellation « Genève-2000 ». Au cours des activités entreprises par la CEA dans ce domaine, il a essentiellement été souligné qu'il était nécessaire de renforcer les capacités des Etats membres pour la collecte et la diffusion de données fiables sur les questions de développement social.

Dans le cadre du débat actuel sur le phénomène de l'exode des compétences et du renforcement des capacités en Afrique, la CEA a, organisé une conférence régionale en février 2000, à Addis-Abeba, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Cette conférence avait réuni un grand nombre d'experts (décideurs du secteur de l'éducation, fonctionnaires, chercheurs, universitaires, experts des ONG et d'autres organisations internationales), en vue d'examiner les causes, les tendances, l'ampleur et les incidences de l'exode des compétences sur le développement de l'Afrique. Au cours de la Conférence, plusieurs recommandations pratiques ont été faites concernant les stratégies permettant d'inverser l'exode des compétences et en faire une « acquisition de compétences ». La Conférence a mis sur pied un comité de suivi comprenant la CEA, l'OMI, le CRDI, ainsi que d'autres organisations et institutions internationales actives dans le domaine du renforcement des capacités, en vue de coordonner les activités de suivi et d'aider à mettre en oeuvre les recommandations adoptées par la Conférence.

Comme suite à cette conférence, deux réunions de suivi des coorganisateurs ont été tenues, la première à Genève, en juin 2000, et la seconde à Dakar (Sénégal), en octobre 2000, pour faire le point sur les progrès accomplis et s'accorder sur d'autres mesures permettant de réaliser les objectifs fixés. Ces réunions ont permis de préparer, d'examiner et de mettre au point le projet de document de programme sur le partenariat pour stopper l'exode des compétences et renforcer les capacités en Afrique ; le document souligne l'importance du renforcement des capacités en tant que préalable à la participation de l'Afrique à l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle fondée sur le savoir et l'information. En outre, les réflexions de plusieurs experts et universitaires africains sur les aspects théoriques et pratiques de la question ont été compilées par la CEA, l'OMI et le CRDI dans un ouvrage (qui paraîtra bientôt). Cet ouvrage présentera diverses expériences et les études de cas sur les pays.

Dans le cadre des activités préparatoires au Forum pour le développement de l'Afrique 2000 (ADF 2000), dont le thème était «SIDA : un défi sans précédent pour les leaders», la CEA a organisé, en collaboration avec le PNUD, l'Ouganda et la Commission nationale ougandaise de lutte contre le SIDA, une réunion d'un groupe spécial d'experts à Entebbe (Ouganda), en septembre 2000, sur l'incidence du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation. Lors de cette réunion, un rapport élaboré par le secrétariat de la CEA et intitulé «VIH/SIDA et éducation en Afrique de l'Est et en Afrique australe : défi du leadership et perspectives d'avenir » a été présenté, l'accent y est mis sur les conséquences sociales et économiques de l'épidémie, en particulier dans le secteur de l'éducation en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Le rapport a mis en relief certaines mesures adoptées dans le secteur de l'éducation pour faire face à l'épidémie et noté que celles-ci n'ont pas réellement permis de résoudre le problème. Il a également souligné l'importance d'une mobilisation des leaders, à tous les niveaux, afin d'enrayer la progression de l'épidémie et de faire face à ses conséquences de manière efficace. En conclusion, le rapport présente les éléments d'une stratégie efficace pour faire face à l'épidémie dans le secteur de l'éducation, ce qui s'est révélé utile

au cours du dialogue tenue pendant la réunion d'ADF sur les défis que l'épidémie pose aux leaders du secteur de l'éducation.

Dans le cadre du suivi d'une étude commandée par l'équipe sur l'Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90/Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique en 1999 et intitulée « Réformes étatiques et situation des réformes politiques dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone : l'administration publique en Afrique à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle », le secrétariat a organisé la réunion d'un groupe spécial d'experts à Niamey (Niger), en mai 2000, qui a réuni des participants de 11 pays d'Afrique de l'Ouest et d'un pays d'Afrique de l'Est. Lors de cette réunion, les grandes tendances des réformes du secteur public ont été examinées, les obstacles à une mise en oeuvre efficace ont été identifiés, et des recommandations utiles en vue d'une réforme du secteur public ont été faites. D'autres réunions ont été organisées par le secrétariat durant la période considérée : Réunion en avril 2000 du groupe spécial d'experts sur les conséquences des conflits sur le développement de l'Afrique, Séminaire de haut niveau sur les instruments de promotion et d'évaluation du commerce extérieur en Afrique centrale, à Douala (Cameroun), en novembre 2000. Ce séminaire a été organisé dans le cadre des activités pour le suivi du Mémoire d'accord entre la CEA, la CNUCED et l'OMC, dont l'objet est de favoriser l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, grâce à l'amélioration des échanges et de la compétitivité. Durant la période considérée, le secrétariat a participé à des réunions et conférences organisées par d'autres organismes et institutions pour appuyer le redressement et le développement de l'Afrique à savoir : Séminaire régional OUA/CEDEAO sur la Décennie de l'éducation, à Banjul (Gambie), en janvier 2000; Réunion du Comité exécutif provisoire de l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique, à Dakar, en avril 2000 ; première Réunion du Comité de suivi de la Décennie de l'éducation en Afrique à Dakar (Sénégal), en avril 2000 ; Réunion d'experts en vue de la création d'un Centre international pour l'éducation des jeunes filles et des femmes en Afrique, à Ouagadougou (Burkina Faso), en juillet 2000 ; deuxième session du Comité préparatoire de la session spéciale de l'Assemblée générale sur la mise en oeuvre des décisions du Sommet mondial sur le développement social, à New York, en avril 2000 ; Sommet mondial sur le développement social et au-delà : développement social pour tous dans le contexte de la mondialisation, à Genève, en juin/juillet 2000.

## 2. L'initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique

Avec la reprise des consultations annuelles des organismes du système des Nations Unies au niveau régional – initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la réforme des Nations Unies et prescrites par le Conseil économique et social en 1998, et à la suite de la première Réunion consultative régionale des organismes des Nations Unies pour la région africaine en 1999, il a été décidé que l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique (SIA) était le cadre le plus approprié pour toutes les futures consultations annuelles des organismes des Nations Unies intervenant en Afrique. Cette décision a ultérieurement été approuvée par le CAC.

Le CAC entend utiliser ces consultations comme des forums permettant de définir d'un commun accord les actions que les organismes du système des Nations Unies pourraient entreprendre collectivement pour appuyer les priorités du développement de l'Afrique. Grâce à un échange systématique d'informations tant au sein des groupes de travail qu'entre eux sur les thèmes prioritaires, les consultations annuelles devraient également permettre d'assurer une plus grande cohérence des actions menées par les organismes des Nations Unies sur le continent et de renforcer les synergies. Ces principes ont guidé les activités du secrétariat de la SIA pendant l'an 2000. Il en sera de même pour ses activités futures.

C'est ainsi que le secrétariat de la SIA a fourni des services fonctionnels et un appui logistique aux consultations régionales devant être présidées par le Secrétaire exécutif, facilité l'organisation d'un atelier technique sur l'un des thèmes prioritaires de la SIA (réunion de travail technique sur l'eau), et encouragé la mise en place d'un mécanisme de collaboration élargie impliquant des organismes qui ne participaient pas, au départ, aux consultations annuelles de la SIA. Le secrétariat a continué à privilégier la communication et les activités de vulgarisation. Les principales activités entreprises au cours de l'an 2000 sont récapitulées ci-après :

*Deuxième réunion consultative des organismes des Nations Unies pour la région africaine.* Organisée à Addis-Abeba, les 26 et 27 juin 2000, et présidée par le Secrétaire exécutif de la CEA, cette réunion a vu la participation de représentants de 21 organismes des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods. La réunion a été une première occasion de mettre en pratique la décision prise par le CAC de faire de la SIA le cadre de la consultation régionale annuelle sur l'Afrique. Les grandes lignes du contexte et de l'approche de cette réunion ont été présentées dans un document de base élaboré par le Secrétariat de la SIA.

Organisée dans le cadre de la nouvelle SIA, la réunion a permis d'échanger des informations sur les activités de l'année précédente et sur le plan de travail de l'année suivante dans les cinq domaines prioritaires de l'Initiative (éducation, santé, eau, gouvernance et technologies de l'information). A cette occasion, les progrès significatifs enregistrés l'année dernière concernant le module sur l'eau ont été présentés comme une meilleure pratique. Une séance spéciale a également été organisée sur le SIDA : un défi sans précédent pour les dirigeants qui était le thème du deuxième ADF en novembre 2000.

Il a été convenu d'organiser des réunions des groupes de travail sur l'éducation, la santé et les technologies de l'information, dans le souci de recentrer les objectifs à réaliser grâce à la collaboration des organismes du système des Nations Unies dans ces domaines et de s'accorder sur les indicateurs qui permettront d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation de ces objectifs. Les institutions chefs de file pour les travaux, titre de la SIA sur l'éducation, la santé et les technologies de l'information, devraient tenir leurs réunions avant la troisième Réunion consultative annuelle qui doit avoir lieu en juin-juillet 2000.

Le Président a également demandé à la CEA et au PNUD, en tant que chefs de file pour les travaux au titre de la SIA sur la gouvernance, d'entreprendre une évaluation du processus dans le cadre du Forum africain sur la gouvernance (FGA). Sur la base de cette évaluation et tenant compte des autres activités entreprises dans le cadre du système des Nations Unies et ayant trait à la gouvernance, il a été demandé aux organismes chefs de file d'établir des objectifs clairs pour les activités conjointes des Nations Unies dans le domaine de la gouvernance, au titre de la SIA. La consultation sur le FGA a été lancée lors une réunion qui s'est tenue en marge du quatrième FGA à Kampala, en août 2000.

Lors de cette réunion, il a été convenu que chaque consultation régionale annuelle porte essentiellement sur un grand thème du développement, en vue d'échanger des informations sur les activités des Nations Unies en tant que groupe dans ce domaine et de stimuler une action commune de ses organismes. Lors de la réunion, il a également été rappelé que le Comité exécutif du Groupe des Nations Unies pour le développement avait exprimé, à sa réunion d'avril 2000, le vœu que la SIA ait davantage de liens avec l'ADF. Dans ce contexte, il a été décidé que le thème choisi chaque année pour l'ADF porte sur une question prioritaire de développement qui serait soumise à l'examen des organismes du système des Nations Unies lors de la consultation régionale annuelle.



Sur proposition de la CNUCED, un débat s'est instauré sur la meilleure manière d'aborder la question de la diversification dans le cadre de la SIA. La CNUCED a été encouragée à poursuivre ses consultations avec les organismes intéressés et à présenter, l'année suivante, un rapport sur les résultats de ces consultations. De même, la deuxième Réunion consultative régionale annuelle a encouragé la collaboration dans d'autres domaines. Le Président a lancé un appel aux organismes membres autres groupes de travail afin qu'ils mettent en place des alliances en vue d'une collaboration, à chaque fois que cela est possible, qu'ils élaborent un programme de travail résolument tourné vers l'avenir et reposant sur une vision commune, et qu'ils s'accordent sur des activités spécifiques sur lesquelles ils peuvent présenter des rapports lors de la troisième Consultation régionale qui doit avoir lieu l'année prochaine.

*Réunion technique du Groupe sur les ressources en eau.* Présidée par le Secrétaire exécutif, cette réunion a permis de définir une voie claire pour l'avenir des activités des Nations Unies dans le domaine des ressources en eau. Les résultats de cette réunion ont été détaillés dans une étude stratégique sectorielle sur l'eau intitulée « Accès équitable et durable à l'eau en Afrique », élaborée par le PNUE et la Banque mondiale.

*Atelier de l'UNDAF (lien entre la SIA et l'UNDAF au niveau national).* Un atelier de formation sur le Bilan commun de pays (CCA) et l'UNDAF a eu lieu le 9 juin 2000 au Siège de la CEA, à Addis-Abeba. L'objectif du séminaire était de familiariser le personnel de la CEA avec le processus et le contenu du CCA et de l'UNDAF, d'examiner comment ces instruments s'inscrivent dans le programme général de réforme de l'ONU et d'étudier les moyens de les mettre en oeuvre dans le cadre du programme de travail de la CEA.

Trente-huit participants de la CEA, dont cinq chefs de division, ont pris part à un débat très stimulant et fructueux durant un atelier de deux jours, animé par un représentant du Collège du personnel des Nations Unies à Turin. Le Secrétaire exécutif a participé aux séances d'ouverture et de clôture. Le Secrétariat de la SIA a saisi cette occasion pour expliquer comment la SIA était partie intégrante de la CCA et de l'UNDAF.

*Session de réflexion de la SIA sur la mobilisation de ressources.* Le Secrétariat de la SIA a participé à la séance de réflexion de la SIA sur la mobilisation de ressources, tenue à New York le 25 février 2000. L'objectif de la réunion était d'adopter une stratégie de mobilisation de ressources. Il a été noté que c'est au niveau national, sur la base d'activités nationales conformes aux priorités de développement que la mobilisation de ressources donne les meilleurs résultats.

*Rapport et exposé général sur la SIA.* Le secrétariat a également participé à l'élaboration du rapport du CPC sur la SIA et pris part à la réunion du CPC durant laquelle le rapport a été examiné. Des exposés sur la SIA ont également été présentés lors d'autres réunions intergouvernementales et interinstitutions, notamment à d'importantes réunions telles que le Sommet national sur l'Afrique, tenu à Washington (D.C.) en février 2000.

*Communication et vulgarisation.* Grâce à son programme de travail qu'il exécute actuellement en collaboration avec le Groupe de communication de la CEA, le Secrétariat a fourni un appui opérationnel aux activités de plaidoyer de la CEA en Afrique. La CEA a en outre, grâce à une série d'activités électroniques, continué de fournir des informations pertinentes sur la SIA ainsi que sur des questions de développement en Afrique en général.

a) *Site Web de l'Initiative spéciale pour l'Afrique :* Le site Web de la SIA a été conçu pour informer les parties intéressées et assurer une large diffusion de l'information. Etant donné qu'il est l'un des outils de communication et de vulgarisation auxquels le Secrétariat a recours, ce

site contient des informations sur chaque thème prioritaire du programme de la SIA, les conférences, les ateliers, les discours importants, ainsi que le bulletin d'information de la SIA et d'autres publications. L'adresse du site, depuis 1998, est : <http://www.unsia.org>. Le Secrétariat de la SIA le met régulièrement à jour, en s'inspirant des rapports sur les diverses activités de la SIA.

b) Le secrétariat a également pris des dispositions pour que le site soit facilement trouvé par différents moteurs de recherche et le faire largement connaître. En outre, le concepteur du site a mis en place deux nouveaux sites en l'an 2000, l'un, le (Forum africain du savoir, sous le principal site Web de la SIA à l'adresse <http://www.unsia.org/aknf> et l'autre le Centre africain de la société civile, qui apparaîtra sur le principal site Web de la CEA, avec un lien vers le site principal de la SIA).

c) *Site Web de la Commission économique pour l'Afrique* : le site Web de la CEA, dont l'adresse est <http://www.un.org/depts/eca>, demeure un des outils de communication de la Commission, il lui permet de faire connaître les activités qu'elle entreprend dans divers domaines. Faisant partie de l'équipe chargée du site Web de la CEA, un membre du secrétariat de la SIA a été chargé de reconcevoir le site, de le mettre à jour et d'en assurer la maintenance. Cette personne est également chargée de la mise à jour des pages Web des CDSR et des divisions de la CEA, accessibles à partir du site principal de la CEA. Le secrétariat a également fourni une assistance technique au projet de conception du nouveau site Web de la CEA, qui pourra être consulté à la fin du mois de septembre 2000 à l'adresse : <http://www.uneca.org>.

d) *Base de données électroniques sur les principales manifestations et réunions* : Outre la mise à jour de ce site (<http://www.unsia.org/event>) conçu pour donner des informations sur les principales réunions prévues ou récemment tenues sur l'Afrique, le secrétariat recherche activement pour les mettre sur le site des informations sur des manifestations concernant l'Afrique permettant, ainsi, aux utilisateurs de mettre à jour la base de données en ligne en effaçant les données erronées ou obsolètes. Sur l'ensemble des données consignées jusqu'en août 2000, la base de données contenait des informations sur plus de 45 manifestations concernant l'Afrique ayant eu lieu au cours de l'année 2000.

e) *Base de données sur les initiatives de développement en Afrique* : Au cours des dernières années, divers organismes des Nations Unies, organisations bilatérales et multilatérales et ONG ont lancé un certain nombre d'initiatives sur l'Afrique, qui ont été compilées dans une base de données comme références aisément accessibles. Cette base de données, disponible sous la forme d'une matrice, est conçue et mise à jour par le Secrétariat de la SIA. Elle contient les titres des initiatives, leurs objectifs, les récentes activités, des informations sur la manière d'entrer en contact avec les personnes impliquées ainsi que d'autres informations utiles.

f) *TIC ECOSOC 2000 pour l'exposition mondiale* : une exposition de technologies de pointe a eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 5 au 7 juillet 2000. Le but de l'exposition était de sensibiliser les Etats membres à la technologie de l'information afin qu'ils l'utilisent pour réaliser le développement économique et améliorer le niveau de vie des populations. Le secrétariat de la SIA était chargé d'installer le stand de la CEA, où l'on pouvait voir une présentation multimédia sur les activités de la CEA dans le domaine des technologies de l'information au cours des quatre dernières années, notamment ses différents sites Web, des films vidéo, des CD-ROM et des publications. Le personnel de la SIA a également accordé deux interviews à la radio des Nations Unies, l'une sur le programme de la CEA en matière de TIC et l'autre sur ses activités en Afrique dans ce domaine.

Le programme de travail de la SIA est exécuté par une équipe comprenant un fonctionnaire de rang supérieur, un consultant local (spécialiste de la conception du site Web et de la communication), qui collabore également avec le Groupe de communication et une assistante qui travaille à temps partiel comme membre du pool de secrétaires du Cabinet du Secrétaire exécutif. A l'exception du poste de l'assistante, qui est financé par des fonds non engagés des années précédentes au titre de l'appui fourni par le PNUD au Secrétariat de la SIA, le programme de travail de la SIA est entièrement financé sur des ressources de la CEA.

## **CHAPITRE IV**

### **ACTIVITES D'APPUI AUX PROGRAMMES**

Les activités d'appui aux programmes englobent les fonctions et structures ayant pour finalités l'administration et la gestion du secrétariat de la Commission. Ces services sont fournis par le Bureau de la planification des politiques et de la gestion des ressources et par la Division des conférences et des services généraux. Le Bureau de la planification des politiques et de la gestion des ressources est chargé de la planification des politiques et de l'élaboration des programmes, de la gestion des ressources financières et des ressources humaines ainsi que du suivi et de l'évaluation des programmes. La Division des conférences et des services généraux fournit un appui au secrétariat dans le domaine des conférences et des services généraux, y compris pour la gestion et l'entretien du nouveau Centre de conférences à Addis-Abeba. Elle est aussi chargée des services d'information et de la gestion des installations et du matériel.

#### **A. La planification des politiques et l'élaboration des programmes**

Les principales actions entreprises dans ce domaine ont : faciliter l'élaboration et l'examen de l'orientation stratégique de la CEA et à fournir l'assistance nécessaire pour qu'elle soit reflétée dans les plans à moyen terme (PMT) et dans les programmes de travail biennaux de la Commission. Les trois fonctions principales permettant d'atteindre les objectifs précités sont : la planification des politiques, l'élaboration des programmes et la coordination des politiques. La planification des politiques consiste à étudier l'environnement régional dans le but d'identifier à l'avance les questions présentant une importance particulière pour les travaux de la Commission et en dégager des objectifs à réaliser dans le cadre du PMT. L'élaboration des programmes consiste à analyser les politiques et les résultats obtenus, définir des activités concrètes, qui sont en général reflétées dans le programme de travail biennal de la Commission. La coordination des politiques est assurée dans le cadre des diverses activités ayant menées en collaboration avec les organisations régionales et internationales et en consultation avec les Etats membres.

Dans le domaine de la planification des politiques, les activités suivantes ont été entreprises : préparer la contribution de la CEA aux divers rapports du Secrétaire général; préparer et coordonner la rédaction des divers rapports et documents directifs requis par des organes délibérants; élaborer des documents directifs portant sur les diverses questions inscrites au programme de travail de la Commission et sensibiliser les Divisions organiques à l'importance à accorder aux implications éventuelles sur leurs activités, des résolutions et décisions adoptées par certains organes intergouvernementaux, notamment l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. La Section a représenté la CEA à la réunion convoquée pour l'élaboration du Rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, qui a été publié en avril 1998.

En ce qui concerne l'élaboration des programmes, les activités entreprises ont été les suivantes : élaboration du Plan à moyen terme 2002-2005 et des programmes de travail biennaux 2000-2001 et 2002-2003 et assistance aux divisions organiques pour l'exécution des programmes. Dans le domaine de la coordination des politiques, l'activité principale a été l'organisation de la réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social, qui s'est tenue à Abuja (Nigéria) du 1er au 5 mai 2000.

Au cours de la période considérée, des consultations ont été tenues régulièrement avec les Etats membres, notamment pour l'élaboration du Plan à moyen terme. La CEA a participé aux réunions organisées par divers départements et bureaux des Nations Unies et a pu ainsi continuer le dialogue

avec les départements et organismes compétents des Nations Unies. La Section a, en outre, été le service responsable pour la participation de la CEA à l'élaboration et à l'exécution d'un programme de reconstruction après conflits en faveur des pays du bassin du fleuve Mano ainsi qu'à la Conférence ministérielle sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique, qui a eu lieu à Abuja (Nigéria) en mai 2000.

## **B. La gestion et la mobilisation des ressources financières**

Les ressources nécessaires au financement des activités de la CEA proviennent de deux sources : le budget ordinaire et les fonds extrabudgétaires. Les ressources allouées au titre du budget ordinaire sont votées par l'Assemblée générale des Nations Unies sur la base des activités, proposées par le Secrétaire général, qui doivent être exécutées dans des délais fixés à l'avance. D'un autre côté, les fonds extrabudgétaires sont des ressources que le Secrétariat négocie avec des donateurs bilatéraux et des institutions multilatérales, y compris les institutions spécialisées des Nations Unies. Ces ressources sont inscrites dans des fonds spéciaux tels que les fonds d'affectation spéciale et servent à financer des activités spécifiques présentant un intérêt pour les donateurs. Si l'Assemblée générale s'intéresse à la source et au montant de ces fonds (en raison de leur impact sur le programme de travail financé par le budget ordinaire), c'est aux donateurs, aux Etats membres et au secrétariat de la Commission qu'il appartient de négocier le montant de ces fonds et les modalités de leur utilisation.

### **1. Crédits alloués par l'Assemblée générale au titre du budget ordinaire**

Le montant total des crédits ouverts au titre du budget ordinaire par l'Assemblée générale des Nations Unies pour les exercices biennaux 1998-1999 et 2000-2001 est demeuré pratiquement au même niveau, étant de 87 millions de dollars E.-U. et 88,5 millions de dollars E.-U. respectivement. Ces crédits sont en légère baisse puisqu'ils sont passés de 94,6 millions de dollars E.-U. pour l'exercice biennal 1994-1995 à 91 millions de dollars E.-U. pour l'exercice 1996-1997. Le crédit total de 2,8 millions de dollars E.-U. alloué pour l'exercice 2000-2001 au titre de la Section 35 intitulée "Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien" représente un accroissement de 44,18% par rapport au montant alloué lors de l'exercice 1998-1999, qui était de 1,9 million de dollars E.-U. Cet accroissement se justifie par les gros travaux d'entretien et les travaux de transformation et d'amélioration qui sont actuellement effectués dans l'ancien immeuble de la CEA construit il y a plus de 35 ans. De même, l'accroissement de 56% des crédits ouverts à la Section 43 intitulée "Situation économique critique de l'Afrique" pour l'exercice biennal 2000-2001 devait servir à couvrir les coûts occasionnés par les activités supplémentaires menées au titre des programmes UN-NADAF et SIA. Aucun crédit supplémentaire n'a été alloué pour la Section 15 intitulée "Sociétés transnationales" depuis l'exercice biennal 1996-1997 au cours duquel les crédits alloués étaient de 0,7 million de dollars E.-U. (voir **Tableau A1**).

### **2. Ressources extrabudgétaires : Fonds alloués par les organismes de financement et les fonds d'affectation spéciale des Nations Unies**

Les ressources extrabudgétaires continuent de baisser. Elles sont passées de 6,7 millions de dollars E.-U. en 1998 à 6,1 millions en 1999 et à 5,8 millions en l'an 2000. Par contre, les contributions cumulées des donateurs bilatéraux et multilatéraux ne cessent d'augmenter puisqu'elles sont passées de 1,4 million de dollars E.-U. en 1998 à 2,1 millions de dollars E.-U. en 1999 et à 2,1 millions de dollars E.-U. en l'an 2000. Cette hausse s'explique par les nouvelles orientations définies par les donateurs, à savoir appuyer des activités de développement spécifiques telles que la lutte contre le VIH/SIDA ou d'autres activités concernant des questions vitales.

Bien que leurs contributions aient baissé en l'an 2000, le FNUAP et le PNUD demeurent les principaux pourvoyeurs de fonds extrabudgétaires destinés à financer l'exécution de projets opérationnels. La baisse de la contribution du FNUAP en l'an 2000 (6,1 millions de dollars E.-U.) s'explique par l'achèvement d'un projet qui avait pour objet d'appuyer l'Institut de formation et de recherches démographiques (IFORD). L'achèvement du projet relatif au Programme sur l'agriculture durable et la régénération de l'environnement en Ethiopie, ainsi que la réduction du nombre de projets financés par le PNUD ont fait que la contribution de cet organisme a baissé en 2000, se chiffrant seulement à 0,8 million de dollars E.-U. D'autres organismes des Nations Unies ont fait des contributions spéciales pour l'organisation des premier et deuxième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF). Le montant total des contributions provenant de ces sources a atteint 670 000 dollars E.-U. en 1999 et en l'an 2000. Les contributions du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) ont constamment baissé, passant de 1 million de dollars E.-U. en 1998 à 0,7 million de dollars E.-U. en l'an 2000, en raison des crises économiques et des conflits survenus dans la plupart des pays africains au cours de la période considérée. Les contributions du Japon et de la Corée du Sud sont, par contre, demeurées constantes pendant cette période de trois ans.







**Tableau 3 : Evolution globale de l'utilisation des ressources extrabudgétaires pour l'exécution du programme de travail de 1994-1995 à 2000-2001 (projection) (en milliers de dollars E.-U.)**

		1994-1995	1996-1997	1998-1999	2000-2001 <sup>1</sup>
A	Direction exécutive	457,7	1 175,1	1 096,0	1 564,6
B	Programme de travail	7 226,7	9 320,1	9 167,9	3 008,5
	CAF	-	-	2 559,0	232,8
	DPES	-	1 342,4	136,4	-
	DSADD		4 700,7	4 035,0	1 462,3
	DGD		938,5	1 088,9	741,3
	DSID		873,2	924,9	200,7
	DCIR		1 465,3	259,8	215,3
	CDSR	-	-	163,9	113,6
C	Appui aux programmes	35,9	33,0	175,8	42,5
	TOTAL (A+B+C)	7 720,3	10 528,2	10 440,3	4 573,1

### C. Gestion des ressources humaines

#### 1. Changements survenus au cours de la période considérée dans l'organisation de la Division de la gestion des ressources humaines

Après consultation du Département de l'administration et de la gestion (DAM) du Siège, il a été décidé de regrouper la Division de la planification du programme, des finances et de l'évaluation (DPPFE), la Section des ressources humaines (HRSS) et l'infirmerie (UNHC). La nouvelle Division ainsi créée à compter du 15 mars 2000 s'appelle "Bureau de la planification des politiques et de la gestion des ressources" (OPRM). Cette Division assume désormais les fonctions suivantes : coordination des politiques, élaboration des programmes et suivi du budget et des finances, gestion des ressources humaines et coordination et évaluation de l'assistance technique. Le Bureau a également pour tâche de faire en sorte que la gestion des ressources humaines soit une partie intégrante de la fonction de planification stratégique, de prise de décision et de suivi.

Le 1er mai 2000, il a été procédé, après examen des fonctions et des structures de la Section des ressources humaines, à la restructuration de celle-ci en cinq équipes, chacune étant responsable d'une division ou d'un CDSR et chargée de la gestion des ressources humaines pour une unité ou un service donnés. La nouvelle structure obéit au principe du "guichet unique", consistant à avoir une équipe s'occupant des questions de ressources humaines. Les fonctionnaires chargés de la gestion des ressources humaines (HRO) sont désormais habilités à prendre des mesures administratives et signer les correspondances entre la Section des ressources humaines, les directeurs de programmes et le personnel des divisions clientes. Chaque responsable des ressources humaines est l'interlocuteur principal pour toutes les questions se rapportant aux ressources humaines.

Dans la nouvelle structure, il s'agit surtout non seulement de mieux répondre aux besoins des clients, mais également de prévoir ces besoins à l'avance, de promouvoir le travail d'équipe au sein de - et entre- celles-ci, de rendre davantage compte des actions entreprises et de créer un meilleur cadre de communication avec les divisions clientes. L'accent est également mis sur la gestion des performances, la transparence, la valorisation du personnel, une plus grande participation des responsables

<sup>1</sup> Pour l'an 2000 seulement.

opérationnels, l'amélioration de la qualité des services grâce à la rationalisation et à l'automatisation des méthodes et à la résolution interne des conflits. Un conseiller du personnel a été recruté pour s'occuper des problèmes personnels et professionnels qui peuvent survenir. La nouvelle structure a permis d'améliorer la gestion des ressources humaines, facilité la tâche du personnel et permis de s'occuper d'autre chose que l'exécution du programme. Elle a aussi permis d'ouvrir des perspectives nouvelles d'améliorer les relations entre le personnel et l'administration. Des programmes de formation ont, en outre, été mis en place pour permettre au personnel de bien s'acquitter de ses fonctions (voir Tableaux 4 et 5).

## 2. Postes ouverts au titre de l'exécution du budget-programme 2000-2001

Pour l'exécution du programme de travail 2000-2001, le secrétariat comptait 218 postes dans la catégorie des administrateurs et 343 postes dans celle des agents des services généraux, soit une augmentation de cinq postes dans la première catégorie et de trois postes dans la seconde par rapport à l'exercice précédent (1998-1999).

La CEA, de concert avec le Siège, a organisé une campagne de départ anticipé pour les fonctionnaires émergeant au budget ordinaire. Cette campagne, qui a été approuvée par le Secrétaire général adjoint à la gestion au début de l'an 2000, a été lancée dans le but de rationaliser le fonctionnement du secrétariat de la Commission et de redynamiser les ressources humaines. Sept administrateurs et 18 agents des services généraux ont demandé à bénéficier de ce programme et ont reçu leurs indemnités conformément à la réglementation en vigueur.

## 3. Situation en ce qui concerne les recrutements et les affectations

Au cours de la période considérée, la CEA comptait 61 postes vacants dans la catégorie des administrateurs sur un total de 218 postes, soit un taux de vacance de 28%. Ce taux relativement élevé est dû à plusieurs facteurs dont la restructuration mise en oeuvre en 1998 et le gel des recrutements. Pour réduire ce taux, une campagne de recrutement a été lancée au cours de l'année 2000. En décembre de cette année, les comités des nominations et des promotions avaient examiné près de la moitié des postes à pourvoir en février ou en mars 2001. Les candidatures aux postes restants sont actuellement examinées et devraient être soumises aux comités des nominations et des promotions au cours du premier trimestre 2001.

Pour mener à bien la campagne de recrutement, un Comité de sélection consultatif a été créé pour aider les directeurs de programmes à sélectionner les candidats aux postes relevant de leur responsabilité. Les membres du Comité ont été choisis parmi les fonctionnaires des divisions concernées, d'autres divisions organiques, du Cabinet du secrétaire exécutif et de la Section des ressources humaines. Des experts ont également été invités à participer à cet exercice à titre individuel. La procédure de sélection des candidats s'est effectuée dans la transparence et l'équité. Les membres du Comité ont, en outre, eu des entretiens téléphoniques et directs avec les candidats retenus.

Au cours des entretiens, des informations ont été données aux candidats pour les aider à prendre les décisions appropriées au cas où ils obtiendraient le poste. On leur a parlé de la CEA et des règles à respecter et des réponses ont été données à leurs questions.

Un Comité de classement des emplois a aussi été créé, ses objectifs étant, entre autres, de présenter des avis et de fournir une assistance technique aux directeurs pour l'analyse des tâches et la définition des emplois, de classer tous les postes allant de G1 à G7 sur la base des définitions d'emploi présentées par les directeurs de programme et conformément aux normes de classement établies par la Commission de la fonction publique internationale, et d'aligner toutes les fonctions liées aux postes

inscrits au budget ordinaire dans les divisions et dans d'autres services le souci étant d'assurer l'uniformité et la cohérence et de respecter le principe "à travail égal, salaire égal".

**Tableau 4 : Liste des activités de formation entreprises pour le perfectionnement des compétences pendant l'année 2000**

Activité	Nombre de participants
Formation dans le domaine de l'élaboration des bases de données perfectionnées et des systèmes et outils de gestion, y compris les fonctions connexes de programmation utilisant SQL, Oracle et Sybase –Première partie	2
Atelier sur les techniques d'entretien fondées sur les compétences	20
Atelier de formation pour renforcer la communication : Bureau de la planification des politiques et de la gestion des ressources (OPRM)	105
Cours supérieur de formation sur le Modèle population, environnement, développement, agriculture (Modèle PEDDA) – Première partie	5
Cours supérieur de formation sur le Modèle population, environnement, développement, agriculture (Modèle PEDDA) – Deuxième partie	2
Atelier d'été ACUNS/ASIL intitulé "Innovations en matière de gouvernance mondiale pour le nouveau millénaire" à l'Université de Warwick à Coventry	1
Formation sur l'alimentation électrique sans coupure (UPS) de la Série DP 300 silcon de American Power Conversion (APC)	1
Formation sur le fonctionnement et la maintenance du nouvel autocommutateur privé (PABX) d'ALCATEL et du Centre de gestion du réseau	10
Intégration de la problématique hommes-femmes –Formation sur les méthodes et les approches d'intégration et de programmation de la problématique hommes-femmes	65
Cours de formation sur Photo Shop pour les spécialistes DPS	1
Formation sur l'élaboration de bases de données perfectionnées et la gestion des systèmes et outils, y compris la programmation utilisant SOL, Oracle et/ou Sybase –Deuxième partie	2
Programme de valorisation des services généraux: A l'intention des cinq Centres de développement sous-régional (CDSR) - Frais de voyage et indemnités de subsistance des participants des CDSR	5
Formation sur "La protection des personnes vulnérables : élaboration et mise en oeuvre de filets de protection sociale efficaces"	1
Déplacements vers les Centres de développement sous- régional (CDSR)	3

**Tableau 5 : Liste des ateliers/activités de formation dans le domaine  
des ressources humaines au cours de la période 1999-2000**

Ateliers/Activités de formation	Nombre de participants	
	1999	2000
Programme de formation sur les techniques d'encadrement – Première partie	59	
Formation sur la classification des postes des services généraux	29	
Programmes d'aide à l'organisation des carrières	19	
Programme de valorisation des services généraux – Première partie		
Atelier I	33	
Atelier II	34	
Atelier III	27	
Atelier IV	29	
Atelier sur les compétences		274
Ateliers sur les techniques d'entretien fondées sur les compétences		28
Atelier sur le Système de notation des fonctionnaires		101
Programme de valorisation des services généraux –Deuxième partie		30
Programme de formation sur les techniques d'encadrement -Deuxième partie		12
Cours de langues		
- Anglais	489	480
- Français	393	414
- Arabe	236	278
Bourses de formation intensive en français qui sera donnée en France	5	4
Concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs organisé à l'intention des fonctionnaires des autres catégories		Aura lieu en 2001
- Finances	3	
- Affaires sociales	5	

#### 4. La parité entre les sexes dans la catégorie des administrateurs

Le Tableau 6 ci-dessous donne la répartition actuelle (décembre 2000) par sexe des postes soumis au principe de la répartition géographique et qui exigent des connaissances linguistiques spéciales, occupés par les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur. Il ressort du Tableau 7 que la CEA a fait des progrès importants sur la voie de la parité entre les sexes, notamment au niveau des postes supérieurs (D1 et plus) avec près de 35% de postes supérieurs occupés par des femmes. En outre, 42 postes reviennent à des femmes sur un total de 140, soit un taux de 30%. Ces chiffres indiquent une légère régression par rapport aux exercices précédents et il reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'objectif de parité fixé par le Secrétaire général de l'ONU. Pour cela, la CEA a créé une Equipe spéciale sur la condition de la femme à la CEA (TAFWE) qui est chargée, entre autres, de faire des propositions sur la meilleure façon de réaliser la parité entre les sexes. Comme d'autres organismes des Nations Unies, la CEA a créé un centre de liaison pour les femmes, qui participe de droit aux réunions du Comité des nominations et des promotions et du Comité départemental d'examen des candidatures (DRP), ce qui permet aux femmes de participer au processus de sélection. A cet égard, il est particulièrement important de noter la nomination, en 1998,

d'une femme au poste de Secrétaire exécutif adjoint de la CEA. La Commission continuera au cours des années à venir, à redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de parité entre les sexes.

**Tableau 6 : Répartition par sexe des postes soumis au principe de la répartition géographique occupés par des administrateurs et des fonctionnaires de haut rang**

	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total >D-1		Total général	
	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M
Adm.	0	1	0	0	1	1	3	10	3	2	1	4	1	4	6	0	0	0	4	1	4	14
										7	3	1	4	1					2	2	2	0
% F/M	0,0		0,0		100		30,0		18,5		31,1		34,1		31,6		0,0		33,3		30,0	

**Tableau 7 : Répartition par sexe des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales, occupés par des administrateurs et des fonctionnaires de haut rang**

	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total général	
	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M
Adm.	0	0	1	3	2	7	0	1	1	0	3	11
% F/M	0,0		33,3		28,6				0,0		27,3	

#### D. Suivi et évaluation du programme

Le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) et le Département de l'administration et de la gestion (DAM) ont publié, en novembre 1997, des directives définissant les éléments fondamentaux des procédures internes de contrôle du programme dans les départements et les bureaux. La CEA a, par la suite, adopté ses propres règles internes de contrôle du programme qu'elle a dénommées "Gestion du programme : directives opérationnelles".

Ces directives ont établi les règles que doivent appliquer les directeurs de programmes pour définir leurs orientations stratégiques, programmer leurs activités, établir leur budget et allouer leurs ressources et s'assurer que le travail est effectué dans les délais prescrits, est rationnel et est de très grande qualité. Les directives sont conçues pour faciliter la transition vers la CEA nouvelle et portent sur les domaines fondamentaux de la gestion, à savoir : la planification, la programmation et la budgétisation; la délégation de pouvoir en ce qui concerne le budget et les finances; l'exécution du programme et du budget; le suivi du programme; l'évaluation et la vérification; le système de gestion informatisé; la gestion des ressources humaines; les normes de service; les achats et la politique en matière de publications.

La Section du contrôle et de l'évaluation du programme du Bureau de la planification des politiques et de la gestion des ressources (BPPGR), est chargée de veiller au respect des directives régissant la gestion du programme. Celles-ci reflètent les idées actuelles en matière de gestion. Elles seront revues en temps opportun en fonction de l'évolution des méthodes de gestion.

En ce qui concerne le contrôle de l'exécution du programme, les directives établissent plusieurs instruments de contrôle, notamment les Plans d'exécution du programme (PIP); les résumés d'étude; les plans de voyage et de consultations trimestriels; les règles régissant l'autorisation de mission et

l'engagement des consultants; le mécanisme de contrôle de la qualité et l'examen de l'exécution des programmes.

Parce qu'il est nécessaire d'atteindre l'objectif d'excellence arrêté dans les Orientations stratégiques de la CEA, l'accent est de plus en plus mis sur le contrôle de la qualité. Il s'agit de soumettre systématiquement les principaux produits à un examen mutuel, interne ou externe. Le Bureau de la planification des politiques et de la Section des ressources est chargé de veiller au respect des règles établies à cet égard.

En plus de ces activités, des réunions consacrées à l'examen de l'exécution des programmes sont tenues périodiquement, au cours desquelles il est procédé à une évaluation globale de l'exécution des programmes par le biais des instruments de contrôle. Ces réunions, auxquelles participent tous les fonctionnaires, sont organisées, selon le cas, par la Division, le Centre ou le Service, et sont présidées par le Secrétaire exécutif ou le Secrétaire exécutif adjoint. Des représentants du Bureau de la planification des politiques et de la gestion des ressources, de la Division des conférences et des services généraux et de l'Equipe de communication assistent à ces réunions et répondent aux questions éventuelles concernant l'appui aux programmes.

Ces réunions ont pour objectif majeur d'évaluer l'exécution des programmes par rapport aux objectifs arrêtés et d'identifier les difficultés rencontrées lors de leur exécution. Les questions abordées durant ces réunions sont : a) l'analyse de l'exécution des programmes par sous-programme au niveau du produit/de l'activité, y compris la gestion des ressources; b) la qualité du produit, notamment le contenu et le mécanisme de présentation établi pour l'examen mutuel, le contrôle de la qualité et les mesures arrêtées pour la diffusion; c) une planification et une préparation adéquates des voyages et une bonne utilisation des consultants; d) une évaluation de l'exécution des programmes selon la formule 20-20; e) l'analyse des activités menées et des résultats obtenus dans le domaine des services consultatifs régionaux; f) les progrès accomplis en ce qui concerne l'exécution des projets opérationnels; g) l'importance de la coopération inter-divisions et du travail en équipe; h) l'efficacité des actions de partenariat pour ce qui est de la coordination et de la collaboration avec les partenaires concernés; i) l'utilisation rationnelle des ressources financières et j) les questions administratives telles que la gestion des vacances de poste, les achats, les normes de service, etc.

Les réunions d'évaluation se terminent par la tenue d'une séance officielle regroupant le Secrétaire exécutif et les fonctionnaires de haut rang de la CEA au cours de laquelle les participants examinent les résultats obtenus, les décisions et les directives ainsi que les problèmes qui se posent et qui appellent l'intervention du Secrétaire exécutif. A cette occasion, les fonctionnaires de haut rang passent en revue les mesures de suivi à prendre pour la mise en œuvre des décisions prises et des directives arrêtées lors de la réunion d'évaluation.

#### **E. Division des Conférences et des services généraux**

A la suite de la restructuration effectuée récemment, la Section des services de technologie de l'information relève désormais de la Division des conférences et des services généraux (DCSG), qui compte à présent sept sections essentiellement axées sur les services, à savoir: les Services de traduction et d'interprétation, les Services généraux, le Centre de Conférence des Nations Unies, les Services de gestion des locaux, les Services de sécurité, le Bureau du plan de sécurité et la Section des services d'information.

La restructuration a donc permis de regrouper des fonctions de gestion connexes afin de renforcer les synergies, de rendre la gestion plus transparente et d'améliorer la prestation des

services dans plusieurs domaines tels que les approvisionnements, les expéditions, les voyages, le protocole, la sécurité et les technologies de l'information.

En matière de technologies et de systèmes de l'information, la Division n'a cessé d'améliorer ses opérations et ses communications, tant au sein du secrétariat qu'avec l'extérieur. L'accès à Internet a été considérablement amélioré et devrait l'être davantage, grâce à l'installation prévue d'un microterminal destiné à l'interconnexion des cinq centres de développement sous-régional (CDSR) de Yaoundé, Niamey, Lusaka, Tanger et Kigali.

Le parc informatique de la CEA est constitué actuellement d'ordinateurs Pentium III dotés de logiciels et d'antivirus, dont la mise à jour, par Novell ZEN Works, est entièrement automatisée. Les services de formation interne ont été améliorés et concernent l'administration du système NT, le routage par des protocoles Internet, la gestion de Lotus Notes/Domino, le routage et la commutation par Lotus Notes et Cisco. La CEA s'efforce et s'efforcera encore, dans les années à venir, de proposer un programme de formation complet sur les technologies de l'information et l'ensemble des logiciels installés à la Commission.

Le système intégré de gestion (SIG), pièce angulaire du système d'information de gestion de la CEA, été installé dans sa version 3 et a été mis à jour en décembre 2000 (version 4), pour faciliter l'établissement des états de paie, à compter du début de 2001.

## **CHAPITRE V**

### **PROGRAMME DE TRAVAIL 2002-2003 : PERSPECTIVE**

#### **Programme de travail : perspective**

##### **A. Objectifs**

Le programme de travail 2002-2003 a principalement pour objectif de contribuer la lutte contre la pauvreté, de soutenir la reprise, la croissance et le développement économiques dans la région ainsi que d'aider les pays à relever les défis de la mondialisation et à tirer parti des possibilités qu'elle offre. Il se fonde sur le Plan à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique pour la période 2002-2005.

##### **B. Stratégie**

La stratégie globale de mise en œuvre du programme a été définie sur la base de huit sous-programmes complémentaires qui englobent les domaines prioritaires pour le développement de l'Afrique. Il s'agit des sous-programmes suivants : faciliter l'analyse de la politique économique et sociale ; promouvoir le commerce et mobiliser des fonds pour le développement ; assurer la sécurité alimentaire et le développement durable ; renforcer la gestion du développement ; exploiter l'information pour le développement ; promouvoir la coopération et l'intégration régionales ; améliorer la condition de la femme ; à appuyer les activités de développement au niveau sous-régional.

Pour faciliter l'exécution du programme et renforcer son impact, la CEA a élaboré une stratégie de mise en œuvre spécifique pour chaque sous-programme :

##### **Sous-programme 1 : Faciliter l'analyse de la politique économique et sociale**

La stratégie consistera notamment à suivre, examiner et évaluer systématiquement l'évolution de la situation économique dans les pays membres de façon à identifier des stratégies et des mesures qui permettent de relever les défis que la région doit affronter pour assurer son développement. La CEA collaborera étroitement avec d'autres partenaires du développement, en particulier dans le cadre du Forum africain des réseaux de connaissances et des centres de développement sous-régional (CDSR) pour diffuser les résultats des travaux de recherche. Elle fournira des services consultatifs techniques à ses Etats membres pour les aider à formuler des politiques et des programmes qui stimulent la croissance économique tout en réduisant la pauvreté. Elle s'attachera également à aider ses Etats membres à mettre en œuvre les programmes d'action régionaux et internationaux pour le développement social.

##### **Sous-programme 2 : Promouvoir le commerce et mobiliser des fonds pour le développement**

La stratégie consistera à élaborer et à diffuser des études et des documents directifs sur le fonctionnement du système commercial mondial, l'amélioration de la compétitivité de l'Afrique sur le plan international, la participation effective du continent au système commercial international, la gestion de la dette et la promotion des investissements. L'accent sera mis en particulier sur le suivi du Programme d'action pour les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les petits Etats insulaires en développement. L'organisation des séminaires, de conférences et de stages de formation sur les politiques sera le principal moyen de diffuser les meilleures pratiques en matière



de développement du secteur privé et de susciter un dialogue entre les décideurs du gouvernement et ceux du secteur privé et de la société civile.

### **Sous-programme 3 : Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable**

L'approche envisagée consistera à diffuser des études ainsi qu'à élaborer et affiner des modèles analytiques sur l'interdépendance entre population, environnement, agriculture et développement (modèle PEDDA); à rechercher un consensus et à faciliter le partage des expériences en organisant des réunions de suivi des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des programmes d'action régionaux et mondiaux adoptés dans les domaines de la population, de l'environnement, de l'alimentation et des établissements humains.

### **Sous-programme 4 : Renforcer la gestion du développement**

La stratégie consistera à réaliser et diffuser un diagnostic exhaustif et approfondi sur l'état de la gouvernance dans les Etats membres, en mettant en relief les meilleures pratiques et les réformes réussies; à préparer, faire évaluer par des experts de l'extérieur et diffuser des publications sur la gouvernance, les résultats obtenus par le secteur public ainsi que les activités du secteur privé et des organisations de la société civile; à organiser aux niveaux régional, sous-régional et national des séminaires, des sessions de formation, réunions et conférences sur la gouvernance, les résultats obtenus par le secteur public et les activités des OSC.

### **Sous-programme 5 : Mettre l'information au service du développement**

La stratégie consistera essentiellement à rendre l'information relative au développement, notamment l'information statistique et l'information géospatiale, plus disponible, plus accessible et de meilleure qualité, afin de faciliter la prise de décisions et la planification dans les Etats membres; à promouvoir auprès des gouvernements des méthodes et des stratégies propres à créer un environnement favorable à une meilleure diffusion des TIC pour la lutte contre la pauvreté; à apporter un appui technique en matière de gestion de l'information et des connaissances; à renforcer les capacités et à faciliter le développement d'infrastructures de diffusion de l'information pour le développement.

### **Sous-programme 6 : Promouvoir la coopération et l'intégration régionales**

La stratégie consistera à suivre et évaluer les progrès accomplis en matière de coopération et d'intégration régionales en Afrique, et particulièrement à comparer les expériences des différentes communautés économiques sous-régionales et les leçons qu'elles en ont tirées. Les analyses ainsi menées seront publiées dans le Rapport annuel sur l'intégration en Afrique. Une attention particulière sera accordée au renforcement des communautés économiques régionales pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, l'accent étant mis sur les mesures concrètes à prendre pour développer l'infrastructure, en particulier dans le domaine des services de transports et de communication, et pour renforcer les secteurs des ressources minières, énergétiques et hydriques.

**Sous-programme 7 : Améliorer la condition de la femme**

La stratégie consistera à mener des actions de plaidoyer et à analyser les politiques en vue de l'intégration de la problématique hommes – femmes dans les plans nationaux de développement; à réunir les parties prenantes pour qu'elles échangent des informations sur les pratiques les plus performantes qui se dégagent de la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing; à fournir des services consultatifs et un appui technique aux Etats membres en vue de l'élaboration de politiques soucieuses de parité; à renforcer les capacités des services publics, des organisations intergouvernementales, des parlements et des organisations de la société civile à élaborer, à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale, des politiques en faveur des femmes prévoyant notamment la participation des organisations féminines à la résolution des conflits et aux programmes de reconstruction après les conflits.

**Sous-programme 8 : Appuyer les activités de développement au niveau sous-régional**

Les centres de développement sous-régional de la CEA s'emploieront à renforcer la coopération et l'intégration, à faciliter le travail en réseau et l'échange d'informations entre le secteur public, la société civile et les partenaires privés du développement, ainsi qu'à fournir des services consultatifs techniques pour la mise en place de cadres institutionnels et des réformes des communautés économiques régionales. Les CDSR réuniront également des représentants des gouvernements, d'organisations non gouvernementales et du secteur privé pour des débats sur les problèmes et les perspectives du développement régional. Dans le cadre de ces activités, ils coopéreront avec des institutions et organismes reconnus qui se consacrent au développement des sous-régions, ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies et des organismes bilatéraux de développement en activité dans les différentes sous-régions. Ils exécuteront des activités répondant spécifiquement aux priorités et aux réalités des diverses sous-régions.

## ANNEXE I

### REUNIONS, CONFERENCES, SEMINAIRES ET ATELIERS ORGANISES PAR LA CEA PENDANT LA PERIODE 1998-2000 (par sous-programme)

La présente annexe fournit une liste détaillée des activités entreprises dans le cadre de chaque sous-programme et par chacun des cinq centres de développement sous-régional de la CEA. Il s'agit principalement des réunions, des conférences et des séminaires organisés dans le cadre de chaque sous-programme mais aussi de ceux que d'autres institutions ont financés ou convoqués et auxquels la CEA a participé ou elle a présenté une communication.

#### SOUS-PROGRAMME 1. FACILITER L'ANALYSE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- a) Réunions, séminaires et conférences organisés dans le cadre du sous-programme 1
- i) Conférence conjointe des ministres africains des finances et des ministres responsables du développement économique et social et de la planification et réunion de son groupe intergouvernemental d'experts, 30 avril-8 mai 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - ii) Conférence sous-régionale de suivi du Sommet mondial pour le développement social :
    - Afrique de l'Est et Afrique australe : 15-17 mars 1999, Nairobi (Kenya);
    - Afrique du Nord : 23-25 mars 1999, Marrakech (Maroc);
    - Afrique centrale et Afrique de l'Ouest : Ouagadougou (Burkina Faso) 28-30 septembre 1999;
  - iii) Conférence régionale sur l'exode des compétences et le renforcement des capacités en Afrique, février 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - iv) Forum de la jeunesse africaine organisé par la CEA, 10-14 avril 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - v) Réunion consultative régionale de haut niveau sur le financement du développement et réunion préparatoire de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA, 15-17 novembre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - vi) Huitième session de la Conférence des ministres africains des finances, novembre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- b) Réunions de groupes spéciaux d'experts :
- i) Données quantitatives et qualitatives en vue de l'analyse de la pauvreté, 12-13 octobre 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);

- ii) L'Afrique dans la période post-Uruguay : promouvoir la compétitivité du continent, 19-21 octobre 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - iii) Stratégies de croissance pour l'Afrique : Leçons et propositions, 7-8 décembre 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - iv) Mécanisme de suivi de la première Conférence ministérielle de l'OMC, et modalités de participation effective de l'Afrique à la deuxième Conférence de l'OMC, 9-11 mars 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - v) Stratégies de développement pour l'Afrique, 22-24 mars 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - vi) Incidences des conflits civils sur le développement de l'Afrique, 7-8 avril 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - vii) Promotion des institutions d'investissement en Afrique, 5-6 septembre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- c) Participation à d'autres réunions, conférences et séminaires
- i) Première réunion OUA /CEA de la Conférence des ministres africains du commerce, avril 1998, Harare (Zimbabwe);
  - ii) Troisième Conférence ministérielle de l'Initiative transfrontière, avril 1998, Harare (Zimbabwe);
  - iii) Réunion du Conseil d'administration du Forum africain des marchés des capitaux, mars 1998, Nairobi (Kenya);
  - iv) Vingt-deuxième session ordinaire de la Commission du travail et des affaires sociales de l'OUA, 19-20 avril 1999, Windhoek (Namibie);
  - v) Conférence panafricaine sur la crise de la dette africaine, avril 1999, Libreville (Gabon);
  - vi) Deuxième session ordinaire de la Conférence OUA/AEC des ministres, 20-24 septembre 1999, Alger (Algérie);
  - vii) Réunion préparatoire des négociateurs de haut rang en vue de la Conférence ministérielle de l'OMC de Seattle et de la dixième session de la CNUCED (organisée conjointement avec l'OUA), 21-23 juillet 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - viii) Conférence sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, novembre 1999, Cotonou (Bénin);
  - ix) Conférence panafricaine du projet EAGER sur l'Afrique au troisième millénaire : Commerce, croissance et équité, Gabarone (Botswana) 18-20 octobre 1999.

## **SOUS-PROGRAMME 2 : ASSURER LA SECURITÉ ALIMENTAIRE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE**

### **a) Réunions, séminaires et conférences organisés dans le cadre du sous-programme 2**

- i) Première réunion du Groupe de travail pour le suivi de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), 6-7 mai, Dakar (Sénégal);
- ii) Troisième réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, 23-25 septembre 1998, Addis-Abeba (Ethiopie), (FSSDD /ICPD/FC.3/98/L);
- iii) Atelier régional des parties prenantes sur les liens entre la sécurité alimentaire et l'environnement dans la corne de l'Afrique, 4-6 février 1998, Nairobi (Kenya);
- iv) Séminaire à l'intention d'experts de la CEA sur la présentation du modèle PEDDA, 4-6 novembre 1998, Addis-Abeba (Ethiopie);
- v) Atelier sur la gestion intégrée des terres humides et des ressources en eau, novembre 1998, Dakar (Sénégal);
- vi) Séminaire sur la comptabilité environnementale et la comptabilité des ressources naturelles, 26-28 octobre 1998, Addis-Abeba (Ethiopie);
- vii) Atelier sur la gestion de la fertilité des sols, 23-25 mars 1998, Addis-Abeba (Ethiopie);
- viii) Réunion du groupe d'experts de haut niveau sur l'agriculture, septembre 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
- ix) Séminaire de haut niveau sur les politiques et les stratégies dans les domaines de la science et de la technologie;
- x) Première réunion du Comité du développement durable, 20-25 janvier 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
- xi) Deuxième réunion du Comité consultatif sur la science et la technologie de la CEA, 4-5 juin 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
- xii) Deuxième réunion du Groupe de travail sur le suivi de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la CIPD, 14-16 juin 1999, Dakar (Sénégal);
- xiii) Atelier sur la santé génésique des femmes et la sécurité alimentaire des ménages en Afrique, 11-13 octobre 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);

- xiv) Première réunion du secrétariat conjoint élargi pour les préparatifs de Rio+10;
  - xv) Première réunion du Comité des ressources naturelles, de la science et de la technologie, 15-18 novembre 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - xvi) Réunion de haut niveau des parties prenantes du développement durable, 10-17 janvier 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - xvii) Réunion sous-régionale pour l'Afrique australe sur les études prospectives concernant la foresterie en Afrique), 17-19 avril 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - xviii) Troisième réunion du Comité consultatif de la science et de la technologie, 2-4 octobre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - xix) Deuxième réunion du Comité consultatif sur la population, l'environnement et l'agriculture, 24-26 octobre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - xx) Conférence ministérielle régionale sur la mise en œuvre du Programme pour l'habitat, 6-8 novembre 2000.
- b) Participation à d'autres réunions, conférences et séminaires
- i) Table ronde du FNUAP sur la santé et les droits en matière de procréation, juin 1998, Kampala (Ouganda);
  - ii) Forum de La Haye sur l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD, 8-12 février 1999, La Haye (Pays-Bas);
  - iii) Trente-deuxième session de la Commission de la population et du développement, 22-31 mars 1999, New-York (Etats-Unis);
  - iv) Deuxième réunion du Comité consultatif scientifique du Programme international de formation en matière de population et de développement durable, Université du Botswana, 3-4 juin 1999, Gaborone (Botswana);
  - v) Troisième Assemblée générale de la Commission africaine de la population, 10-14 juin 1999, Abuja (Nigéria);
  - vi) Conférence du Conseil africain de l'Association internationale des présidents d'université, juin 1999, Accra (Ghana);
  - vii) Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la CIPD+5, 30 juin-2 juillet 1999, New York (Etats-Unis);
  - viii) Réunion consultative régionale sur le développement durable en Afrique, 7-9 octobre 1999, Abidjan (Côte d'Ivoire);

- ix) Atelier 1999 : La chaîne alimentaire en Afrique subsaharienne : les agriculteurs et le marché, 14-19 octobre 1999, Bamako (Mali);
- x) Séminaire international sur la santé en matière de procréation en Afrique, 9-12 novembre 1999, Abidjan (Côte d'Ivoire);
- xi) Première Conférence sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale sur le VIH/SIDA et l'agriculture, 22-26 novembre, Elmina (Ghana);
- xii) Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, 19-25 février 2000, Yaoundé (Cameroun);
- xiii) Colloque sous-régional sur la libéralisation des échanges et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, février 2000, Lomé (Togo);
- xiv) Trente-deuxième session de la Commission de la population et du développement, 27-31 mars 2000, New York (Etats-Unis);
- xv) Sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du CDSR pour l'Afrique australe, 11-14 avril 2000, Windhoek (Namibie);
- xvi) Atelier sur le programme sous-régional de réintégration des rapatriés, 23-27 mai 2000, Jijiga (Ethiopie);
- xvii) Atelier sous-régional intitulé : « *Du monopole de l'Etat à l'oligopole privé : crises du marché africain des facteurs de production* »;
- xviii) Première session du Comité préparatoire de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur Habitat II+5;
- xix) Huitième session de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement;
- xx) Deuxième réunion du Groupe de travail sur le suivi de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la CIPD, 14-16 juin 2000, Dakar (Sénégal).

### **SOUS-PROGRAMME 3 : RENFORCER LA GESTION DU DEVELOPPEMENT**

- a) Réunions, séminaires et conférences organisés dans le cadre du sous-programme 3
  - i) Atelier sur un cadre stratégique de conception et de fourniture de services d'appui visant à améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) aux niveaux régional et mondial;
  - ii) Réunion du groupe spécial d'experts sur les codes et indicateurs, pilotes d'évaluation de l'efficacité de la gestion des affaires publiques en Afrique, 16-18 mars 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);

- iii) Réunion du groupe spécial d'experts sur une meilleure gestion des ressources financières des collectivités locales, décembre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - iv) Réunion du groupe spécial d'experts sur les incidences des conflits civils sur le développement de l'Afrique, 7-8 avril 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - v) Atelier sur le rôle de la société civile dans la prévention et le règlement des conflits, 5-6 juin 2000, Lusaka (Zambie);
  - vi) Réunion du Comité directeur du Centre africain de la société civile, 5-6 avril 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- b) Participation à d'autres réunions, conférences et séminaires
- i) Conférence du Commonwealth sur l'administration des entreprises, 30 octobre-3 novembre 2000, Nairobi (Kenya);
  - ii) Conférence sur l'amélioration de la compétitivité des PME dans l'économie mondiale, 12-15 juin 2000, Bologne à Reggio Calabria (Italie);
  - iii) Renforcement de la coopération entre la CEA et la BAD, 2-4 mai 2000, Abidjan (Côte d'Ivoire);
  - iv) Sixième Congrès de l'OSSREA, 24-28 avril 2000, Dar-es-Salaam (Tanzanie);
  - v) Global Knowledge Conference II, 7-10 mars 2000, Kuala Lumpur (Malaisie);
  - vi) Conférence biennale de la CAPAM, 15-18 octobre 2000, Le Cap (Afrique du Sud);
  - vii) Deuxième réunion du Comité directeur du projet CEA/PNUD sur la « Déontologie de la fonction publique en Afrique » et séance de clôture de la quatrième réunion du Forum africain sur la gouvernance, 3-4 septembre 2000, Kampala (Ouganda);
  - viii) Conférence des directeurs de la fonction publique, 26-29 juin 2000, Abuja (Nigéria);
  - ix) Atelier sur les moyens de contribuer au développement des micro-entreprises et des PME, 12-14 juin 2000, Nairobi (Kenya);
  - x) Sommet de l'Association des entrepreneurs d'Asie et d'Afrique, 24-26 juillet 2000, Kuala Lumpur (Malaisie);
  - xi) Quatrième réunion CEA/PNUD du Forum africain pour la gouvernance sur la contribution des parlementaires à l'amélioration de la gestion des affaires publiques en Afrique, 1-4 septembre 2000, Kampala (Ouganda);



- xii) Vingt-troisième Assemblée générale de l'ISO, 26-30 septembre 2000, Milan (Italie);
- xiii) Sommet africain de l'an 2000 sur le financement des collectivités locales en Afrique pour renforcer la démocratie et promouvoir le développement durable, 15-20 mai 2000, Windhoek (Namibie);
- xiv) Séminaire régional des parlementaires africains anglophones, 22-24 mai 2000, Nairobi (Kenya);

#### **SOUS-PROGRAMME 4 : EXPLOITER L'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT**

##### **a) Réunions, séminaires et conférences organisés dans le cadre du sous-programme 4**

- i) Atelier sur l'élaboration de stratégies et de plans relatifs à la mise en place de l'infrastructure nationale en matière d'information et de communication (NICI), mai 1998, Windhoek (Namibie);
- ii) Colloque international sur la télémédecine à l'intention des pays arabes, européens et africains, septembre 1998, Tunis (Tunisie);
- iii) Atelier d'information sur les politiques relatives à la société de l'information et les plans concernant la mise en place d'une infrastructure d'information et de communication (NICI), décembre 1998, Kigali (Rwanda);
- iv) Conférence sur la connectivité mondiale pour l'Afrique, juin 1998, Addis-Abeba (Ethiopie);
- v) Atelier sous-régional sur le fonctionnement des réseaux Internet, août 1998, Bulawayo (Zimbabwe);
- vi) Réunion technique préparatoire du Sommet post ADF 99, 27-29 mars 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- vii) Sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique australe et atelier sous-régional sur la mise en place de l'infrastructure nationale en matière d'information et de communication, 11-14 avril 2000, Windhoek (Namibie);
- viii) Atelier sous-régional sur l'infrastructure nationale en matière d'information et de communication en Afrique australe, 19-21 juin 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);

##### **c) Participation à d'autres réunions, conférences et séminaires**

- i) Atelier sur les petites et moyennes entreprises (PME), 28-30 janvier 2000, Le Caire (Egypte);
- ii) Atelier de la CEA sur les télécommunications en Afrique, 26-27 février 2000, Nairobi (Kenya);

- iii) Colloque Commsphere 2000, 28 février-2 mars 2000, Madras (Inde);
- iv) Global Knowledge II (GKII) Conference and Action Summit, 7-10 mars 2000, Kuala Lumpur (Malaisie);
- v) Réunion de l'ICANN, 7-10 mars 2000, Le Caire;
- vi) Réunion de l'AfroNIC, 6-7 mai 2000, Le Cap (Afrique du Sud);
- vii) « Internet et les cultures nationales : problèmes et perspectives », Conférence organisée par le Centre d'études africaines de l'Université de l'Ohio, 1-3 juin 2000, Columbus (Ohio, Etats-Unis);
- viii) Conférence de l'UIT, 5-9 juin 2000, Banjul (Gambie);
- ix) Colloque international sur la technologie de l'information au service du développement, organisé en tant que contribution à la réunion du G8, 2-4 juillet 2000, Okinawa (Japon);
- x) Réunion du Conseil économique et social sur la technologie de l'information au service du développement, juillet 2000, New York (Etats-Unis);
- xi) Forum des organismes africains de réglementation des télécommunications, 29 août-1er septembre 2000, Afrique du Sud;
- xii) Atelier de l'UNESCO sur l'info-éthique, 13-15 septembre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- xiii) Réunion de la Global Society for Development, 1-4 octobre 2000, Reimsburg (Allemagne);
- xiv) Réunion du Groupe consultatif technique international de l'UNESCO sur le logiciel IDAMS, 2-5 octobre 2000, Paris (France);
- xv) Atelier Banque mondiale/InfoDev sur les TIC et la réduction de la pauvreté, 9-10 octobre 2000, Le Caire (Egypte);
- xvi) Atelier sur l'intégration de la problématique hommes-femmes, 16-19 octobre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- xvii) Forum des organismes africains de réglementation des télécommunications, 25-27 octobre 2000, Gaborone (Botswana);
- xviii) Réunion du Groupe d'experts d'AFRISTAT sur l'harmonisation des activités et la classification des produits, 6-10 mars 2000, Bamako (Mali);

- xix) Association des comptables des systèmes nationaux de comptabilité: Huitième Colloque sur la comptabilité nationale, 19-22 janvier 2000, Paris (France);
- xx) Réunion de la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies, 29 février-3 mars 2000, New York (Etats-Unis);
- xxi) Groupe de travail intersecrétariat sur la comptabilité nationale, 5-7 avril 2000, New York (Etats-Unis);
- xxii) Réunion conjointe CEE/EUROSTAT/OCDE sur la comptabilité nationale, 26-28 avril 2000, Genève (Suisse);
- xxiii) Conférence des statisticiens du Commonwealth pour le nouveau millénaire, 1-5 mai 2000, Gaborone (Botswana);
- xxiv) Deuxième réunion du Groupe consultatif John Hopkins sur l'élaboration pour les associations à but non lucratif, d'un manuel sur le système de comptabilité nationale de 1993, 8-9 juin 2000, New York (Etats-Unis);
- xxv) Réunion en vue du lancement d'un partenariat de statistique au service du développement pour le 21<sup>e</sup> siècle (Paris 21) Initiative et réunions de suivi, novembre 2000, Paris (France);
- xxvi) Réunion des chefs d'Etat africains sur la croissance et la réduction de la pauvreté : Programme pour l'Afrique à l'aube du troisième millénaire.

## **SOUS-PROGRAMME 5: PROMOUVOIR LA COOPERATION ET L'INTEGRATION REGIONALES**

### **A. Faciliter la coopération et l'intégration régionales**

#### **Réunions, séminaires et ateliers organisés dans le cadre du sous-programme**

- i) Réunion de groupe spécial d'experts sur l'exploitation des ressources du secteur privé, des forces du marché et du capital international en vue d'accélérer l'intégration économique africaine.
- ii) Séminaire régional sur l'harmonisation des engagements pris par les pays africains dans le cadre du Traité instituant la Communauté économique africaine et des accords commerciaux internationaux multilatéraux;
- iii) Atelier sur les capacités d'analyse, de communication et de négociation en vue des négociations commerciales africaines.

**B. Transport et communications**

Réunions, conférences et séminaires

- i) Réunion de groupe spécial d'experts sur la participation du secteur privé au développement des infrastructures en Afrique, organisée conjointement par la CEA, l'Institut de la Banque mondiale, l'OUA et la BAD, du 8 au 11 mai 2000 à Lusaka (Zambie);
- ii) Séminaire sur la facilitation du transport en Afrique de l'Est;
- iii) Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, qui a entériné la Déclaration de Yamoussoukro concernant la libéralisation de l'accès aux marchés du transport aérien en Afrique, juillet 2000, Lomé (Togo);
- iv) Réunion sur le Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne;
- v) Colloque international sur le transport organisé à Washington du 9 au 13 octobre 2000 par le Secrétaire aux transports du Gouvernement des Etats-Unis;
- vi) Première réunion de l'organe de suivi de la Déclaration de Yamoussoukro.

**C. Le secteur de l'eau**

Réunions, conférences et séminaires

- i) Huitième réunion annuelle du Groupe interinstitutions pour l'eau en Afrique, du 25 au 27 janvier 2000 à Accra (Ghana);
- ii) Réunion tripartite OUA-BAD-CEA de suivi de la Vision mondiale de l'eau, en juillet 2000 à Abidjan (Côte d'Ivoire);
- iii) Exposition lors du deuxième Forum mondial sur l'eau, organisé par le Conseil mondial de l'eau (CME), du 16 au 22 mars 2000 à La Haye (Pays-Bas);
- iv) Réunions préparatoires de mise au point de la Vision africaine de l'eau à l'horizon 2025, organisées conjointement avec la BAD, l'OUA, la Banque mondiale et d'autres partenaires, en janvier 2000 à Abidjan (Côte d'Ivoire);
- v) Réunions de coordination du Groupe de travail chargé de la question de l'eau, dans le cadre de l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, tenues le 20 mars 2000 à La Haye et en juin 2000 à Addis-Abeba (Ethiopie);
- vi) Inauguration du Centre d'évaluation des eaux internationales, organisée par la Commission économique pour l'Europe, le 22 septembre 2000 à La Haye;

- vii) Participation à la réunion spéciale pour l'élaboration du rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde, organisée par le Département des affaires économiques et sociales, les 21 et 22 septembre 2000 au siège de l'UNESCO à Paris;
- viii) Participation de la CEA à la huitième Conférence sur le Nil (2002), tenue du 18 au 20 juin 2000 à Addis-Abeba.

#### **D. Mines et énergie**

##### **Réunions, conférences et séminaires**

- i) Réunion de groupe spécial d'experts sur la mobilisation de capitaux pour la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques de l'Afrique: une nouvelle dimension du partenariat entre les secteurs public et privé;
- ii) Première réunion du Comité des ressources naturelles, de la science et de la technologie, tenue du 15 au 18 novembre 1999 à Addis-Abeba.

#### **SOUS-PROGRAMME 6: PROMOUVOIR LA CONDITION DE LA FEMME**

##### **a) Réunions, conférences et séminaires organisés par le CAF(1998-200)**

- i) "Les femmes africaines et le développement économique: investir dans notre avenir", Conférence tenue du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai 1998 à Addis-Abeba (Ethiopie);
- ii) Réunion du Comité "Femmes et développement", tenue du 2 au 5 avril 1999 à Ouagadougou (Burkina Faso);
- iii) Sixième Conférence régionale africaine sur les femmes, tenue du 22 au 26 novembre 1999 à Addis-Abeba;
- iv) Réunion du Bureau du Comité "femmes et développement", tenue le 7 mars 2000 à New York;
- v) Réunion de groupe spécial d'experts, tenue du 23 au 25 novembre 2000 à Addis-Abeba (Ethiopie), sur l'élaboration d'une méthodologie pour la rédaction du Rapport sur la femme africaine (2002), dont le thème sera: "Intégration de la problématique hommes-femmes dans les domaines de la gouvernance et de la prise de décision: un défi pour l'Afrique";
- vi) Réunions sous-régionales de suivi de la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing;
- vii) Réunions du comité préparatoire de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes.

b) Participation à d'autres réunions, conférences et séminaires

- i) Forum de la FAO sur les femmes rurales et l'information, tenu en octobre 1999 à Rome (Italie);
- ii) Conférence de la Banque mondiale sur les femmes et le droit, tenue en septembre 1999, Washington.

**SOUS-PROGRAMME 7: APPUYER LES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT AU NIVEAU SOUS-REGIONAL**

A. Activités menées par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale (CDSR-AC)

a) Réunions, séminaires et conférences organisés par le Centre:

- i) Séminaire sur l'Internet et le développement de l'Afrique, 8 juin 1998, Yaoundé (Cameroun);
- ii) Séminaire sur la gestion des interdépendances entre population, sécurité alimentaire et environnement en Afrique centrale: cadre directeur régional, 9-13 mars 1998, Kribi (Cameroun);
- iii) Séminaire de formation à l'intention des ONG, 15-18 juin 1998, Mbalmayo (Cameroun);
- iv) Séminaire sur les télécommunications et les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les 8 et 9 juin 1998 à Yaoundé (Cameroun);
- v) Colloque sur la politique nationale de partenariat entre le gouvernement et les organisations de la société civile, les 11 et 12 juin 1998, Yaoundé (Cameroun);
- vi) Réunion du groupe spécial d'experts sur la relance de la CEEAC, en octobre 1998 à, Yaoundé (Cameroun);
- vii) Réunion-débat sur le franc CFA et l'avènement de l'euro; la redynamisation de l'intégration régionale et la coopération sous-régionale en Afrique centrale;
- viii) Réunion des ONG, 2-5 septembre 1998, Bafoussam (Cameroun);
- ix) Séminaire sur les aliments non traditionnels, 26-30 avril 1999, Sangmelima (Cameroun);
- x) Seizième et dix-septième réunions du Comité intergouvernemental d'experts, juin 1998, Malabo (Guinée équatoriale);
- xi) Cyberforum des ONG et des femmes entrepreneurs, 10-12 novembre 1999, Douala (Cameroun);

- xii) Atelier sur la modélisation et ses applications en République centrafricaine, 6-11 décembre 1999, Bangui (République centrafricaine);
  - xiii) Atelier sur le renforcement des capacités en vue de la décentralisation administrative, de l'aménagement urbain et de la planification spatiale, 14-18 décembre 1999, Limbe (Cameroun);
  - xiv) Dix-huitième réunion du Comité intergouvernemental d'experts, avril 2000, N'Djamena (Tchad);
  - xv) Séminaire de formation des ONG de la province de l'Ouest du Cameroun, 7-10 février 2000, Bafoussam (Cameroun);
  - xvi) Réunion de groupe spécial d'experts sur les réseaux de femmes en Afrique centrale, 23-27 novembre 2000, Douala (Cameroun);
  - xvii) Présentation-débat sur de nouvelles questions stratégiques: enseignements tirés du Sommet de l'OMC tenu à Seattle, 10-12 octobre 2000, Yaoundé (Cameroun);
- b) Participation à d'autres réunions, conférences et séminaires
- i) Deuxième réunion extraordinaire des experts de l'UDEAC/CEMAC et session ministérielle, 17-19 janvier 1998 à Libreville (Gabon);
  - ii) Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC, 2-7 février 1998, Libreville (Gabon);
  - iii) Réunion UDEAC/CEMAC sur l'agriculture, 25-29 septembre 1998, Bangui (République centrafricaine);
  - iv) Première réunion préparatoire de la sixième Conférence régionale sur les femmes, 25-28 janvier 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - v) Atelier préparatoire de la Conférence internationale sur les femmes et le développement, 17-20 février 1998, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - vi) Séminaire de formation à la planification stratégique pour le secteur de la santé sous tutelle des ONG, 30 juillet - 3 août 1998, Yaoundé (Cameroun);
  - vii) Formation de groupe/séminaire sur les politiques et la promotion des investissements;
  - viii) Conférence de suivi du Sommet mondial pour le développement social en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, 7-13 mars 1999, Ouagadougou (Burkina Faso);
  - ix) Réunion des experts de la CEMAC, 24-27 mars 1999, Bata (Guinée équatoriale);

- x) Réunion sous-régionale de suivi du Sommet mondial pour le développement social, 28-30 septembre 1999, Ouagadougou (Burkina Faso);
- xi) Atelier d'analyse, de communication et de négociation en vue des négociations commerciales africaines, 8-12 novembre 1999, Addis-Abeba (Ethiopie);
- xii) Sixième Conférence régionale africaine sur les femmes, 22-26 novembre 1999, Addis-Abeba. (Ethiopie) ;
- xiii) Premier Forum pour le développement de l'Afrique, 24-28 octobre 1999, Addis-Abeba (Ethiopie).

**B. Activités menées par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord (CDSR-AN)**

**a) Réunions, séminaires et conférences organisés par le Centre**

- i) Quinzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE), 28-31 mars 2000, Tanger (Maroc);
- ii) Conférence sous-régionale sur le VIH/SIDA en Afrique du Nord (organisée conjointement par le CDSR, le CAFRADES et l'Université du Maghreb), le 31 octobre – et le 1<sup>er</sup> novembre 2000, Tripoli (Libye);
- iii) Consultations régulières avec les partenaires: UMA, CEA et PNUD, 22 juin 2000, Rabat (Maroc);
- iv) Retraite organisée en collaboration avec le Bureau du PNUD au Maroc, en vue de l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Maroc, 2002-2006, 28 et 29 septembre 2000, Tanger (Maroc);

**b) Participation à d'autres réunions, séminaires et conférences**

- i) Deuxième Forum national de la solidarité féminine, 19 janvier 2000, Casablanca (Maroc);
- ii) Septième réunion annuelle du Groupe interinstitutions pour l'eau en Afrique, 25-27 janvier 2000 à Accra (Ghana);
- iii) Colloque régional sur les Arabo-africaines et les défis du XXI<sup>e</sup> siècle, 18-20 février 2000, Casablanca (Maroc);
- iv) Première réunion économique du COMESA: marchés africains émergents, les 28 et 29 février 2000, Le Caire (Egypte);
- v) Table ronde des hommes d'affaires africains, neuvième Assemblée générale et Conférence internationale sur l'intégration africaine, 25-28 mars 2000, Casablanca (Maroc);



- vi) Vingt-troisième session ordinaire de la Commission du travail et des affaires sociales de l'OUA, 16-21 avril 2000, Alger (Algérie);
- vii) Deuxième réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification, 1<sup>er</sup>-5 mai 2000, Abuja (Nigéria);
- viii) Réunion sur la stratégie du programme de coopération entre le Gouvernement marocain et l'UNICEF pour le cycle 2002-2006, 18 septembre 2000, Rabat (Maroc);
- ix) Réunion internationale sur les économies émergentes et les politiques de promotion des PME, 5 et 6 octobre 2000, Rabat (Maroc);
- x) Séminaire sur le rôle des femmes dans l'édification du Maghreb uni, 10 et 11 novembre 2000, Tunis (Tunisie);
- xi) Forum national sur l'expérience de l'Egypte en matière de participation au développement, 23-25 novembre 2000, Le Caire (Egypte).

**C. Activités menées par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique australe (CDSR-AA)**

**a) Réunions, séminaires et conférences organisés par le CDSR**

- i) Sixième réunion du comité intergouvernemental d'experts (CIE), 11-13 avril 2000, Windhoek (Namibie);
- ii) Réunion de groupe spécial d'experts sur la collaboration entre hommes et femmes dans la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique australe, 13-15 novembre 2000, Lusaka (Zambie).

**b) Participation aux réunions, séminaires et conférences organisés par d'autres divisions de la CEA**

- i) Réunion du Bureau de la Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et énergétiques, 7 février 2000, Le Cap (Afrique du Sud);
- ii) Conférence régionale sur l'exode des compétences et le renforcement des capacités en Afrique, 22-24 février 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- iii) Réunion de groupe spécial d'experts sur les incidences des conflits civils sur le développement de l'Afrique, les 7 et 8 avril 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- iv) Atelier sous-régional sur l'élaboration de programmes le renforcement des capacités des organisations de la société civile dans le domaine de la prévention et de la résolution des conflits en Afrique australe, 5-7 juin 2000, Lusaka (Zambie);

- v) Deuxième session du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification, 1<sup>er</sup>-5 mai 2000, Abuja (Nigeria);
  - vi) Huitième session de la Conférence des ministres des finances de la CEA, 21 et 22 novembre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
  - vii) Deuxième Forum pour le développement de l'Afrique, 3-7 décembre 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- c) Participation à des réunions organisées par d'autres partenaires du développement

Le Centre a participé, au nom de la CEA, aux réunions ci-après, organisées par les communautés économiques régionales et d'autres partenaires du développement:

- i) Conférence consultative annuelle de la SADC, 21-23 février 2000, Ezulwini (Swaziland);
- ii) Séminaire régional de la SADC sur la migration de la main-d'oeuvre en Afrique australe, 6-9 mars 2000, Lusaka (Zambie); (le Centre a présenté une note sur la question);
- iii) Séminaire régional de la SADC à l'intention des parlementaires sur le processus d'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing, 24-30 avril 2000, Gaborone (Botswana);
- iv) Conférence annuelle des chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC, 1<sup>er</sup>-8 août 2000, Windhoek (Namibie);
- v) Première Conférence régionale du COMESA: le marché africain émergent, 28 et 29 février 2000, Le Caire (Egypte);
- vi) Réunion annuelle de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du COMESA, 14-20 mai 2000, Maurice (Ile Maurice);
- vii) Atelier du COMESA sur le contrôle de la charge à l'essieu, 23-25 août 2000, Lilongwe (Malawi);
- viii) **Help-Age International:** Atelier régional africain consacré aux incidences de l'évolution des structures familiales sur la vie des personnes âgées; aux droits des personnes âgées et aux personnes âgées face au SIDA, 11-13 septembre 2000, Harare (Zimbabwe);
- ix) **OUA/Help-Age International:** Réunion d'experts internationaux sur l'élaboration d'un cadre directeur et d'un plan d'action de l'OUA sur le vieillissement, 27 novembre -1<sup>er</sup> décembre 2000, Kampala (Ouganda);
- x) **Union internationale des transports routiers:** Vingt-septième Congrès mondial, 17-20 mai 2000; Bruxelles (Belgique);

- xi) **Banque mondiale:** Réunion d'un groupe d'experts sur la mobilité à bon marché dans les villes africaines, 17-20 juin 2000, Delft (Pays-Bas);
- xii) **Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique:** Atelier régional à l'intention des coordonnateurs nationaux sur le renforcement des capacités, 26 et 27 juin 2000, Lusaka (Zambie);
- xiii) **Ministère américain des transports:** Réunion des ministres africains chargés de la sécurité routière, 19 et 20 septembre 2000, Accra (Ghana).

d) Projets sur le terrain

Appui technique et administratif au projet de promotion du secteur informel en vue du développement en Afrique - Projet pilote en Zambie (financé par l'Agence allemande de coopération technique - GTZ).

D. Activités menées par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest (CDSR-AO)

a) Réunions, séminaires et conférences organisés par le Centre

- i) Troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts, 5-11 juin 2000, Abuja (Nigéria);
- ii) Réunion de groupe spécial d'experts sur les directives pour le partage d'informations et le travail en réseau sur le Web en Afrique de l'Ouest, 6 juin 2000, Abuja (Nigéria);
- iii) Réunion de groupe spécial d'experts sur le développement du secteur informel en Afrique de l'Ouest, 6 juin 2000, Abuja (Nigéria);
- iv) Séminaire sur l'intégration physique en Afrique de l'Ouest: programme de mise en place des infrastructures, 7 juin 2000, Abuja (Nigéria);

b) Participation à d'autres réunions, séminaires et conférences

- i) Réunion régionale d'un groupe spécial d'experts sur les stratégies de développement de l'Afrique, 20-24 mars 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- ii) Deuxième réunion consultative du Groupe de travail sur la reconstruction et le développement après les conflits dans les pays de l'Union du fleuve Mano, 23 et 24 mars 2000, Conakry (Guinée);
- iii) Réunion du HCR commémorant le 21<sup>e</sup> anniversaire de la Convention relative aux réfugiés, 25 et 26 mars 2000, Conakry (Guinée);

- iv) Deuxième réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et social et de la planification, 1<sup>er</sup>-5 mai 2000, Abuja (Nigéria);
- v) Quatre-vingt-dixième session de la Conférence des ministres de l'Autorité du bassin du Niger, 4-6 septembre 2000, Cotonou (Bénin);
- vi) Cinquième session du Comité régional de l'Organisation mondiale de la santé - Région Afrique, 27 août - 2 septembre 2000, Ouagadougou (Burkina Faso);
- vii) Réunion du Conseil des ministres et Sommet des chefs d'Etat de l'Union du fleuve Mano, 5 et 6 mai 2000, Conakry (Guinée);
- viii) Forum pour la validation du Programme d'action national relatif à la lutte contre la désertification et à la gestion des ressources naturelles, 6-8 septembre 2000, Niamey (Niger);
- ix) Atelier sur l'accès des femmes aux services juridiques et judiciaires en Afrique subsaharienne, 27-30 novembre 2000, Lomé (Togo).

## **AUTRES PROGRAMMES**

### **A. Activités menées au titre du Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90**

#### **a) Réunions, séminaires et conférences**

- i) Conférence régionale sur l'exode des compétences et le renforcement des capacités en Afrique, 22-24 février 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- ii) Réunion de groupe spécial d'experts sur les incidences des conflits civils sur le développement de l'Afrique, organisée conjointement par les organes chargés de l'Initiative spéciale pour la mise en oeuvre du Nouvel ordre du jour et par la DPES, 7 et 8 avril 2000, Addis-Abeba (Ethiopie);
- iii) Réunion de suivi de la Conférence régionale sur l'exode des compétences et le renforcement des capacités en Afrique, 28-30 juin 2000, Genève (Suisse);
- iv) Réunion d'un groupe spécial d'experts relative aux incidences du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation en Afrique: perspectives sous-régionales et meilleures pratiques (Afrique de l'Est et Afrique australe), 13-15 septembre 2000, Entebbe (Ouganda);
- v) Réunion d'un groupe spécial d'experts sur le thème: "Réforme des Etats et état des réformes dans les pays francophones de l'Afrique au sud du Sahara: les administrations publiques africaines à l'orée du 21<sup>e</sup> siècle ", 3-5 mai 2000, Niamey (Niger);

- vi) Séminaire de haut niveau sur les instruments de promotion et de suivi du commerce extérieur en Afrique centrale, 7-9 novembre 2000, Douala (Cameroun).
- b) Participation à d'autres réunions, séminaires et conférences
  - i) Séminaire régional ouest-africain sur la Décennie pour l'éducation, organisé par l'OUA et la CEDEAO, 24-28 janvier 2000, Banjul (Gambie);
  - ii) Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique: réunion du Conseil exécutif provisoire, 25 avril 2000, Dakar (Sénégal);
  - iii) Le Forum mondial sur l'éducation, chargé de stimuler la campagne "Education pour tous", 26-28 avril 2000, Dakar (Sénégal);
  - iv) Première réunion du Comité directeur de la Décennie africaine de l'éducation , 28 avril 2000, Dakar (Sénégal);
  - v) Réunion d'experts pour la création du centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique, 12-14 juillet 2000, Ouagadougou (Burkina Faso);
  - vi) Deuxième session du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives, avril 2000, New York;
  - vii) Sommet mondial sur le développement social et au-delà: le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation, juin - juillet 2000, Genève (Suisse).

## ANNEXE II

### **SERVICES CONSULTATIFS REGIONAUX FOURNIS AUX ETATS MEMBRES, AUX ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET AUX ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

La CEA a pour mandat d'aider les Etats membres et leurs institutions à développer leurs capacités d'élaboration et d'exécution de politiques et de programmes de développement par des activités de coopération technique. Celles-ci, qui n'entraînent aucun engagement de ressources financières, revêt la forme de services consultatifs régionaux fournis à la demande des Etats membres et de leurs organisations intergouvernementales, d'ateliers de formation, de séminaires, de bourses de formation, d'activités de renforcement des institutions et de projets opérationnels. Pour développer les capacités de ses Etats membres, la CEA organise chaque année plus de 40 ateliers et séminaires de formation.

Les services consultatifs, qui constituent le principal instrument d'appui de la CEA au niveau des pays, sont offerts par une équipe pluridisciplinaire de conseillers régionaux déployés dans les diverses divisions techniques de la Commission. Ces services sont destinés à résoudre des difficultés techniques et des problèmes bien précis qui se posent à des Etats membres ne disposant pas des compétences spécialisées requises.

Les activités de coopération technique entreprises par la CEA au cours de la période considérée ont couvert l'ensemble des questions figurant dans le programme de travail de la Commission, à savoir, la sécurité alimentaire; les technologies d'information; le renforcement des capacités en matière d'élaboration et de gestion de la politique économique; la gestion du développement; la coopération et l'intégration régionales; et les questions se rapportant au commerce et à l'investissement. Les principales activités de coopération technique menées au cours de la période 1998-2000 sont indiquées dans la présente annexe. Ces activités sont énumérées par pays bénéficiaire et par organisation ou organisme.

#### **SOUS-PROGRAMME 1 : FACILITER L'ANALYSE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE**

##### **a) La coopération technique**

##### **i) Avec les Etats membres**

- Plusieurs Etats membres ont bénéficié d'une assistance pour l'informatisation des procédures et des données douanières et le système d'information avancée sur les marchandises.

##### **ii) Avec l'Ethiopie**

- Au titre du sous-programme 1, la CEA a lancé de nouvelles activités dans son pays d'accueil. Celles-ci ont comporté : une assistance technique et un appui logistique aux établissements de formation douanière; des ateliers sur la mondialisation; un appui aux programmes de troisième cycle d'économie à l'Université d'Addis-Abeba; et un appui au renforcement des capacités en matière de gestion de la dette.

iii) Avec la République démocratique du Congo (RDC)

- La CEA a procédé à l'évaluation de la situation en RDC en vue d'appuyer les efforts d'établissement d'une paix durable, de reconstruction et de développement.

b) Cours de formation, séminaires et ateliers spécialisés

- i) Formation de groupe sur la gestion de la dette, mai 1999, à Dakar (Sénégal) ;
- ii) Séminaire sur les mesures visant à assurer une participation tangible de l'Afrique dans les nouvelles négociations commerciales internationales, du 9 au 11 mars 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie);
- iii) Séminaire sur les arrangements commerciaux, du 9 au 11 mars 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie) ;
- iv) Atelier conjoint CEA/Banque mondiale sur la croissance économique, la lutte contre la pauvreté et la protection sociale, du 1er au 11 juin 1999, à Addis-Abeba (Ethiopie) ;
- v) Atelier de formation sur l'action des pouvoirs publics en faveur de la lutte contre la pauvreté, du 22 au 24 mars 2000 à Addis-Abeba (Ethiopie).

**SOUS-PROGRAMME 2 : ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE**

a) Coopération technique

i) Avec le Programme d'assistance technique (TAP) du FNUAP

- Pour fournir des services consultatifs et une assistance technique aux pays africains dans les domaines de la cartographie, du recensement ainsi que du traitement et de l'analyse des données démographiques.

ii) Avec l'Ethiopie

- Un fonctionnaire du Bureau national de la population a participé à l'atelier de formation sur le modèle PEDa organisé à Addis-Abeba du 9 au 18 juin 1999;
- La CEA a aidé le Bureau national de la population à élaborer un programme national de recherche sur la santé en matière de procréation et la sécurité alimentaire;
- La CEA a aidé le Bureau du travail et du développement urbain de la ville d'Addis-Abeba à préparer une étude importante sur les migrations internes et l'urbanisation

en Ethiopie, notamment à Addis-Abeba. Les conclusions de l'étude serviront de base pour l'élaboration d'orientations informelles concernant la planification urbaine à Addis-Abeba;

- Dans le cadre du Comité conjoint CEA/Ethiopie de la coopération technique et du développement, la Division déléguera un fonctionnaire auprès de l'Université d'Addis-Abeba en qualité d'examineur externe;
- La CEA a préparé une étude intitulée "Les infrastructures urbaines : planification et gestion" pour la région du Tigray. Cette étude a été présentée à l'occasion de l'atelier sur l'urbanisation qui a eu lieu du 11 au 13 octobre 2000 à Mekele (Ethiopie).

b) Cours de formation

- i) Atelier international de formation sur la population et la planification du développement, du 23 au 27 mars 1998, à Prétoria (Afrique du Sud) ;
- ii) Atelier de renforcement des capacités sur les études d'impact sur l'environnement dans les pays de l'Afrique subsaharienne, juillet 1998, à Nairobi (Kenya) ;
- iii) Atelier de formation sur les données nécessaires au modèle PEDDA et sa gestion, du 9 au 18 juin 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie);
- iv) Séminaire de formation sur le développement par la technologie : programme d'invitation d'universitaire, en juin 1999, à Addis-Abeba ;
- v) Formation à l'intention de fonctionnaires des Nations Unies chargés de sensibiliser leurs collègues aux problèmes posés par le VIH/SIDA, du 19 au 23 juin 2000, à Addis-Abeba ;
- vi) Formation spécialisée sur le modèle PEDDA, du 3 au 13 juillet 2000, à Addis-Abeba et du 24 juillet au 4 août 2000 à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), à Vienne (Autriche).

### **SOUS-PROGRAMME 3 : RENFORCER LA GESTION DU DEVELOPPEMENT**

a) Coopération technique

- i) Services consultatifs auprès du Ministère de l'intégration et de la coopération régionales du Nigéria portant sur la mise en place d'un cadre institutionnel adéquat pour le Fonds d'affectation spéciale du Nigéria, du 17 au 19 mai 2000 à Abuja (Nigéria) ;
- ii) Services consultatifs auprès de l'Organisation ouest-africaine de la santé portant sur la mise en place d'un système efficace de gestion administrative et financière, du 7 au 14 novembre 2000, à Bobo Dioulasso (Burkina Faso) ;



- iii) Services consultatifs auprès des autorités de l'Etat de Bayelsa (Nigéria), sur l'élaboration d'une stratégie de création d'emplois;
  - iv) Services consultatifs auprès du Gouvernement du Swaziland sur la révision de son programme de réforme de la fonction publique, en février 2000;
  - v) Services consultatifs auprès de la Transit and Transport Coordination Authority du Kenya pour la restructuration de son secrétariat, en juin 2000 à Mombasa (Kenya);
  - vi) Appui consultatif à l'Union du fleuve Mano pour la relance de son secrétariat établi à Freetown (Sierra Leone), en août 2000;
  - vii) Services consultatifs au Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD) pour la restructuration et la réorganisation de cet établissement, en décembre 2000;
  - viii) Services consultatifs auprès de la CEDEAO pour la préparation d'études en vue de restructurer son secrétariat et son Fonds ;
  - ix) Assistance à la SADC pour la finalisation d'un rapport sur le développement des PME, en mai 1998;
  - x) Appui consultatif au COMESA pour l'évaluation des besoins de formation de ses administrateurs, en avril 1999.
- b) Cours de formation, séminaires et ateliers spécialisés
- i) Examen des services d'appui aux PME en Namibie et en Afrique du Sud, à Windhoek du 26 au 30 juin 2000 et à Johannesburg du 3 au 7 juillet 2000;
  - ii) Examen des services d'appui aux PME de l'île Maurice, juin - juillet 2000, à Port Louis (Maurice);
  - iii) Atelier de formation à l'intention de hauts fonctionnaires nigériens, du 10 au 14 avril 2000, à Abuja (Nigéria). Un document sur la décentralisation présenté par la CEA à l'occasion de l'atelier a par la suite été publié dans *Regional Development Dialogue, Vol. 21, No. 1, Printemps 2000 sous le titre "Scope for Popular Participation in Decentralisation, Community Governance and Development : Towards a New Paradigm of Centre-Periphery Relations"* (La participation populaire à la décentralisation, à la gouvernance communautaire et au développement : vers un nouveau modèle de relations entre le centre et la périphérie).
  - iv) Sixième cours de formation du Centre des Nations Unies pour le développement régional (CNUDR), du 14 au 18 octobre 2000, à Karen (Kenya);

- v) Une assistance a été fournie à l'Université d'Addis-Abeba et à l'Institut de sociologie de la Haye, pour l'évaluation des programmes de maîtrise sur les études régionales et locales, menées conjointement par les deux institutions, mai 1999;
- vi) Services consultatifs à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) en vue de finaliser un rapport et un descriptif de projet sur le développement des capacités des chefs d'entreprise africains en matière d'intégration des marchés régionaux et mondiaux, en novembre 1999;
- vii) Services consultatifs à l'Institut éthiopien de gestion pour l'élaboration et la mise en place d'un programme de formation sur la déontologie et l'obligation de rendre compte à l'intention des hauts fonctionnaires de l'Etat Amhara, en mars 1998;
- viii) Une assistance a été fournie au Ministère de la fonction publique du royaume du Lesotho pour élaborer un module de formation sur le renforcement des capacités de gestion, août 1999;
- ix) Atelier de renforcement des capacités sur la motivation et la productivité à l'intention de responsables des secteurs public et privé, Centre pour le service public de l'Université de Namibie, en 1998 et 1999;
- x) Trois missions d'étude sur l'amélioration de la compétitivité des PME ont été effectuées à Maurice, en Namibie et en Afrique du Sud entre le 27 novembre et le 1er décembre 2000;
- xi) Atelier de formation à l'intention des Secrétaires généraux de la Fonction publique nigériane sur la gestion intégrale de la qualité et l'amélioration des services, en juin 1999, à Abuja (Nigéria) ;
- xii) Services consultatifs fournis à l'Ethiopie : préparation d'un descriptif de projet sur l'enseignement de la déontologie aux fonctionnaires éthiopiens ainsi que d'une étude et d'un plan d'action en vue de la création de l'Institut de technologie de Mekalle;
- xiii) Séminaire de formation à l'intention des dirigeants du groupe MIDROC-Ethiopia, la plus grande entreprise privée éthiopienne.

#### **SOUS-PROGRAMME 4 : EXPLOITER L'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT**

##### **a) Coopération technique**

- i) Services consultatifs se rapportant à la création de l'Agence nigériane de coopération technique, du 15 au 23 mai 2000, à Abuja (Nigéria);
- ii) Services consultatifs pour entreprendre une étude sur les programmes d'enseignement à distance par le Web au bénéfice de l'IDEP, du 10 au 13 juillet 2000, Dakar (Sénégal);

- iii) Services consultatifs concernant l'élaboration des plans relatifs à l'infrastructure nationale d'information et de communication pour le Burundi, du 14 au 18 août 2000 à Bujumbura;
  - iv) Services consultatifs concernant l'élaboration des plans relatifs à l'infrastructure nationale d'information et de communication pour le Swaziland, à Mbabane en septembre 2000;
  - v) Cinq évaluations de systèmes statistiques nationaux pour : i) l'élaboration d'un programme à moyen terme (République démocratique du Congo); ii) l'élaboration d'un plan directeur statistique (Mauritanie); iii) le changement de statut d'un bureau national de la statistique (Tchad); iv) l'élaboration d'un système d'information statistique sectorielle (Rwanda); et v) l'élaboration d'un système d'information intégré (Lesotho);
  - vi) Une enquête sur les systèmes statistiques des ports de la Réunion, de Maurice et de Mombasa menée à la demande de l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (AGPAEA), ainsi que des services d'appui technique pour la première réunion d'experts des statistiques portuaires de l'AGPAEA, du 27 au 30 juin 2000, à Mombasa (Kenya);
  - vii) Finalisation de l'évaluation et de la sélection d'un système intégré de pointe pour la gestion des bibliothèques basé sur des besoins fonctionnels et systémiques précis.
- b) Cours de formation, séminaires et ateliers spécialisés
- i) Atelier sur les politiques et les plans concernant les technologies de l'information et de la communication au Rwanda, les 20 et 21 janvier 2000 à Kigali et Butare (Rwanda);
  - ii) Atelier sur la Société de l'information en Afrique, organisé à l'occasion du Sommet national sur l'Afrique, du 20 au 26 février 2000 à Washington;
  - iii) Atelier sur l'infrastructure nationale d'information et de communication au Nigéria, du 26 mars au 2 avril 2000, à Abuja (Nigéria);
  - iv) Atelier sur SchoolNet, en juillet 2000 à Windhoek (Namibie);
  - v) Atelier de validation concernant l'infrastructure nationale d'information et de communication de la Côte d'Ivoire, du 25 au 27 juillet 2000 à Abidjan;
  - vi) Deuxième atelier sur l'infrastructure nationale d'information et de communication, les 26 et 27 juillet 2000, à Maputo (Mozambique);
  - vii) Deuxième atelier sur l'infrastructure nationale d'information et de communication en Ouganda, en septembre 2000 à Kampala;
  - viii) Trois ateliers à l'intention des 16 Directeurs des bureaux nationaux de la statistique des Etats membres d'AFRISTAT dont le siège est établi à Bamako (Mali) sur i) la gestion des

bureaux nationaux de statistique; ii) les stratégies de diffusion des données et de communication au sein de chaque bureau; et iii) la qualité des statistiques;

- ix) Atelier à l'intention des pays africains francophones sur la mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale de 1993, l'accent étant mis en particulier sur les liens entre les comptes des entreprises et les comptes nationaux, Addis-Abeba (Ethiopie);
- x) Atelier conjoint Division de statistique de l'ONU/CEA sur la mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale de 1993, l'accent étant mis en particulier sur le secteur des ménages, du 20 au 24 novembre 2000 à Addis-Abeba ;
- xi) Atelier sur les classifications économiques et sociales internationales, organisé avec la collaboration de la Division de statistique de l'ONU, du 27 novembre au 1er décembre 2000 à Addis-Abeba;
- xii) Formation de groupe sur les stratégies de diffusion des données et la création de pages web pour les bureaux nationaux de la statistique;
- xiii) Séminaire sur les principes fondamentaux relatifs aux statistiques officielles et sur la coordination statistique entre les différents acteurs du système statistique national;
- xiv) Séminaires sur l'organisation statistique et la gestion des systèmes statistiques, organisé à l'intention de deux centres de formation statistique francophones (ENSEA-Abidjan et ENEA-Dakar);
- xv) Participation, aux discussions de groupe du Conseil économique et social sur les indicateurs de suivi des objectifs des conférences et sommets internationaux organisés dans les années 90; à la Table ronde de la FAO sur les nouvelles tendances en matière de recensement de l'agriculture en Afrique; et à la Conférence de l'Association internationale pour les statistiques officielles (IAOS) sur les statistiques, le développement et les droits de l'homme;
- xvi) Préparation d'instruments techniques tels que les bases de données concernant les enquêtes sur les ménages dans plusieurs pays africains, lesquelles seront mises sur le réseau de la CEA ou imprimées sur CD-ROM;

En outre, la bibliothèque de la CEA, par les informations qu'elle diffuse, a apporté un appui à toutes les Divisions de la Commission ainsi qu'aux CDSR dans le cadre de leurs programmes de travail respectifs et des services qu'ils offrent aux Etats membres.

## **SOUS-PROGRAMME 5 : PROMOUVOIR LA COOPERATION ET L'INTEGRATION REGIONALES**

### **A. Faciliter la coopération et l'intégration régionales**

#### **a) Services consultatifs**

- i) Mise en place du mécanisme institutionnel de coordination et d'harmonisation des politiques économiques et sociales des pays africains;
- ii) Appui aux Etats membres concernant les négociations commerciales internationales et celles qui s'y rattachent.

#### **b) Coopération technique**

- i) Avec la CEDEAO et la CEMAC.

La CEA a mobilisé, par le biais de la Banque mondiale, un don de 300 000 dollars E.-U. destiné à ces deux organisations pour l'exécution de leur programme de libéralisation du transport aérien en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Ces fonds sont gérés par le secrétariat de la CEDEAO.

- ii) Avec la Commission des transports et des communications d'Afrique australe (SATCC).

La CEA a aidé la SATCC à préparer le programme de libéralisation du transport aérien de ses Etats membres.

- ii) Avec le Mozambique et la Zambie.

La CEA a finalisé l'étude de préféabilité sur l'élément "transport" de l'Initiative du triangle de croissance parrainée par le PNUD. Cette étude doit aider les Etats membres concernés à mettre en place une politique de transport et un programme d'infrastructures communs et à renforcer leur coopération dans le domaine des couloirs de transport.

- iv) Avec les Comores.

Dans le prolongement des services consultatifs fournis aux Comores en 1999, la CEA a aidé ce pays à devenir membre de l'ASECNA.

- v) Avec la Sierra Leone.

La CEA a fourni des services consultatifs à la Sierra Leone dans le domaine des transports ferroviaires et pour la création d'une base de données.

- vi) Avec l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (AGPAEA).

La CEA a apporté une assistance pour l'harmonisation des statistiques portuaires et la mise en place d'indicateurs de performance.

## **B. Secteur de l'eau**

### **Services consultatifs**

La Commission a préparé les documents d'orientation requis pour l'exécution de l'élément "eau" du Programme d'assistance technique de la CEA en faveur du Malawi (ETAM), mis en place en collaboration avec le PNUD au Malawi, février 2000.

## **C. Les industries extractives et l'énergie**

### **a) Coopération technique/services consultatifs**

- i) Participation et services de conférence pour la réunion du Bureau de la Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur des ressources minérales et de l'énergie qui s'est tenue du 7 au 11 février 2000, en Afrique du Sud;
- ii) La Commission a participé à une réunion organisée conjointement par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et le PNUE les 25 et 26 janvier 2000 à Nairobi pour examiner le projet d'étude sur "Les perspectives énergétiques mondiales";
- iii) La CEA a participé en tant que membre à la septième réunion du Conseil d'administration du Centre des ressources minérales d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est (SEAMIC), qui a eu lieu du 6 au 9 mars 2000 à Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie). Le Centre figure au nombre des institutions oeuvrant pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales qui sont parrainées par la CEA;
- iv) La CEA a participé à un colloque - à l'organisation duquel elle a apporté sa contribution - sur le développement du secteur minier en Guinée, qui s'est tenu du 28 au 30 mars 2000 à Conakry (Guinée);
- v) Participation au colloque AMGI/OUAGADOUGOU 2000, du 3 au 7 mars 2000 à Conakry (Guinée);
- vi) La CEA a participé à - et contribué aux services de conférence de - la Conférence des ministres responsables de la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques, qui s'est tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 29 novembre au 3 décembre 2000. Elle a préparé une étude intitulée "Les ressources minérales et la lutte contre la pauvreté en Afrique" qui a servi de document de référence pour la conférence.

## **SOUS-PROGRAMME 6 : AMELIORER LA CONDITION DE LA FEMME**

### **a) Coopération technique**

#### **i) Avec les organisations intergouvernementales et les autres organisations**

- L'IDEP, la BAD et l'ICRISAT ont bénéficié d'une assistance dans le domaine de la parité hommes-femmes;
- La Fédération africaines des femmes entrepreneurs (AFWE) a bénéficié d'une assistance technique pour organiser, en octobre 1998, le deuxième Forum mondial consacré aux foires commerciales et aux investissements.

#### **ii) Avec les Etats membres**

- Création de deux Centres sous-régionaux de développement des entreprises (le premier, pour l'Afrique de l'Ouest et le second, pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe);
- Atelier d'information sur la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur Beijing + 5, le 3 juin à New York;
- Le Malawi et Maurice ont bénéficié d'une assistance pour élaborer leur programme de parité hommes-femmes et leurs plans d'action pour l'égalité des sexes. Maurice a bénéficié d'un appui supplémentaire pour la mise en place d'un programme de microcrédits en faveur des femmes.

### **b) Cours de formation, séminaires et ateliers spécialisés**

- i) Le Botswana, le Lesotho, l'Ouganda et le Togo ont bénéficié d'une formation visant à renforcer leurs capacités nationales d'analyse différentielle en fonction du sexe, d'élaboration de politiques en faveur des femmes et de formation des formateurs pour promouvoir l'esprit d'entreprise;
- ii) Atelier régional de formation sur l'élaboration et la mise en oeuvre d'indicateurs sexospécifiques pour le suivi des programmes de renforcement du pouvoir d'action des femmes, du 4 au 13 octobre 1999 à Johannesburg (Afrique du Sud);
- iii) Atelier de formation aux techniques d'encadrement à l'intention des femmes chefs et cadres d'entreprises, décembre 1998 à Entebbe (Ouganda);
- iv) Enquête sur l'accès des femmes à la terre et aux intrants agricoles (en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est).

## **SOUS-PROGRAMME 7 : APPUYER LES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT AU NIVEAU SOUS-REGIONAL**

### **A. Activités entreprises par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale (CDSR-AC)**

#### **a) Coopération technique**

##### **i) Avec les Communautés économiques régionales (CEEAC et CEMAC)**

Le CDSR-AC a organisé une réunion spéciale d'experts sur la coopération et l'intégration, qui a précédé l'élaboration du programme de relance de la CEEAC, en octobre 1998, à Yaoundé (Cameroun).

Le CDSR-AC a tenu des consultations avec la CEEAC au sujet de la relance de cette institution, du 11 au 16 février 1996 à Libreville (Gabon).

Le CDSR-AC a, en outre, mis en place et dirigé une mission itinérante pluridisciplinaire qui a visité 11 pays membres de la CEEAC dans le but de recueillir des données et des informations et d'obtenir des avis en vue de l'élaboration du programme de relance de la CEEAC. Il a aussi assuré les services de conférence pour les réunions des organes directeurs de l'organisation, notamment la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC, qui s'est tenue en juin 1999.

Enfin, le CDSR-AC a préparé, en collaboration avec la CEEAC et le Bureau du PNUD à Libreville, un descriptif de projet portant sur l'assistance du PNUD à la CEEAC.

##### **ii) Avec les pays**

Le CDSR-AC a contribué à l'élaboration d'un document technique pour le premier séminaire national du Gabon sur le commerce, en mars 1998.

Le CDSR-AC a organisé un atelier sur la promotion des aliments non classiques, en 1999 à Sangmelima (Cameroun).

#### **b) Cours de formation, séminaires et ateliers spécialisés**

i) Atelier de formation sur le lancement du modèle PEDDA, du 10 au 18 juin 1999, à Addis-Abeba (Ethiopie);

ii) Atelier sur la méthodologie du Rapport économique sur l'Afrique de l'an 2000, du 12 au 14 juillet 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie) ;



- iii) Rapport sur les cours de formation NT 4.0 organisés par la CEA/ISS, du 13 septembre au 16 octobre 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie) ;
- iv) Formation sur la classification des postes de la catégorie des services généraux, du 18 au 29 octobre 1999 à Addis-Abeba (Ethiopie).

**B. Activités du Centre de développement sous-régional d'Afrique du Nord (CDSR-AN)**

Coopération technique

- i) Avec les organisations sous-régionales et le système des Nations Unies
  - Avec l'Union du Maghreb arabe (UMA) : Le CDSR-AN a renforcé sa collaboration avec l'UMA dans le but de promouvoir la réalisation de projets importants d'intégration dans les domaines des transports, de la lutte contre la désertification, de la protection de l'environnement, de la gestion des ressources en eau, des nouvelles technologies d'information et de communication et de la promotion de la femme;
  - Un accord de coopération entre le CDSR-AN et le Centre africain de recherche appliquée et de formation pour le développement social (ACARTSOD) a été signé au cours de la période considérée.
- ii) Avec les pays

Organisation d'un concours du meilleur essai sur la problématique hommes-femmes (projet pilote mené au Maroc).

**C. Activités entreprises par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique australe (CDSR-AA)**

a) Coopération technique

- i) Appui technique aux communautés économiques régionales et aux organisations intergouvernementales
  - Secrétariat de la SADC : préparation du rapport annuel de la SADC pour l'an 2000;
  - SADC : Mesures destinées à mettre en oeuvre la stratégie de la SADC pour la lutte contre le VIH/SIDA par un travail en réseau sur la problématique hommes-femmes;
  - SADC/SATCC (Commission des transports et des communications de l'Afrique australe) et COMESA : élaboration d'un programme de collaboration pour la mise en place, en Afrique de l'Est et en Afrique australe, d'un système de transport sûr, efficace et d'un coût raisonnable ;

- COMESA : Etude sur l'octroi d'une indemnité pour frais d'études aux agents de la catégorie des services généraux du COMESA;
- COMESA : Etude sur le Réseau de transport de l'Afrique australe;

ii) Services consultatifs aux Etats membres

- Mozambique : Préparation d'une politique nationale dans le domaine des technologies de l'information et de la communication;
- Swaziland : Préparation d'une politique nationale des transports;
- Swaziland : Préparation d'une politique nationale dans le domaine des technologies de l'information et de la communication;
- Zambie : Préparation d'une politique nationale dans le domaine des technologies de l'information et de la communication;
- Zambie : Préparation de l'examen à mi-parcours des programmes de pays sur la population et le développement bénéficiant de l'appui du FNUAP pour la période 1997-2001;
- Zambie : Finalisation de la politique nationale de promotion de la femme;
- Zambie : Atelier national sur la vulgarisation de la "Veille sociale", Lusaka, 23 juin 2000;
- Zambie : Préparation du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (PRSP).

iii) Cours de formation, séminaires et ateliers spécialisés

- Atelier sous-régional sur le développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication en Afrique australe, les 13 et 14 avril 2000 à Windhoek (Namibie);
- Conférence à l'Institut zambien de diplomatie et d'études internationales, avril 2000;
- Suivi de stagiaires suivant une formation dans les domaines suivants :
  - L'économie sud-africaine : quel impact pour l'Afrique? (août 2000);
  - Indicateurs macroéconomiques de l'Afrique australe, 1998-1999 (janvier 2000);
  - Technologies de l'information;
  - Le développement des industries extractives en Afrique australe (janvier 2000);
  - Bibliothéconomie (en cours);
  - Comptabilité.

**D. Activités entreprises au titre du Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF)**

**Coopération technique**

i) Avec l'OUA et la CEDEAO : Assistance technique dans le domaine de l'enseignement.

ii) Avec le Burkina Faso

Services consultatifs sur l'éducation des femmes, notamment la création du Centre international pour les l'éducation des filles et des femmes en Afrique.

iii) Conjointement avec l'UNESCO-IICB

Assistance technique pour la préparation d'un descriptif de projet sur la planification de l'éducation et le développement économique en Afrique.

iv) Avec la CEEAC et la CEMAC

Assistance technique portant sur les questions commerciales, en collaboration avec le Centre du commerce international (CCI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

v) Avec le Centre africain de recherche appliquée et de formation pour le développement (ACARTSOD) et l'Université maghrébine :

Appui à la préparation et aux services de conférence de la Conférence sous-régionale sur le VIH/sida en Afrique du Nord, octobre 2000.

**Tableau 1 : Allocation des ressources, par source (en milliers de dollars E.-U.)**

	Source	1986-1987	1988-1989	1990-1991	1992-1993	1994-1995	1996-1997	1998-1999	2000-2001
<b>1.</b>	<b>Allocations par l'Assemblée générale sur le budget ordinaire</b>	<b>44 608,1</b>	<b>54 151,9</b>	<b>93 734,0</b>	<b>132 680,0</b>	<b>94 627,6</b>	<b>90 966,8</b>	<b>86 453,3</b>	<b>88 453,1</b>
	Section 23 : Commission économique pour l'Afrique	39 760,9	48 081,0	58 918,6	68 726,0	68 210,8	81 207,8	76 368,7	77 197,2
	Section 12 : Programme ordinaire de coopération technique	3 422,6	3 204,4	3 944,6	4 535,5	7 553,2	7 395,6	7 529,3	7 487,4
	Section 35 : Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	1 164,5	2 520,3	30 371,8	58 673,0	17 871,8	967,8	1 933,6	2 799,3
	Section 43 : Situation économique critique de l'Afrique	-	-	-	227,0	483,7	695,8	621,7	969,2
	Section 15 : Sociétés transnationales	260,1	346,2	499,0	518,5	508,1	699,8	-	-
<b>2.</b>	<b>Allocations extrabudgétaires</b>	<b>32 730,6</b>	<b>30 802,0</b>	<b>41 929,3</b>	<b>24 627,8</b>	<b>10 701,8</b>	<b>17 979,9</b>	<b>13 047,0</b>	<b>10 522,8</b>
	PNUD	15 788,8	17 773,9	28 852,8	15 034,6	1 632,6	6 967,4	2 587,6	1 426,2
	FNUAP	6 340,3	7 587,3	8 607,6	4 799,6	4 033,7	4 615,7	4 474,5	3 116,0
	FASNUDA	997,5	1 482,1	2 117,8	2 532,2	1 559,7	529,9	755,3	166,4
	Autres organismes des Nations Unies							102,0	621,0
	Sources bilatérales	9 604,0	4 188,7	2 351,1	2 261,1	3 475,8	5 866,9	5 127,6	5 193,2
<b>3.</b>	<b>TOTAL (1+2)</b>	<b>77 338,7</b>	<b>85 188,9</b>	<b>135 663,3</b>	<b>157 307,5</b>	<b>105 329,4</b>	<b>108 946,7</b>	<b>99 500,3</b>	<b>98 975,9</b>